

La France « offusquée » par Pretoria

En prenant, après s'y être longtemps refusée, des sanctions contre le régime sud-africain et en invitant la communauté internationale à s'associer à sa démarche, la France vient de se démarquer de ses partenaires européens, jugés trop timorés sur le plan de la défense des droits de l'homme. Elle s'attire la sympathie de tous ceux pour qui elle demeure la « patrie des libertés », à commencer par la majorité noire d'Afrique du Sud, ainsi encouragée dans sa résistance à l'apartheid. Pour sa part, le chef de l'Etat de Pretoria, M. Botha, feint d'être « stupéfait » que Paris « s'offusque » d'une politique définie contre vents et marées comme le « rétablissement de l'ordre » face à la « menace communiste ».

Cette obstination à invoquer des arguments éculés a fini par exaspérer bon nombre de pays occidentaux et en a amené certains, notamment la Suède, à prendre des mesures énergiques. M. Fabius ne va pas plus loin, par exemple, que le Canada, et fait ce qu'il faut recommander à M. Reagan les deux Chambres du Congrès américain. Mais en portant la question devant le Conseil de sécurité la France donne au rappel de son ambassadeur - mesure de sécurité à la limite - une portée symbolique exceptionnelle. Pour la première fois, un pays de la CEE convoque Pretoria, même sans excès d'illusion, au banc des accusés.

Les Etats-Unis, dont le secrétaire d'Etat, M. Shultz, vient de rappeler que l'apartheid est un « affront à tout ce en quoi nous croyons », vont-ils mettre leur veto à l'adoption de la résolution française condamnant la politique du régime sud-africain ? Une telle attitude serait dans la logique de la politique dite d'« engagement constructif » que Washington a constamment réaffirmée. Elle aurait le grave inconvénient de faire apparaître M. Reagan comme un défenseur inconditionnel du régime sud-africain, que son opinion publique critique de plus en plus violemment. La position de la Grande-Bretagne, qui dispose aussi d'un droit de veto au Conseil de sécurité et refuse de prendre des sanctions, est incontestable.

Londres et Washington estiment en effet que l'application de sanctions aurait pour premier résultat d'aggraver les conditions de vie de la population noire, ce que Pretoria ne cesse de proclamer. Hautement symbolique, la position française est de peu de conséquences sur le plan pratique. On peut, en effet, s'interroger sur la portée réelle d'un arrêt de tout nouvel investissement français. Paris n'est pour Pretoria qu'un partenaire financier relativement secondaire. Au demeurant, le commerce se poursuivra normalement entre les deux pays.

Après sa victoire, lorsqu'elle faisait encore de beaux rêves intrusants, la gauche s'était montrée particulièrement réaliste envers l'Afrique du Sud, passant en principe que les « contrats seraient respectés ». Il aura fallu, pour laisser sa patience, que le régime de Pretoria démontre d'une façon éclatante son incapacité à évoluer. Mais toute pression efficace - à supposer qu'on puisse amener les Sud-Africains à composition - ne pourrait venir que de partenaires majeurs et d'investisseurs puissants. Ils se trouvent à Washington et à Londres bien plus qu'à Paris.

(Lire nos informations page 3.)

● INDE

L'accord avec les sikhs modérés est un succès pour M. Gandhi

Les discussions entre M. Rajiv Gandhi et M. H. Singh Longowal, représentant l'aile modérée du Parti autonomiste sikh Akali Dal, ont abouti, le mercredi 24 juillet, à New-Delhi à un accord qui constitue un succès pour le premier ministre indien. Il faut attendre la réaction des éléments les plus radicaux du mouvement sikh pour savoir si cet accord met fin à une crise qui fut à l'origine de l'assassinat d'Indira Gandhi l'année dernière.

De notre correspondant

New-Delhi. - « Ainsi prend fin une des périodes les plus critiques de l'histoire de ce pays. » C'est par ces mots que le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, a annoncé, dans la soirée du mercredi 24 juillet, devant le Parlement indien, l'accord qu'il venait de signer vingt minutes plus tôt avec le dirigeant des sikhs modérés, le Sant Harchand Singh Longowal.

Le moment est historique et personne ne s'y trompe. Le vénérable amphithéâtre parlementaire, construit il y a cinquante-huit ans par l'administration britannique, plus habitué aux séances bouillottes et aux bordées d'injures, a explosé cette fois-ci de joie. Le premier ministre, félicité par tous (les bancs de l'opposition n'étaient, en effet, pas en reste) pour sa « perspicacité politique », avait le visage rayonnant lorsqu'il déposa devant le président de séance une copie du « mémorandum d'entente » en onze points fraîchement ratifié par les deux camps. Les députés applaudissaient la réaffirmation de l'unité de

la nation indienne, unité qui avait été bien souvent mise à l'épreuve tout au long de la crise du Pendjab.

La réalisation de cet accord est la preuve d'une finesse politique certaine de la part du premier ministre. Il a fallu respecter les sensibilités de tous - celle de la communauté hindoue d'abord - sans pas des moindres - pour trouver un terrain d'entente sur lequel les deux camps pouvaient se rencontrer toutes apparences de l'honneur sauvegardées. Un travail de longue haleine où menaces et concessions se juxtaposaient.

Véritable travail de sape qui, s'il n'était pas tenu secret, est néanmoins passé inaperçu de la presse indienne. Celle-ci, la semaine dernière encore, alertait ses lecteurs sur les dangers de l'« impasse au Pendjab ». Laborieuse besogne qui a servi à masquer aux uns et aux autres le principe du compromis, préservant ainsi pour chaque camp l'image de l'inflexibilité.

(Interim.)

(Lire la suite page 4.)

● GUADELOUPE

Affrontements entre policiers et militants indépendantistes

De violents affrontements ont opposé, toute la journée du mercredi 24 juillet et dans la nuit de mercredi à jeudi, forces de l'ordre et manifestants, aux abords de Pointe-à-Pitre. Ceux-ci réclamaient la libération immédiate du militant indépendantiste guadeloupéen incarcéré à la prison de Fresnes, Georges Faisans. Six personnes ont été blessées parmi les manifestants. Deux journalistes et un perchiste de la télévision ont été pris à partie et légèrement blessés.

Correspondance

Pointe-à-Pitre. - Dans un communiqué commun rendu public mardi, une vingtaine d'organisations et de syndicats proches du mouvement indépendantiste avaient appelé à deux journées d'action pour le mercredi 24 et le jeudi 25 juillet, la seconde consistant en une grève générale et la première en une manifestation. Mercredi matin, dès 6 heures, toutes les routes menant à Pointe-à-Pitre étaient bloquées par des barricades faites de carcasses de voitures, de panneaux publicitaires, de trunks d'arbres et de pneus. Dès 9 h 30, le nouveau sous-préfet de Pointe-à-Pitre, M. Hubert Fournier faisait connaître aux organisateurs que la situation était inacceptable, et qu'il était de son devoir, en l'absence du préfet commissaire de la République Maurice Sabarin, « de faire intervenir pour rétablir la liberté de circulation ».

A partir de 10 heures (16 heures à l'échelle nationale), les forces de l'ordre commencèrent à faire sauter les différents barrages, utilisant des gaz lacrymogènes et des véhicules

blindés de la gendarmerie. Les manifestants ripostaient par la formation immédiate de nouveaux barrages. Ainsi, plusieurs véhicules civils ou administratifs furent amenés sur les voies et incendiés.

Trois représentants de la presse ont été malmenés à cette occasion. M. Philippe Giraud, rédacteur au journal *Tropic-Magazine* et correspondant local de l'agence Gamma (un métropolitain), a été molesté. M. Claude Selbonne, perchiste à Radio-France-Outer-Mer, guadeloupéen d'origine a été blessé à coups de pierres et de morceaux de verre. Quant à M. Fabien Abitbol, un jeune métropolitain, rédacteur au journal du groupe Hésant *France-Antilles*, il a été pris à partie par une douzaine de manifestants qui, après l'avoir plaqué au sol et tenu en respect tout en le frappant au visage, lui enlevèrent son appareil photo personnel ainsi que les pellicules contenues dans son sac.

ALAIN GILLES.

(Lire la suite page 6.)

DEUX PIÈCES DE THÉÂTRE SUR LE SIDA

Le désarroi des « gays » de New-York

De notre envoyé spécial FRANCK NOUCHI

Face à l'extension de l'épidémie de SIDA, la communauté « gay » de New-York oscille entre l'effroi et le désarroi. En guise de tentative d'exorcisme, deux pièces de théâtre consacrées à ce mal qui répand la terreur font actuellement courir tout New-York. Deux cris de rage et de désespoir relayés par le journal de cette communauté de plus d'un million de personnes, *The New York Native*, le grand pourfendeur des idées reçues sur le SIDA.

New-York. - « Il faudrait que nous fussions une grande marche sur Washington. Comme au temps de la guerre du Vietnam. Peut-être que le gouvernement prendrait enfin conscience de l'urgence de la situation. Le problème, c'est que la communauté « gay » n'a pas de leader capable de mobiliser des centaines de milliers de personnes. » Larry Kramer, dont la pièce de théâtre consacrée au SIDA, *The Normal Heart* (le Cœur ordinaire), est en train de faire courir tout New-York, est désabattu. Mis à ban des principales associations « gay » qui voient

co lui une sorte de « père la maraude », il vit les difficultés moments de celui qui a eu raison trop tôt.

Qui aurait pu prédire que cet intellectuel new-yorkais, juif et « gay », comme il aime à le préciser, désigné aux Oscars pour le scénario du film *Tendres Passions*, deviendrait en quelques mois le « grand exorcisateur » du SIDA, « cette peste des temps modernes ». La barbe grise naissante, des petites lunettes rondes encadrant deux yeux pétillants de malice, Larry Kramer semble sortir tout droit d'un film de Woody Allen, la *New York Review of Books* sous le bras. A dire vrai, il n'a pas vraiment l'allure de l'habituel des saunas de Christopher Street (1).

Très tôt, dès 1981, il a été confronté au douloureux problème du SIDA. La perte d'un ami cher, et c'est tout sa vie qui s'en est trouvée bouleversée. Pendant de longs mois, il a assisté à la naissance et aux premiers ravages de cette nouvelle peste - la référence au livre de Camus revient sans cesse dans sa conversation. Un à un, il a vu mourir quelques-uns de ses meilleurs amis. « Le SIDA ne cessait de s'étendre et personne ne réagissait, ni le gouvernement, ni la municipalité de New-York, ni même la communauté « gay ». C'est pourquoi, j'ai décidé d'écrire *The Normal Heart*. Pour faire sortir cette maladie du ghetto dans lequel on voulait l'installer. »

Aujourd'hui, cette pièce est jouée au Public Theater, un petit théâtre situé à deux pas de Washington Square. Dès l'entrée dans la salle, c'est le choc : sur les murs, sont inscrits les noms de tous les patients morts du SIDA aux Etats-Unis. Plus de cinq mille noms. Et puis, sous le nom de chaque Etat, de chaque grande ville américaine, il y a, constamment mis à jour, le nombre de cas de SIDA. Total aux Etats-Unis : 11 352. New-York City : 3 757. San-Francisco : 1 308, etc. Autre élément de ce décor, qui rappelle d'autres lieux de sinistre mémoire, une citation du chercheur américain Robert Gallo : « Deux millions d'Américains ont été jusqu'à présent infectés par le virus du SIDA. »

Le public s'installe en silence. Les visages sont graves, tendus. De nombreux couples hétérosexuels,

quelques personnes âgées, mais aussi des « gays » de grand nombre. La pièce retrace le début de l'épidémie de SIDA à travers les mésaventures de Ned, un jeune écrivain homosexuel, et de son groupe d'amis. Un à un, ils vont être décimés par ce mal inconnu. Extraordinaire - documentaire - sur la naissance du SIDA à New-York, *The Normal Heart* est, avant tout, un véritable réquisitoire contre la passivité, la lâcheté et les atterroissements, tant des pouvoirs publics que de la presse et des associations « gays » américaines. Tout le monde y passe, de Ronald Reagan au maire de New-York, Ed Koch, en passant par le professeur Robert Gallo (l'un des grands spécialistes du SIDA) et le *New York Times*, tous étant peu ou prou accusés d'être les chantres de la « majorité morale », indignés de voir les Etats-Unis souillés par ces nouveaux pestiférés.

Parfois, les accusations se font plus précises. Ainsi les chercheurs américains sont-ils ni plus ni moins accusés d'avoir « volé » aux Français la découverte du virus du SIDA. Le maître, de peur d'effaroucher les touristes de New-York, aurait retardé autant que faire se peut l'officialisation de cette épidémie, en ne dégageant pas les crédits nécessaires pour la combattre.

Mais, par-delà ce brûlot polémique en forme d'exorcisme, il s'agit du journal de bord d'un « gay » new-yorkais, qui assiste à la fin de toute une époque, au naufrage d'un certain style de vie. « J'ai lutté pendant vingt-cinq ans pour en arriver là, burle, désespéré. L'un de mes amis, j'ai lutté pour enfin être libre, pour voir faire ce qu'il me plaisait et voient que, maintenant, ils vont nous persécuter. »

L'exclusion des homosexuels des banques de sang, la mise en accusation d'un certain mode de vie trop « permissif », d'une certaine forme de promiscuité sexuelle, l'apologie de la fidélité, autant d'éléments qui, tout au moins au début de l'épidémie, avaient suscité de violents débats au sein même de la communauté « gay ». Dans la pièce, Ned prend ce qu'il appelle « le parti de la science », le seul, dit-il, qui puisse permettre, à terme d'éviter un holocauste (ce qui d'ailleurs lui vaut d'être accusé par ses propres amis d'être une sorte d'être asexué).

D'autres personnages, au contraire, refusent les contraintes qu'impose la prévention de la dissémination de la maladie et ils dénoncent le spectre du triangle rose imposé par les nazis aux homosexuels dans les camps de concentration. « Dites-moi, que ça n'est pas vrai, on devient tous fous ! » burle l'un d'eux.

Autre pièce consacrée au SIDA, *As Is* (Tel quel), de William Hoffman, qui, chaque soir, fait salle comble dans un grand théâtre de Broadway, lui, le mélodrame a pris le pas sur la polémique. Une intrigue quasi simpliste : un couple rompt et se ressoude lorsqu'un des amants apprend qu'il est atteint du SIDA. Ensemble, ils vont affronter cette mystérieuse maladie. L'exorcisme se fait plus intimiste. Par instants, comme dans *The Normal Heart*, l'humour juif et « gay » fait des ravages. Désespoir, humour, les deux facettes d'une même angoisse.

(Lire la suite page 8.)

(1) Un de ses livres a été publié en France sous le titre *Fags* (Ed. Les Presses de la Renaissance) (le Monde du 13 novembre 1981).

Un inédit de Proust

En juillet 1893, Marcel Proust a vingt deux ans. Avec trois anciens condisciples de Condorcet, Daniel Halévy, Louis de La Salle et Fernand Gregh, il décide d'écrire un roman épistolaire. Chacun incarnera un personnage.

Proust sera l'héroïne, Pauline Gouffres-Dives, secrètement éprise d'un beau sous-officier, passablement mauvais garçon, qu'a, dans son régiment, Louis de La Salle, promu pour la circonstance Général Nulleroy. Daniel Halévy, lui, sera l'Abbé - le très sage directeur de conscience de la jeune femme. Quant à Fernand Gregh, il apparaît sous le nom de Chalignat, au moins comme protagoniste. On ignore ce qu'il advint du projet, assez vite abandonné semble-t-il.

Seuls fragments découverts, et encore inédits, une lettre du « Général Nulleroy » à l'Abbé et, au même, trois lettres de Proust - signées Pauline - que nous publions page 14. Ce document nous a été remis par M. Dominique Halévy, petit-fils de Daniel Halévy. Les héritiers de Marcel Proust ont donné leur accord pour sa publication. Les autographes ont été vendus, avec d'autres lettres, à l'Hôtel Drouot, le 3 juillet 1985.

Précédant de quelques années la rédaction de *Jean Santeuil*, c'est là le tout premier essai de Proust dans la fiction et, au-delà d'un jeu de potaches conniventes, l'esquisse de certaines silhouettes - d'un ton aussi - qui marqueront la Recherche.

Le Monde

DES LIVRES

- Un entretien avec Frédéric Dard.
- Le testament de Bertrand Poirot-Delpech : « Et si c'était quand même lui, le diable ? »
- Philosophie : M. de La Palice réhabilité.
- Portrait : Jean-Marie Turpin.
- Politique-fiction : un président sous influence.

Pages 9 à 13

LIRE

5. LIBAN
Un entretien avec le cardinal Etchegaray.
7. JUSTICE
Inculpée pour un meurtre qu'elle n'avait pas commis.
15. CULTURE
Jessye Norman à Aix-en-Provence.
20. BUDGET
La peau de chagrin de la politique industrielle.
22. ISRAËL
Le gouvernement va intensifier sa lutte antiterroriste.

AU JOUR LE JOUR

Lit

Le sommeil est-il de gauche ? La question est posée depuis le début à la Chambre des communes sur les fameuses augmentations de traitement (de 12% à 48%) prévues pour les hauts fonctionnaires britanniques. M^{me} Thatcher aurait été mise en minorité sur ce projet impopulaire si certains députés travaillistes n'étaient pas allés se coucher sans attendre le vote. Avant qu'ils s'endorment, un conservateur leur lança : « Ceux qui préfèrent leur lit à leurs principes montrent le vrai visage du socialisme ! » Il oubliait la lourde responsabilité de ceux qui, à Londres et ailleurs, passent leur temps à faire le lit du socialisme !

BRUNO FRAPPAT.

étranger

LES SANCTIONS FRANÇAISES CONTRE LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINNE

Le Conseil de sécurité des Nations unies, répondant à une demande officielle présentée par le représentant de la France à l'ONU, M. Claude de Kermoullier, devait se réunir ce jeudi après-midi 25 juillet pour examiner la situation créée en Afrique du Sud par la proclamation de l'état d'urgence dans trente-six districts et la vague massive d'arrestations qui a suivi. La décision française avait été annoncée mercredi après-midi par le premier ministre, M. Laurent Fabius. Elle comprend, outre la saisine du Conseil de sécurité, le rappel immédiat de l'ambassadeur de France en Afrique du Sud, ainsi que la suspension de tout nouvel investissement français dans ce pays. La situation en Afrique du Sud avait été longuement évoquée le matin, lors du conseil des ministres, et mardi, à Bruxelles. Commentant la déclaration des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, avait souligné que la France avait souhaité « aller plus loin » que le texte adopté par les Dix qui, selon M. Dumas, comportait « des faiblesses et des insuffisances ».

L'initiative française avait été précédée de plusieurs demandes de sanctions émanant d'organisations anti-apartheid, du Parti et du groupe socialiste d'une part, du Parti communiste d'autre part.

Deux heures avant la déclaration du premier ministre, le PCF annonçait que M. Georges Marchais avait envoyé une lettre à M. Mitterrand demandant, outre le rappel de l'ambassadeur de France, le gel de tous les accords et contrats en cours, l'arrêt des importations en provenance d'Afrique du Sud, la rupture des relations culturelles et sportives, etc. Une heure avant la déclaration de M. Fabius, c'est M. Claude Estier, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui avait lui aussi réclamé des « mesures concrètes » de la part de la France.

Dans l'opposition, M. François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères de M. Giscard d'Estaing, a notamment déclaré que les événements d'Afrique du Sud « appellent de la part de tous les démocrates à travers le monde la condamnation la plus claire ». « Dans la mesure où les mesures prises par le gouvernement expriment cette condamnation, a-t-il ajouté, on ne peut que les approuver. » M. François-Poncet a cependant estimé que le gouvernement réagit « bien tardivement » et « peut-être avec une absence de mesure ».

De son côté, M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a souligné que l'Afrique du Sud est « le rempart contre le communisme en Afrique

austral. La condamner alors qu'elle s'efforce, dans l'ordre et sans soubresauts, d'organiser l'indépendance de nouveaux Etats noirs à l'intérieur de ses frontières ne peut que servir le terrorisme et les seuls totalitaires de cette deuxième partie du vingtième siècle », a-t-il souligné.

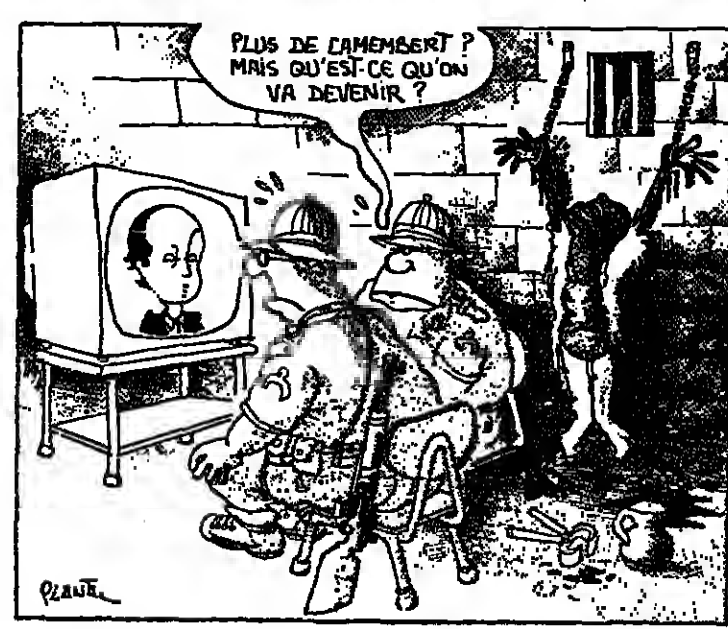
Pour sa part, M. Yvon Cottaz, président du CNPF, a déclaré que cette mesure était « grave » et a émis le souhait qu'elle « ne gêne pas le commerce entre l'Afrique du Sud et la France ». « Je souhaite ardemment que les entreprises françaises puissent continuer à travailler avec tous les pays, et en particulier avec celui-ci », a-t-il ajouté.

A l'étranger, seul le gouvernement sénégalais avait réagi à l'initiative française, jeudi en fin de matinée, se déclarant « particulièrement satisfait ». Dakar, a déclaré un porte-parole du gouvernement sénégalais, « apprécie très positivement » les mesures prises par Paris. A Moscou, l'agence Tass a annoncé rapidement mercredi les décisions françaises, expliquant que Paris entend ainsi « protester contre la répression sanglante déclenchée par les autorités de Pretoria envers les participants aux manifestations massives pour la suppression de l'apartheid ».

De son côté, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a déclaré mercredi que les rela-

tions entre l'Afrique du Sud et les Etats-Unis étaient « tendues », ajoutant « c'est le moins que l'on puisse dire ». « L'apartheid, a-t-il indiqué, est un affront à tout ce en quoi nous croyons. Il n'a pas de justification, il doit cesser. » M. Shultz a d'autre part rappelé que la politique d'engagement constructif suivie par Washington vis-à-vis de Pretoria a pour objectif d'amener par la diplomatie plutôt que par des sanctions, l'Afrique du Sud à modifier sa politique raciale. « Je sais que c'est une politique très controversée », a-t-il reconnu, ajoutant toutefois qu'il ne voyait pas d'alternative. Evoquant l'hypothèse d'un arrêt des investissements, le secrétaire d'Etat a souligné : « Cela réduirait l'influence que vous pouvez avoir et les pressions que vous pouvez exercer. »

A Johannesburg, l'évêque anglican Desmond Tutu a estimé, pour sa part, que la politique américaine dite « d'engagement constructif » était une « grande bonte » pour les Etats-Unis. Le Congrès des syndicats sud-africains (SACTU) a, de son côté, appelé les syndicats du monde entier à infliger des sanctions immédiates à Pretoria en refusant d'assurer toute liaison maritime, aérienne et terrestre, ainsi que toutes les communications postales et télégraphiques avec l'Afrique du Sud.



Dessin de PLANTU.

La déclaration de M. Fabius

Voici le texte de la déclaration faite, mercredi 24 juillet à l'Assemblée nationale, par le premier ministre, M. Laurent Fabius :

« Pour toutes les personnes attachées à la justice et aux droits de l'homme, le régime d'apartheid en Afrique du Sud est inadmissible. Il institutionnalise la discrimination raciale. Il porte atteinte aux principes moraux et politiques qui fondent notre société. Les événements des derniers jours montrent une nouvelle et grave détérioration. En instaurant l'état d'urgence, en confiant les pleins pouvoirs à l'armée et à la police, en multipliant les arrestations arbitraires, en donnant ordre de tirer sur les populations, le gouvernement d'Afrique du Sud accentue sa répression. Devant cette aggravation, nous avons décidé, à l'issue du conseil des ministres, de prendre des mesures tenant les trois mesures suivantes :

- 1) La France décide de rappeler aujourd'hui même son ambassadeur en Afrique du Sud ;
- 2) La France saisit, dès aujourd'hui, le Conseil de sécurité de l'ONU d'un projet de résolution condamnant les pratiques de l'Afrique du Sud et proposant une série de mesures précises à la communauté internationale ;
- 3) Tout nouvel investissement français en Afrique du Sud, dans quelque domaine et sous quelque conditions que ce soit, est immédiatement suspendu. Mesdames et messieurs, notre pays est, par tradition, une terre de droits de l'homme et de libertés. Il ne peut sans réagir laisser bafouer ainsi les droits fondamentaux de la personne humaine. Nous souhaitons que beaucoup d'autres pays se joignent à nous pour que la justice et la sagesse l'emportent enfin dans cette partie du monde. »

Le projet de résolution devant le Conseil de sécurité

Voici le projet de résolution déposé mercredi 24 juillet par la France devant le Conseil de sécurité sur la situation en Afrique du Sud, tel qu'il a été diffusé par les services du Conseil :

- Le Conseil de sécurité, profondément préoccupé par l'aggravation de la situation en Afrique du Sud et la persistance des souffrances humaines que provoque dans ce pays le système de l'apartheid, qu'il condamne avec force ;
- Indigné par la répression et condamnant les arrestations arbitraires de centaines de personnes ;
- Considérant que l'instauration de l'état d'urgence dans trente-six districts de la République sud-africaine constitue une grave détérioration de la situation dans ce pays ;
- Considérant comme totalement inacceptable la pratique par le gouvernement sud-africain des détentions sans procès et des déplacements forcés, ainsi que la législation discriminatoire en place ;
- Reconnaissant la légitimité des aspirations de l'ensemble de la population sud-africaine à bénéficier de tous les droits civils et politiques ;
- 1° Condamne énergiquement le système de l'apartheid ainsi que

les politiques et pratiques qui en découlent ;

- 2° Condamne énergiquement les arrestations massives auxquelles a récemment procédé le gouvernement de Pretoria ;
- 3° Demande la levée immédiate de l'état d'urgence dans les trente-six districts où il a été instauré ;
- 4° Demande au gouvernement sud-africain de libérer immédiatement et sans condition tous les prisonniers et détenus politiques, et en premier lieu M. Nelson Mandela ;
- 5° Demande instamment aux Etats membres de l'Organisation de prendre des mesures à l'encontre de la République sud-africaine telles que les mesures suivantes :
 - a) Suspension de tout nouvel investissement en République sud-africaine ;
 - b) Interdiction d'importation de kruggerands et pièces d'or ;
 - c) Suspension des prêts garantis à l'exportation ;
 - d) Interdiction de tout nouveau contrat dans le domaine nucléaire ;
 - e) Interdiction de toute vente de matériel informatique pouvant être utilisé par l'armée et la police sud-africaine ;
- 6° Prie le secrétaire général de lui faire rapport sur l'application de la présente résolution ;
- 7° Décide de rester saisi de la question. »

M. Botha juge « stupéfiant » que Paris « s'offusque » du rétablissement de l'ordre, menacé par les « communistes »

De notre correspondant

Johannesburg. — Il est stupéfiant qu'un gouvernement occidental qui s'intéresse à l'Afrique et aux intérêts du peuple noir puisse s'offusquer qu'un gouvernement restaure l'ordre, alors que des puissances communistes ou inspirées par les communistes assassinent des Noirs et tentent de troubler la vie normale des communautés noires », a déclaré, mercredi 24 juillet, le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, ripostant aux décisions annoncées par M. Fabius. Il a ajouté que le gouvernement « ne se laissera pas dicter ce qui est de l'intérêt supérieur du peuple sud-africain ».

Comme à leur habitude, les autorités de Pretoria se dressent sur leurs ergots face à l'adversité, aux critiques et aux menaces venues de l'étranger. En revanche, les mesures prises par le premier ministre français ont été particulièrement bien accueillies par les milieux anti-apartheid. Le représentant du Conseil des Eglises sud-africaines (SACC), M. Daniel Vaughan, y a vu « un signe que au moins un membre de la communauté internationale n'a pas été trompé par les faux-semblants et les manipulations du gouvernement de Pretoria ». Le Front démocratique uni (UDF), principal mouvement d'opposition au régime, constate, pour sa part, qu'il s'agit d'« un signe du bon sens qui règne en ce moment ou sein du gouvernement français ».

Un gel douillet

Il y a à peine deux mois, le 31 mai, M. Fabius avait annoncé, lors du Colloque des libertés et des droits de l'homme, que si « dans un délai raisonnable, entre dix-huit mois et deux ans, des mesures précises ne sont pas prises par le régime sud-africain pour en terminer avec les pratiques discriminatoires, la France ne pourra pas continuer ses investissements, mais devra marquer un coup d'arrêt ».

C'est chose faite et beaucoup plus tôt que prévu, en raison de l'instauration de l'état d'urgence, qui a raccourci ce « délai raisonnable ». Le gouvernement, qui avait toujours affirmé ne pas croire à l'efficacité des sanctions économiques, a finalement

changé d'avis. La visite en France, en mai dernier, de l'archevêque Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, et l'attribution à la police et à l'armée sud-africaines des pleins pouvoirs pour mater la révolte noire ont sans doute joué un rôle dans ce revirement.

M. Reagan avait, pour sa part, déjà rappelé son ambassadeur en Afrique du Sud, M. Hermann Nickel, après le raid de Pretoria, le 14 juin dernier, contre une « base de l'ANC » (congrès national africain), à Gaborone (Botswana). Le diplomate o'a toujours pas regagné son poste, et le président américain va devoir se prononcer dans quelques semaines sur les sanctions à terme votées par le Sénat et la Chambre des représentants contre le régime sud-africain. La politique d'« engagement constructif » suivie jusqu'à présent par l'administration Reagan, outre qu'elle n'a pas abouti aux résultats escomptés, est de plus en plus critiquée par l'opinion publique américaine, pour laquelle elle a seulement servi à conforter le régime de l'apartheid.

Les débats du Conseil de sécurité, qui doit se réunir jeudi, seront un test de l'attitude des puissances occidentales face au durcissement de Pretoria. Néanmoins, si M. Fabius a ouvert une brèche dans l'hypothèse consistant à se satisfaire de mots pour exprimer « la répugnance à l'égard de l'apartheid », selon l'expression de M. Reagan, la portée du geste du premier ministre reste limitée.

Le rappel de M. Pierre Boyer, ambassadeur de France à Pretoria, a une indéniable valeur psychologique, mais son retour n'est pour l'instant assorti d'aucune condition. Il ne signifie en rien la rupture des relations diplomatiques. M. Boyer, qui a appris la nouvelle par la radio, s'est refusé à tout commentaire. Il devrait quitter l'Afrique du Sud dimanche matin par le vol régulier d'UTA.

Les conséquences politiques de ce rappel de l'ambassadeur de France sont limitées. Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, les relations

entre les socialistes et le régime du président Botha étaient caractérisées par une sorte de « gel douillet ». Le gouvernement français, notamment par la voix de M. Claude Cheysson, ne cachait guère sa répulsion pour le système ségrégationniste de l'Afrique du Sud. Mais les relations entre les deux pays n'ont jamais été aussi désastreuses que l'impliquaient les intentions proclamées du Parti socialiste avant son succès de 1981. En janvier 1982, M. Mitterrand avait déclaré au nouvel ambassadeur sud-africain en France, M. Robert du Plooy : « Je veux être un sincère et franc interlocuteur de l'Afrique du Sud. Je suis certain que votre pays a suffisamment de ressources et suffisamment de forces tirées des profondeurs de son histoire pour faire face à d'irréversibles changements avec détermination et courage. »

La France n'en avait pas moins boudé la visite en Europe de M. Pieter Botha en mai 1984. Et c'est à titre privé que celui-ci s'était rendu à Longueval (Somme) pour poser la première pierre d'un musée à la mémoire des soldats sud-africains tombés pendant les deux dernières guerres mondiales.

Respect des engagements

La seule et unique rencontre entre membres des deux gouvernements a eu lieu le 14 février 1985, à Paris, entre les ministres des affaires étrangères, MM. P. Botha et Roland Dumas. L'entretien avait porté, selon le communiqué du Quai d'Orsay, « sur les problèmes régionaux de l'Afrique australe ». M. Dumas avait rappelé à son interlocuteur la « position traditionnelle de la France et sa condamnation sans réserve de la politique de l'apartheid ». Cette rencontre était la première depuis le mois de septembre 1979, époque à laquelle une

entrevue avait eu lieu entre MM. P. Botha et Jean François-Poncet. Elle avait été suivie il y a quelques semaines par une visite de travail du ministre des finances sud-africain, M. Barend du Plessis. Ce voyage avait suscité des critiques acerbes du PCF.

Les échanges commerciaux franco-sud-africains n'ont jamais souffert de la faiblesse des relations diplomatiques entre les deux pays. En dépit des sanctions préconisées par M. Lionel Jospin mais jamais adoptées, le gouvernement a suivi sa ligne de conduite consistant à respecter ses engagements.

Après la construction de la centrale nucléaire de Koeberg, près du Cap, la France n'a enlevé aucun grand marché en Afrique du Sud. Et le volume des investissements est pratiquement stable depuis plusieurs années. Le gel annoncé par M. Fabius ne devrait donc avoir aucune incidence sur l'économie sud-africaine. « Cela ne va pas changer grand-chose », admet M. Bernard Lafitte, président de la Chambre de commerce française à Johannesburg, qui constate que depuis Pâques, en raison de l'agitation, les visites de missions ou d'entrepreneurs particuliers se font de plus en plus rares, même si deux grandes sociétés, dont il se refuse à donner les noms, avaient, il y a quelques temps, étudié les possibilités de s'implanter.

Les conséquences pratiques du gel des investissements seront donc, quasiment nulles, et les résultats du « coup de poing sur la table » donné par M. Fabius au nom des droits de l'homme seront sans effet sur le plan intérieur, tant dans le domaine économique que sur un plan strictement politique. Pretoria n'a jamais considéré Paris comme un interlocuteur privilégié. Reste à savoir si la petite bombe française provoquera des ondes de choc dans la communauté internationale.

MICHEL BOLE-RICHARD.

« Le commerce continuera »

De notre correspondant

Johannesburg. — En 1984, la France était le cinquième pays fournisseur de l'Afrique du Sud avec 3,8 % du marché et le septième pays client avec 2,2 % du volume des exportations. Elle avait enregistré un déficit de 1,57 milliard de francs, contre 615 millions de francs en 1983. Pour le premier trimestre de cette année, les exportations françaises ont baissé de 12 % en raison de la faiblesse du rand et de la récession économique sud-africaine. En revanche, les importations ont continué de croître (+ 10,9 %), et le déficit a atteint 377 millions de francs alors qu'il était seulement de 105 millions de francs pour le premier trimestre 1984.

La France importe essentiellement du charbon, des minéraux et des matières fossiles, exporte des produits manufacturés tels que du matériel électronique, informatique et téléphonique. La décision prise par M. Fabius ne concerne en rien les échanges commerciaux. Comme le fait remarquer le quotidien économique Business Day :

« C'est donc un geste facile à faire pour un gouvernement socialiste qui bat de l'aile. Derrière la rhétorique, le plus important, le commerce, continuera. Et il continuera ». Cette mesure n'affectera pas non plus les investissements français déjà réalisés en Afrique du Sud. Un peu plus d'une centaine d'entreprises sont installées dans ce pays, notamment des usines de montage de voitures (Renault et Peugeot), ainsi que Air Liquide et L'Oréal. Au total, les investissements français représentent 14 milliards de francs, soit une toute petite partie des investissements étrangers en Afrique du Sud, qui, d'ailleurs, ne se montent qu'à 10 % des investissements totaux, selon des chiffres gouvernementaux. Sur ces 10 %, la CEE se taille la part du lion (un peu plus de 50 %), avec en tête la Grande-Bretagne, suivie d'assez loin par l'Allemagne fédérale. Les Etats-Unis, de leur côté, n'occupent que 20 % du marché des investissements.

M. B.-R.

Cet été à Paris branchez vous en anglais

Semaines bloquées : 6 heures par jour pour progresser à pas de géant.
Stages collectifs : 9 h à 13 h chaque jour pendant 2 semaines. Début de sessions 15 juillet, 5 et 19 août.
Une nouveauté : cours de conversation téléphonique en anglais.
Semaine du 29 juillet.

Bons, très bons... ou débutants ! Notre test de niveau, sans engagement de votre part, vous apportera la réponse. Venez nous voir.

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20, Passage Dauphine - 75006 Paris
Tél. 32.54.21

AFRIQUE

LES SANCTIONS FRANÇAISES CONTRE L'AFRIQUE DU SUD

Tout bénéfique !

M. Fabius a pris une part personnelle importante aux décisions arrêtées à l'encontre du gouvernement de Pretoria et sa détermination, totalement appuyée par M. Mitterrand, confirme que le premier ministre dispose désormais, comme l'avait souligné le président de la République dans ses propos publics du 14 juillet, d'une autonomie d'action croissante, y compris sur le terrain de la politique étrangère, traditionnellement « réservée » à l'Élysée.

Il serait dépeçé de réduire cette attitude à un « coup » de politique « politicienne », sous prétexte que l'annonce spectaculaire de ces mesures est venue à point soutenir la thèse de l'existence, dans le domaine des affaires extérieures, de certaines convergences au moment même où le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, venait à Paris, dans nos colonnes, de plaider en faveur de la généralisation de ces sanctions.

La prise de position du chef du gouvernement paraît tout à fait opportune puisque l'approbation tacite qu'elle recueille, à droite comme à gauche, apporte de l'eau au moulin du chef de l'État qui argue de l'existence de tels consensus pour revendiquer le respect de son rôle prééminent dans la maîtrise des dossiers de politique étrangère, en cas de changement de majorité parlementaire en 1986. Mais ses convictions à l'égard de l'apartheid ne sauraient honnêtement être qualifiées d'opportunistes.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que date l'attention de M. Fabius pour les atteintes aux droits de

l'homme en Afrique du Sud. Bien au contraire, le premier ministre y insiste depuis plusieurs mois, dans chacune de ses interventions publiques, d'autant plus volontiers que le thème des droits de l'homme demeure l'un des plus mobilisateurs parmi les auditeurs qu'il rencontre. « Qui n'hésite pas à dire en face à l'Afrique du Sud : non à la discrimination raciale », demandait-il, par exemple, le 7 mars dernier à Toulouse, au cours de la campagne pour les élections cantonales, en dressant un bilan de l'action du pouvoir pour la défense des libertés à travers la monde. « Nous l », répondait la salle militante.

Ces sanctions contre l'Afrique du Sud, M. Fabius les avait envisagées dès le mois de mai.

Sauf à paraître velléitaire, le premier ministre ne pouvait donc pas s'en tenir à ces proclamations. Qu'il n'ait pas tergiversé doit être porté à son crédit. Qu'en plus M. Fabius en retire un bénéfice de politique intérieure, cela est certain. Voilà, de sa part, une bonne réponse à ceux de ses camarades socialistes qui doutent parfois de ses convictions d'homme de gauche. Et une réponse qui ne négligeable au sortir d'un différend avec M. Lionel Jospin qui avait quelques peu terni son image personnelle. Voilà aussi un bon argument que pourront exploiter les militants socialistes, pour la contestation des affaires courantes, quand il s'agit de vanter la pragmatisme du chef du gouvernement.

Voilà enfin une bonne occasion de clouer le bec aux communistes

qui dénonçaient, ces jours derniers, l'inaction du pouvoir exécutif. « Apartheid : que font Mitterrand et Fabius ? », demandait, mercredi, l'Humanité. Le même jour, le secrétaire général du PCF écrivait au président de la République pour réclamer des « mesures immédiates ». Les premières réactions des communistes témoignent d'une certaine surprise et mantrant qu'un M. Fabius, sur ce registre mineur, n'ait joué. « Quelques sanctions, enfin ! » titre l'Humanité, presque à regret. « Le dispositif adopté par le gouvernement est nettement moins contraignant et moins gênant pour les sanglants racistes d'Afrique du Sud que celui que propose le secrétaire général du Parti communiste français », affirme, embarrassé, l'éditorialiste de l'organe quotidien du PCF. Afrique du Sud ou pas, le consensus national n'est pas pour demain et le silence qu'observait jeudi matin les états-majors des partis de l'opposition rappelle les limites des concessions affichées sur ce terrain — du moins en public — par le premier ministre avant que par le président de la République.

Il sera beaucoup plus intéressant de savoir si M. Fabius fera preuve, dans le suivi du traitement du dossier sud-africain, de cette vigilance dont on se prévaut volontiers, à l'heure du Mitterrand, pour la contestation des affaires courantes, quand il s'agit de vanter la pragmatisme du chef du gouvernement.

ALAIN ROLLAT.

EN DÉPIT DES PRESSIONS

Londres ne s'associera pas aux décisions de Paris

De notre correspondant

Londres. — La décision prise par la France ne peut qu'ajouter aux fortes pressions qui s'exercent actuellement en Grande-Bretagne sur le cabinet de M. Thatcher pour tenter d'amener celui-ci à modifier son attitude très modérée à l'égard de l'Afrique du Sud. Cependant, la tâche des partisans d'un boycottage accru à l'encontre de Pretoria apparaît difficile, car le chef de la diplomatie britannique, Sir Geoffrey Howe, avait pris soin de rappeler de la manière la plus nette, dès le mardi 23 juillet, que le gouvernement demeurait favorable à la poursuite d'un « dialogue critique » avec Pretoria.

Au lendemain de la déclaration des ministres des affaires étrangères de la CEE, dont il avait contribué à atténuer le contenu — et vraisemblablement averti de l'initiative française à venir — le secrétaire au Foreign Office a déclaré : « Nous restons fermement opposés à toute sorte de sanction économique ». Sir Geoffrey, qui, après avoir longuement consulté M. Thatcher, prenait la parole devant la Société royale du Commonwealth, a expliqué ce refus : « Le maintien de la croissance économique en Afrique du Sud est le moyen le plus approprié pour faciliter un changement politique pacifique ». En déclarant que Londres préfère essayer d'influencer les autorités de Pretoria par une démarche « constructive », Sir Geoffrey n'a repris exactement le terme employé par les membres du gouvernement américain en butte, lui aussi, à des pressions de plus en plus fortes parce qu'il rejette l'idée de sanctions. M. Chester Crocker, sous-secrétaire d'Etat américain chargé des questions africaines, qui était dans l'assistance, a sans doute apprécié ce soutien, alors que les représentants de douze pays du Commonwealth ont pu déplorer une nouvelle fois l'alignement de la position britannique sur celle de Washington, — où doit se rendre M. Thatcher à la fin de la semaine.

Au début du mois, la Grande-Bretagne avait déjà prévenu ses partenaires du Commonwealth qu'à propos de la Namibie elle bloquerait toute tentative de leur part d'organiser des mesures de rétorsion contre l'Afrique du Sud. Le gouvernement vient donc de renouveler sa mise en garde en sachant que l'évolution de la situation en République sud-africaine sera au centre des débats de la prochaine réunion des chefs d'Etat et de gouvernement du Commonwealth qui aura lieu à l'automne.

Sir Geoffrey a certes réitéré certaines des demandes formulées par les ministres de la CEE (libération

Les Eglises contre l'apartheid

M. Neil Kinnoch, leader du Parti travailliste, actuellement en voyage en Afrique, a déclaré, à Dar-es-Salaam, que des sanctions économiques étaient « nécessaires » et que le gouvernement britannique manquait de « conviction morale » et de « bon sens pratique ». Mais ce genre de réaction n'est pas l'apanage des partis politiques. Les organisations hostiles au régime sud-africain sont bien implantées en Grande-Bretagne, et notamment dans les Eglises. Mgr Trevor Huddleston, président du Mouvement anti-apartheid, s'est rendu le 23 juillet au Foreign Office pour réclamer du gouvernement une plus grande fermeté. Le mouvement avait récemment dénoncé dans un rapport le rôle de « plaque tournante » de la Grande-Bretagne pour l'aide économique et militaire dont bénéficie toujours Pretoria en dépit des restrictions (le Monde du 13 juillet).

D'autre part, on a particulièrement remarqué que le primat de l'Eglise anglicane, l'archevêque de Canterbury, venait de déléguer en Afrique du Sud un représentant personnel, l'évêque de Lichfield, qui n'a cessé de se tenir aux côtés de l'évêque Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, lors des manifestations dans les quartiers noirs à l'occasion des obsèques des victimes de la répression.

Mgr Tutu — qui est anglican et a fait de fréquents séjours à Londres ces derniers mois — jouit d'une grande popularité en Grande-Bretagne. Les liens historiques qui existent entre ce pays et l'Afrique du Sud ne sont plus un page de compréhension des Britanniques à l'égard de la minorité blanche ou de ses dirigeants. Déjà, l'entretien accordé l'an dernier par Mme Thatcher au chef du gouvernement sud-africain avait soulevé de vives protestations, alors que les « progrès politiques » que Mme Thatcher avait alors cru déceler en Afrique du Sud, pour justifier son choix de l'influence par le dialogue, ne s'étaient pas encore révélés illusoire comme ils le sont maintenant.

FRANCIS CORNUI.

DU RAPPEL EN CONSULTATION A LA RUPTURE

Un pays qui entretient des relations diplomatiques avec un autre et veut lui marquer son mécontentement dispose de quatre manières, dont le crédo le plus connu est celui-ci : « Rappel en consultation ».

Première mesure : le rappel de l'ambassadeur « en consultation » par son administration. Cette formulation laisse entendre que le retour du diplomate dans sa capitale est provisoire (en pratique, il dure quelques jours au moins, quelques semaines au plus). Et que l'objet théorique de ce rappel est de donner au gouvernement un « supplément d'information », même s'il est clair qu'il s'agit d'un geste de réprobation.

En second lieu — c'est la formule que vient d'adopter l'Inde à l'égard de Pretoria — l'ambassadeur peut être simplement « rappelé ». Il doit, en principe, regagner son poste. Mais la date n'est ni précisée ni même suggérée, et le rappel n'est plus attribué à la nécessité de le « consulter ».

Il arrive aussi que l'ambassadeur ayant normalement quitté son poste (et donc « rompu son établissement », comme on dit dans le langage du « département ») ne soit pas remplacé, bien que l'ambassade demeure ouverte. Le message dans ce cas est très clair : « L'Inde ne reconnaît pas l'existence officielle de l'Inde ». C'est, par exemple, le cas, actuellement, de l'ambassade de France à Téhéran.

Enfin, la rupture des relations diplomatiques suppose le départ de l'ambassade et du personnel de l'ambassade et la fermeture de celle-ci. Un pays tiers peut alors être chargé de la défense sur place des intérêts des ressortissants du pays qui a rompu les relations et n'a plus de représentant officiel.

B. B.

DIPLOMATIE

Réactions au « consensus » selon M. Dumas

L'article de M. Roland Dumas, publié dans le Monde daté jeudi 25 juillet sous le titre « La logique du consensus », est traduit à la première page de l'Humanité par le titre « Triste consensus ». Charles Silvestre demande en effet : « Qui, dans un seul article, fait l'éloge à deux reprises de M. Barre ? Qui, dans ce même article, cite avec respect M. M. Alain Peyrefitte et Michel Debré, deux chefs du RPR de M. Chirac ? Qui, en matière de nouvel ordre économique, se donne pour référence la « volonté ancienne des présidents successifs de la IV^e République » et donc du dernier en date, M. Giscard d'Estaing ? ».

L'auteur ajoute que M. Dumas est « surtout noté comme proche de François Mitterrand et exprime de façon privilégiée la pensée présidentielle ». Il résume celle-ci en cette formule : M. Mitterrand « ouvre maintenant carrément les bras » à la droite.

Dans les Echos, on relève le fait que M. Dumas « évoque nulle part la question du domaine réservé au chef de l'Etat, comme si, du côté de l'Élysée, on voulait à tout prix gommer cette éventuelle entrave au consensus ».

Pour le Matin de Paris, cet article tend à démontrer que M. Mitter-

AMÉRIQUES

Costa-Rica

M. Eden Pastora serait sorti indemne d'un accident d'hélicoptère

San-José (AFP, AP, Reuters). — Le chef militaire de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE, mouvement de guérilla antisandiniste), M. Eden Pastora Gomez, dit « commandant Zéro », serait sorti indemne de l'accident d'hélicoptère à bord duquel il voyageait le mardi 23 juillet, dans le nord du Costa-Rica. Selon les récits de témoins, le « commandant Zéro » et le pilote de l'hélicoptère se sont d'abord rendus dans une maison proche du lieu de l'accident, près de la localité de Pital (à 25 kilomètres au sud de la frontière nicaraguayenne). M. Eden Pastora serait ensuite parti pour une destination inconnue.

Le sous-directeur de la garde rurale du Costa-Rica, M. Pedro Arias, a précisé que l'hélicoptère avait été découvert totalement détruit, mais qu'aucune trace de sang n'avait été relevée. La carcasse de l'appareil ne portant pas d'impacts de balles, M. Arias a estimé que l'appareil avait été victime d'un incident mécanique, excluant l'hypothèse d'une attaque de l'armée sandiniste. Les responsables des autorités civiles dans le nord du Costa-Rica ont indiqué pour leur part que le chef de

l'ARDE avait été légèrement blessé, notamment à une jambe.

Le commandant Eduardo Sam, numéro trois du mouvement antisandiniste, a confirmé, mercredi, que M. Eden Pastora avait été blessé à la suite d'un accident d'hélicoptère et indiqué qu'il se trouvait en sécurité. Selon la radio costaricienne Monumenal, le « commandant Zéro » se serait arrêté sain et sauf à Panama. A Managua, un porte-parole du ministère de la défense a estimé qu'il s'agissait d'un coup de propagande de M. Pastora pour obtenir des fonds.

[Agé de quarante-neuf ans, le commandant Pastora est l'un des héros de la révolution contre le dictateur Somoza. Il a été vice-ministre de la défense et de l'Intérieur dans les premiers gouvernements sandinistes. En juillet 1982, après avoir renoncé à ses fonctions, il s'est installé au Costa-Rica pour qu'il critique « la ligne de plus en plus servile » de la direction sandiniste. Il fonde alors l'ARDE, dont il est le chef militaire, et refuse de s'allier avec les mouvements antisandinistes formés d'anciens gardes somozistes. Il opère dans le sud du Nicaragua où il peut compter à la frontière du Costa-Rica de quelques milliers de guérilleros.]

Colombie

UN ACCIDENT AÉRIEN FAIT SOIXANTE-QUINZE MORTS

Bogota (AFP, AP). — Un avion militaire colombien, avec soixante-douze passagers et trois membres d'équipage à son bord, s'est écrasé, le mercredi 24 juillet, peu après avoir décollé de l'aéroport de Leitchia, au sud-est du pays. L'appareil, un DC-6, effectuait une liaison civile Leitchia-Bogota dans le cadre du plan d'urgence mis en place par les autorités en raison de la grève observée depuis trois jours par les pilotes de ligne colombiennes.

Un général d'aviation a déclaré, après avoir survolé le site de l'accident, avoir la « conviction que personne n'a survécu ». L'avion, a-t-il ajouté, a été complètement détruit et ses débris sont éparpillés sur une vaste étendue. Les équipes de secours devraient arriver sur les lieux dans les premières heures de la matinée de jeudi. Parmi les passagers figuraient plusieurs musiciens, des joueurs d'une équipe de football amateur et des touristes qui regagnaient la capitale colombienne. Selon les premières indications, le DC-6 aurait perdu un de ses quatre moteurs peu après le décollage.

ASIE

Un succès pour M. Gandhi

(Suite de la première page.)

Mais, finalement, épuisé par quatre ans d'agitation, divisé par des dissensions internes, le bloc modéré de l'Akali Dal, représentant les intérêts des commerçants et agriculteurs du Pendjab, fléchissait et répondait favorablement à l'invitation écrite envoyée par M. Rajiv Gandhi.

Les onze points du mémorandum d'entente ne contiennent pourtant aucune surprise. Ainsi, le gouvernement indien a confirmé le retour tant attendu au seul Pendjab, de Chandigarh, ville à l'architecture futuriste conçue en 1950 par Le Corbusier et qui était la capitale commune du Pendjab et de l'Haryana depuis 1966, année du partage de l'ancien Etat du Pendjab en deux Etats « culturels » voisins. Si l'Haryana perd son siège administratif, une commission d'enquête décidera, d'ici les prochains mois, les zones à population en majorité hindoue du Pendjab actuel qui lui seront restituées le 26 janvier prochain, date de la fête nationale et de l'adoption de la Constitution en 1950.

La question du partage équitable des eaux des rivières traversant le Pendjab, clé de voûte de la révolution agricole des années 60 et dont le contrôle était revendiqué par plusieurs Etats, a été remise à la juridiction de la Cour suprême de l'Inde. D'un autre côté, le gouvernement s'est engagé à réhabiliter les déserteurs sikhs « ignominieusement » chassés de l'armée après la mutinerie qui a saisi plusieurs régiments au lendemain de la prise du Temple d'Or d'Amritsar, en juin 1984. Le gouvernement s'efforcera de trouver « une occupation professionnelle profitable » pour ces « es-

prits égarés » — selon le terme aujourd'hui consacré.

Reconnaissant, officiellement, la dignité des traditions mariales de la communauté sikh, l'accord réitère « le droit de tous les citoyens du pays à s'engager dans les rangs des forces armées sur les bases du mérite ».

Afin de dissiper l'inquiétude de cette même communauté, où l'on craint l'érosion de la langue pendjabie et de la religion, deux clauses prévoient : des « mesures de propagande de la langue pendjabie » et la « constitution, dans un avenir proche, d'un « acte national des gurdwara » (temples sikhs).

Cet acte sera, en fait, un pas important vers la reconnaissance de principe de la légitimité réclamée depuis plus d'un demi-siècle par l'Akali Dal, qui se veut seul représentant de la communauté sikh. Les différents gouvernements indiens (et britanniques) s'étaient toujours efforcés de contester le bien-fondé de cette légitimité, qui n'a jamais été confirmée, il est vrai, à un niveau électoral.

Lorsque « l'acte national des gurdwara » entrera en vigueur, l'Akali Dal, qui auparavant ne contrôlait que le temple d'Or d'Amritsar, pourra parler au nom de tous les lieux de culte appartenant à douze millions de sikhs.

Compensation aux victimes

Le gouvernement s'engage, de même, à payer une compensation à toutes les familles des victimes « innocentes », tuées au Pendjab depuis le 1^{er} août 1982, en raison de l'agitation. Par ailleurs, la commission d'enquêtes, menée par le juge Ranjansh Mishra, sur les émeutes anti-sikhs qui ont suivi l'assassinat d'Indira Gandhi, initialement prévue pour le seul territoire de la capitale, poursuivra ses recherches sur les émeutes qui ont ensanglanté à l'époque les villes de Bokaro au Bihar et de Kanpur en Uttar-Pradesh.

En contrepartie, un des traits les plus importants de cet accord est le « serment de fidélité » que l'Akali Dal du Saint Longowal fait à la Constitution indienne. Les Sikhs modérés se désengagent ainsi, une fois pour toutes, des différents mouvements sécessionnistes.

On se souvient que, naguère, le candidat Rajiv Gandhi, en pleine campagne électorale, au lendemain de l'assassinat de sa mère, avait, à plusieurs reprises, vigoureusement dénoncé la charte des revendications sikhs, comme sous le nom d'Anandpur sahbi resolution comme « séparatiste » et contraire à l'esprit de la Constitution.

Si les sikhs modérés du Saint Longowal se sont formellement déclarés « indiens » et sont reconnus « indiens d'une part entière » par le gouvernement de M. Rajiv Gandhi, certaines inquiétudes subsistent néanmoins sur les intentions immédiates des extrémistes. L'Akali Dal, dissident de M. Joginder Singh, le père du bouillonnant sikh le Saint Jarnail Singh Bindranwale, tué dans le Temple

d'Or, se refuse pour l'instant à toute déclaration en attendant la réunion prévue dans les prochains jours du comité, qui regroupe tous les courants dans du mouvement sikh, hostiles au Saint Longowal. De son côté, le gouvernement a indiqué qu'il a pris un certain nombre de mesures pour prévenir la possibilité d'attentats « terroristes » dans les jours prochains.

Si le calcul a été juste et que l'Akali Dal du Saint Longowal détient encore la marge de manœuvre nécessaire pour faire respecter le nouvel accord, sur le terrain, M. Rajiv Gandhi aura évité le cercle infernal et sanglant de la crise du Pendjab. Une crise qui, en deux ans, a coûté la vie à plus de cinq mille personnes (victimes de l'assaut contre le Temple d'Or et des émeutes de novembre comprises).

Il lui reste maintenant à résoudre le problème, tout aussi urgent, du Gujarat, où, malgré les concessions du gouvernement régional et l'événement d'un chef de gouvernement local impopulaire, l'agitation des opposants aux quotas élargis, réservés aux défavorisés, continue de jour en jour à faire de nouvelles victimes.

Mais M. Rajiv Gandhi a, mercredi, remporté sa première victoire sur le plan intérieur. Et à New Delhi, un sursourire de fraternité retrouvée entre sikhs et hindous. Ainsi, le Saint Longowal, souriant pour la première fois depuis deux ans, a déclaré hier : « La confrontation est terminée. Nous sommes pleinement satisfaits de cet accord ». Et naturellement, depuis 17 h 45, mercredi 24 juillet 1985, la « morose » (agitation) sikh, qui avait été sans doute la plaie la plus vive de l'Inde contemporaine, a aussi, officiellement, pris fin.

(Interim.)

Chine

● Remplacement du maire de Shanghai. Le maire de Shanghai, M. Wang Daoan, soixante-dix ans, a donné sa démission, mercredi 24 juillet, « en raison de son âge », a annoncé l'agence Chine nouvelle. La démission de M. Wang était prévue de longue date. En avril dernier, le numéro un du Parti communiste chinois (PCC), M. Hu Yaobang, avait même révélé le nom de son successeur : M. Jiang Zemin, ministre de l'Industrie électrique, âgé de moins de soixante ans. Celui-ci devait prendre officiellement ses fonctions dans quelques jours. — (AFP.)

● Explosion dans une usine de munitions : dix morts et blessés. Le quotidien des ouvriers, Gongren Ribao, a révélé, le jeudi 25 juillet, qu'une explosion s'était produite le 20 avril dernier dans une usine de munitions et de pétards de Tianyan (Shanxi, au centre de la Chine), faisant dix morts et blessés et provoquant des dommages estimés à 520 000 yuans (près de 1,8 million de francs). Le journal a ajouté que les règles de sécurité élémentaires n'avaient pas été respectées et que les ouvriers « étaient autorisés à apporter des cigarettes dans les locaux de l'entreprise ». — (AFP.)

السؤال الأول

politique

LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT

NOUVELLE-CALÉDONIE : constat de désaccord

Affrontements en Guadeloupe

(Suite de la première page.)

Vers 12 heures, la nouvelle d'une seconde demande de mise en liberté de Georges Faisans ayant été rendue publique, une délégation de neuf personnes, représentatives des organisations ayant appelé à la manifestation, demandait à être reçue par le sous-préfet de Pointe-à-Pitre, M. Hubert Fournier. Celui-ci intimait alors l'ordre aux représentants de la force publique d'éviter tout contact et entama des négociations avec les neuf militants indépendantistes. Ces derniers exigeaient la libération immédiate de Georges Faisans.

« J'ai indiqué, a expliqué le sous-préfet, qu'il n'était pas de mon pouvoir d'intervenir dans une affaire judiciaire. Toutefois, l'avocat général m'a fait savoir que le tribunal se réunirait au plus tard lundi à 9 heures. »

Vers 17 h 30, les principaux barrages n'ayant pas été enlevés malgré cette promesse de l'avocat général, M. Jean Valère, des dirigeants indépendantistes intervenant sur les ondes des radios locales, la proposition du sous-préfet est inacceptable, disaient-ils en substance, nous ne pouvons attendre jusqu'à lundi et nous maintiendrons les barrages.

Cette nuit et demain (jeudi), jour de l'appel à la grève générale.

Toutefois, il semblait impossible, dans la mesure où la seconde demande de mise en liberté de Georges Faisans venait d'être dépo-

sée, que la chambre d'accusation de la cour d'appel de la Guadeloupe se réunisse avant lundi.

Vers 18 heures, soit une heure avant la tombée de la nuit, les forces de l'ordre recommençaient à dégrader des barrages qui se remettaient tous en place moins d'un quart d'heure plus tard. A 20 heures (2 heures jeudi en métropole), toute l'agglomération pointoise était encore bloquée, d'autant plus que d'autres barrages avaient été installés dans l'après-midi, bloquant les voies rapides qui enserment la ville.

Les commerçants et les industriels, mécontents ou craintifs, avaient presque tous baissé leurs rideaux dès le début de la matinée. Pointe-à-Pitre, dans le centre-ville, ressemblait à une ville morte. Le président du conseil régional, M. José Moussac (RPR), et le président du conseil général, M. Dominique Larifa (PS) sont intervenus auprès de l'Élysée pour demander la libération de Georges Faisans, alors que, de leur côté, les organisations de droite - Guadeloupe 2000 et Pointe-à-Pitre Renouveau - réclamaient au contraire le maintien en détention du secrétaire général de la section « émigration » du Mouvement pour la Guadeloupe indépendante (MPGI), dont le fondateur, Luc Reinette, évadé de la prison de Basse-Terre le 16 juin, est toujours en fuite.

ALAIN GILLES.

Le Conseil constitutionnel rejette la loi réglant définitivement le budget de 1983

Le Conseil constitutionnel a déclaré, le mercredi 24 juillet, conformes à la Constitution la loi portant réforme de l'ode de la mutualité et celle portant diverses dispositions d'ordre social. Également suisi par plus de soixante députés et plus de soixante sénateurs de l'opposition, il a, en revanche, déclaré non conforme à la Constitution la loi portant règlement définitif du budget de 1983.

Il a retenu dans son argumentaire l'un des points soulevés par les députés qui, dans leur saisine, estimaient irrégulière la procédure suivie pour l'adoption de la loi au Parlement. Le projet de loi n'avait donné lieu qu'à une seule lecture devant l'assemblée, avant d'être soumis à une commission mixte paritaire. Or le gouvernement n'avait pas déclaré l'urgence sur ce projet, ce qui ne lui permettait pas d'avoir recouru à cette procédure d'examen accéléré.

Le Conseil constitutionnel a rappelé que, en vertu de l'ordonnance du 2 janvier 1959, seuls les projets de loi de finances sont examinés de plein droit selon la procédure d'urgence sans que le gouvernement ait besoin de la déclarer formellement, ce qui, a précisé le Conseil, « répond à la préoccupation d'obtenir en temps utile, et plus spécialement avant le début de l'année, l'intervention des mesures d'ordre financier commandées par la continuité de la vie nationale ». Une telle préoccupation ne se retrouvant pas dans les lois de règlement, ces dernières restent soumises aux prescrip-

tions générales de l'article 45 de la Constitution, qui s'appliquent aux projets de loi qui ne sont pas de finances.

Si la décision du Conseil constitutionnel répondait au souhait de l'opposition de voir annuler cette loi de règlement, elle n'épuise pas le sujet. En effet, le RPR et l'UDF avaient vivement critiqué la façon dont les recettes des télécommunications avaient été utilisées par le budget général de l'État et elle dont avaient été accrues les recettes et diminuées les dépenses pour 1983.

● **Retraites : les rapatriés satisfaits.** - Les associations de rapatriés se déclarent satisfaites de l'adoption par le conseil des ministres du 24 juillet du projet de loi sur les retraites des rapatriés d'outre-mer, le mouvement du RECOURS souligne que cette décision « marque une étape d'autant plus positive dans le règlement de ce contentieux que l'âge des intéressés et la précarité de leur condition sociale rendent ces dispositions de plus en plus nécessaires ». Son porte-parole, M. Jacques Roseau, « souhaite que le débat au Parlement améliore quelques points encore imprécis et verrouillés au plus près des effets de la loi, afin que son esprit ne soit pas entravé par une loi réglementaire ». Au nom de l'Association fédérale nationale des rapatriés de Tunisie, M. Gérard Leconte s'est, lui aussi, « félicité de l'esprit et de la teneur de ce projet de loi ».

La courtoisie qui a prévalu dans la discussion des articles du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, mercredi après-midi 24 juillet, au palais du Luxembourg, n'a en rien terni l'ampleur du désaccord entre la majorité sénatoriale et le gouvernement sur les moyens de traiter cette lancinante question calédonienne.

Tel qu'il a été amendé, puis adopté par 209 voix contre 91, les communistes ayant rejoint les groupes du centre et de la droite dans leur rejet du plan défendu par M. Edgard Pisani, le texte gouvernemental ne répond plus aux objectifs de ses auteurs. Le ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie et le rapporteur de la commission des lois, M. Étienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne), animés par deux logiques contradictoires, ne sont parvenus à aucun compromis sur les principaux points de divergence, tout en maintenant parfois l'intérêt de l'argumentation de l'autre.

Une commission mixte paritaire devait se réunir ce jeudi matin pour essayer de trouver un terrain d'entente. En cas d'échec de cette procédure de conciliation, l'Assemblée nationale devait débattre une nouvelle fois du projet de loi, avant que celui-ci ne revienne devant le Sénat. Dans cette hypothèse, la commission des lois du Sénat se proposait de soumettre à la majorité de la Haute Assemblée une motion d'irrecevabilité, au motif que le projet du gouvernement serait inconstitutionnel.

● **Finalité du plan.** - Pour la majorité sénatoriale, il ne s'agit pas de préparer un scrutin d'autodétermination sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie « à l'indépendance en association avec la France », mais d'opérer la population du territoire à se prononcer « sur le point de savoir si elle entend soit demeurer au sein de la République française, soit accéder à l'indépendance ».

● **Le référendum.** - Pour la majorité sénatoriale, le scrutin d'autodétermination ne doit pas avoir lieu « au plus tard le 31 décembre 1987 », mais « au plus tard le 31 décembre 1988 ». Elle avance deux arguments pour justifier ce report : la nécessité de voir, pendant au moins une année pleine, comment fonctionnent le « nouveau système institutionnel fondé sur le découpage du territoire en quatre régions, et le souci d'éviter à la vie publique nationale « une pomme de discorde supplémentaire » à la veille de la campagne pour l'élection présidentielle de 1988. M. Pisani répond qu'il longer de deux de la part de l'extrême institutionnelle, avec tous les risques qui en résulteraient.

● **Découpage régional.** - M. Pisani s'en tient aux « frontières » des quatre régions fixées dans le projet initial. Il estime que la proposition sénatoriale, consistant à élargir la région de Nouméa aux communes de Bouloupari, Tiou Yaté et à l'île des Pins, et surtout la principale des raisons invoquées par M. Dailly (éviter l'isolement de Nouméa) tendent à contredire la

volonté affichée par le rapporteur de la commission des lois, de maintenir l'unité du territoire : « Vous organisez les choses comme si l'unité du territoire était menacée et comme si l'on préparait la partition », a dit le ministre.

Non aux « pleins pouvoirs »

● **Ordonnances.** - La majorité sénatoriale n'entend pas transiger : elle a supprimé l'article 17 du projet de loi, en soulignant qu'elle ne saurait déléguer ses prérogatives parlementaires, surtout à un gouvernement qui n'a pas la confiance de la majorité du pays. Pas question d'autoriser M. Pisani à légiférer en recourant à la procédure des ordonnances, d'autant que le contenu de celles-ci n'a pas encore été précisé. M. Dailly a réagi, sur ce point, le renfort du groupe communiste, qui, par la voix de M. Roland Perle (Paris), s'est prononcé « contre les pleins pouvoirs au gouvernement ». Cela dit, la majorité sénatoriale s'est déclarée disposée à s'engager « à tout moment » pour débattre du contenu des réformes dont M. Pisani évoque l'urgence pour justifier les ordonnances.

● **Elections régionales.** - Tout le monde s'accorde à dire que les résultats du prochain scrutin régional - prévu, en principe, le 8 septembre - devront être au-dessus de tout soupçon. Toutefois, M. Pisani estime que le dispositif technique préconisé par la commission des lois du Sénat serait difficilement applicable et risquerait même d'« engendrer des contentieux ». La sincérité d'une consultation électorale n'a pas de prix », lui répond M. Dailly, qui s'en tient à ses propositions.

Si celles-ci étaient définitivement adoptées, chacun des cent trente-trois bureaux de vote du territoire serait présidé par un magistrat de l'ordre judiciaire, et les opérations de vote donneraient lieu à des précautions extrêmement strictes pour empêcher toute pression sur l'électeur : dans la salle du scrutin, l'électeur recevrait de la main du magistrat, « une enveloppe accompagnée d'un exemplaire de chacun des bulletins correspondant aux listes en présence et une seconde enveloppe, de format plus grand et de couleur différente, destinée à recueillir les bulletins ayant été votés. Sans gêner la taille, l'électeur se rendrait isolément dans une partie de la salle aménagée pour le soustraire aux regards ». Il placerait son bulletin de vote « dans la première enveloppe et sous les bulletins non utilisés dans la seconde enveloppe. Après avoir introduit lui-même dans l'urne la première enveloppe contenant son bulletin de vote », il remettrait la seconde au directeur du bureau de vote, qui, en sa présence, la déposerait dans un incinérateur ». Il serait « interdit à tout électeur de quitter le bureau de vote sans avoir remis à l'incinérateur son bulletin de vote ».

Pour les Calédoniens chassés de la brousse par les indépendantistes, des bureaux de vote particuliers seraient installés à Nouméa.

Malgré les réserves formulées par M. Pisani, c'est sur la mise au point d'un tel dispositif que les possibilités de compromis apparaissent les plus plausibles. En revanche, le ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie a affirmé son « hostilité franche et sans appel » à l'amendement adopté par la majorité sénatoriale (par 209 voix contre 92), visant à créer une commission de contrôle composée de sept députés et de sept sénateurs, qui surveillerait sur place l'organisation, le déroulement et le dépouillement du scrutin, « afin d'apporter une garantie parlementaire au libre exercice du droit de suffrage ». M. Pisani a déclaré qu'elle telle disposition équivalait à « frapper de suspicion » les commissions de contrôle des opérations de vote, dont l'installation est déjà prévue dans chacune des régions.

CONGÈS DE CONVERSION : veto du Sénat

Les sénateurs de l'opposition (majoritaire au Palais du Luxembourg) et du Parti communiste ont en beau demander que l'examen du projet de loi relatif aux congés de conversion soit repoussé à l'automne, le gouvernement a maintenu sa volonté de faire adopter le texte avant la fin de la session extraordinaire du Parlement. Les raisons qui motivent le sursis du report ont été les mêmes que celles qui ont justifié le dépôt de la commission sénatoriale des affaires sociales d'une question préalable, dont l'adoption équivaut au rejet du texte.

Par 196 voix (Un. cent., RPR, RI et une partie de la Gauche démocratique) contre 91 (PS et l'autre partie de la Gauche démocratique, dont les élus radicaux de gauche), la question préalable a été votée après la discussion générale, interdisant ainsi l'examen des articles. Bien qu'hostiles au texte du gouvernement, les sénateurs communistes, ne voulant pas mêler leurs suffrages à ceux de l'opposition, n'ont pas participé au vote.

Le grief de l'opposition au dispositif proposé par M. Michel Delebarre, ministre du travail, sont de trois ordres. Le premier touche à ce que M. Jean Chérioux (RPR, Paris) qualifie de « étude insuffisante des moyens financiers correspondants » : l'ensemble des dépenses de conversion. Pour M. Roger Husson (RPR, Moselle), 250 millions de francs pour cette année et 1,4 milliard pour 1986 sont des sommes « excessives pour un simple palliatif », soit insuffisantes pour adresser « l'ensemble des besoins économiques ». L'engagement pris par M. Delebarre d'inscrire cette dépense pour 1986 dans le prochain budget ne satisfait pas la majorité sénatoriale. Pour le rapporteur, M. Jean Madelain (Un. cent., Ille-et-Vilaine), le financement se fera au détriment d'autres mesures en faveur de l'emploi.

De même, la majorité n'est pas convaincue par les précisions statistiques dont les congés de conver-

Après un tel constat de désaccord, la commission mixte paritaire paraissait vouée à l'échec. D'autant que, sans attendre la fin du débat au Sénat, le porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, M. Véronique Neiertz, avait fait savoir que les modifications apportées par la majorité sénatoriale au texte adopté par les députés en première lecture rendaient pratiquement impossible toute recherche de conciliation. Cette intervention a été fort peu appréciée par les sénateurs de l'opposition, qui n'ont pas caché leur irritation par la voix de M. Marcel Lucotte (RI, Saône-et-Loire). Ce qui autorise M. Pisani à répliquer que, la veille, le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale ne s'était pas montré moins cavalier que M. Neiertz en disant que, de toute façon, l'opposition saisi-rait le Conseil constitutionnel.

A. R.

tion feront l'objet (les bénéficiaires de cette formule ne figureront pas dans les statistiques du chômage, mais dans un dénombrement mensuel comme pour les stagiaires en formation et les préretraités). L'opposition n'apprécie guère un dispositif qui soustrairait, le temps de la campagne électorale pour les législatives, plusieurs dizaines de milliers de chômeurs des statistiques. Sur ce point, le ministre du travail ne se voit pas accorder la « préemption de bonne foi » qu'il sollicite en arguant du fait que si les négociations entre partenaires sociaux avaient abouti, les entreprises auraient pu bénéficier de cette nouvelle procédure dès le mois d'avril.

« Cautère sur jambe de bois »

Les congés de conversion, « cautère sur une jambe de bois », ne seront souvent qu'« antichambres » du chômage, estime M. Hector Viron (PC, Nord). C'est aussi le sentiment qui inspire à M. Madelain l'insuffisance des actions envisagées pour permettre aux salariés de retrouver un emploi. Il dénonce l'« apparence » d'un texte dont tout le monde sortirait « gagnant » : l'entrepreneur, qui perdrait le salarié, le salarié, qui perdrait quelque espoir, et l'État, qui reporterait à plus tard l'inscription des futurs chômeurs dans les statistiques.

Enfin, l'opposition regrette la « hâte » du gouvernement qui coupe court à une relance de la négociation entre partenaires sociaux. Résumant toute responsabilité dans le coup de porté à la politique gouvernementale, M. Delebarre réplique que la mise en œuvre des nouvelles dispositions se fera bien dans le cadre de négociations avec les partenaires sociaux.

Profitant de ce que certains, comme M. Husson, reconnaissent au moins au projet le mérite d'être fondé sur le volontariat des partenaires, M. Delebarre a imputé à « la contrainte des passions politiques » le fait que, semblant convaincus de « la valeur humaine et sociale » du projet, ses détracteurs n'ont le dire publiquement.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 24 juillet, au Palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

RETRAITES DES RAPATRIÉS

Avec l'aide de l'État, les rapatriés pourront, dans les mêmes conditions qu'en métropole, faire prendre en compte pour la retraite l'ensemble de leurs activités professionnelles. Le secrétaire d'État chargé des rapatriés a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés (Le Monde du 25 juillet).

EMPLOIS SUPERIEURS

Le secrétaire d'État chargé de la fonction publique et des simplifications administratives a présenté au conseil des ministres un projet de décret qui fixe, en application de l'article 25 de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, la liste des emplois supérieurs des administrations de l'État pour lesquels la nomination est laissée à la décision du gouvernement.

Il s'agit des emplois de haut niveau de responsabilité des administrations centrales ainsi que de certains emplois de représentants de l'État dans les régions et les départements, à l'étranger ou dans les territoires d'outre-mer. Ces emplois sont pourvus par décret en conseil des ministres.

Le décret reprend, pour l'essentiel, la liste qui avait été établie sur le fondement des textes antérieurs. Il lui apporte quelques adaptations pour tenir compte, notamment, des lois sur la décentralisation.

MONUMENTS HISTORIQUES

Dix actions nouvelles pour mieux assurer la protection et la conservation du patrimoine historique et améliorer l'accueil du public. - Le ministre de la culture a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique en faveur des monuments historiques.

1) Depuis 1981, les principales actions menées ont porté sur :

- Une protection accrue des monuments historiques ;
- Une meilleure concertation entre l'État, les scientifiques, les associations et les collectivités locales ;
- L'augmentation des crédits d'entretien et de restauration (+ 35 % entre 1981 et 1985) assurant l'emploi de sept mille personnes dans les entreprises spécialisées ;
- L'amélioration des conditions de visite (augmentation des effectifs et amélioration de la formation des personnels d'accueil, ouverture sept jours sur sept d'un monument sur deux, gratuité scolaire).

2) Pour les prochaines années, dix propositions d'action ont été arrêtées :

Pour l'amélioration de la protection :

- Elaboration dans chaque région d'un schéma directeur du patrimoine ;
- Réforme de la commission supérieure des monuments historiques qui doit s'ouvrir plus largement aux compétences scientifiques extérieures ;
- Ouverture au public en 1986 de la bibliothèque et des archives des monuments historiques à l'Hôtel de Croisilles, complété avec le centre

Pour l'amélioration de l'accueil :

- Reconduction d'une journée « portes ouvertes » le 22 septembre prochain ;
- Meilleure signalisation des monuments par le réseau routier ;
- Organisation de rencontres des associations du patrimoine à l'automne 1985 ;
- En 1986, développement de la politique de formation au patrimoine et campagne d'information en milieu scolaire.

● FONCTION PUBLIQUE

Domaine important de notre action extérieure, la coopération administrative doit mobiliser les moyens de l'ensemble du système administratif français. - Le ministre délégué chargé de la coopération et du développement a présenté au conseil des ministres une communication, préparée en liaison avec le

secrétaire d'État chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, sur le renforcement de la coopération française en matière d'administration publique.

La coopération administrative constitue un axe important de l'action extérieure de la France. Elle s'appuie sur un capital d'expériences et de qualifications exceptionnelles par son ancienneté, son étendue et sa diversité.

1) Le gouvernement entend marquer le caractère prioritaire de cette coopération en renforçant la capacité du système administratif français à se mobiliser pour répondre aux besoins nouveaux des pays partenaires.

Les axes suivants seront privilégiés :

- L'appui aux réformes de la fonction publique, à la formation permanente ainsi qu'au contrôle juridictionnel de l'administration ;
- L'appui, avec le concours des collectivités territoriales françaises, aux expériences d'administration décentralisées ;
- L'assistance à l'informatisation des services, tant pour la gestion que pour l'aide à la décision ;
- Le soutien à la conception et à la maîtrise des instruments de politique économique.

2) Afin de mieux utiliser les moyens du système administratif français :

- Un dispositif léger de coordination de ces moyens sera mis en place ;
- Le détachement en coopération de fonctionnaires de haute qualification sera encouragé ;
- L'accent sera mis sur le développement de la politique de perfectionnement des cadres administratifs supérieurs assuré par l'Institut

international d'administration publique (IIAP), en liaison avec l'École nationale d'administration ;

- Les échanges de fonctionnaires, entre administrations françaises et étrangères seront développés et les liens avec les anciens stagiaires seront renforcés ;

● MESURES D'ORDRE INDIVIDUEL

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes : le général d'armée aérienne Jean Saulnier, chef d'état-major des armées, est nommé membre du Comité de l'énergie atomique, au titre de personnalité choisie par le ministre de la défense.

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Jacques Chabreau, président de section au Conseil d'État, est renouvelé dans les fonctions de vice-président de la Cour de discipline budgétaire et financière.

Sur proposition du ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P.T.T., M. Jean Pichon, inspecteur général des postes et télégraphes, est nommé directeur de la promotion à la direction générale des postes.

REFORME DES SERVICES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Le bureau de l'Assemblée nationale, réuni mercredi 24 juillet sous la présidence de M. Louis Mermaz, a poursuivi l'examen d'un projet de modification du règlement intérieur concernant les services de l'Assemblée. Le problème de l'insaturation d'un secrétaire général unique par regroupement du secrétariat général de la présidence et du secrétariat général de la question n'a pu être réglé. M. Mermaz ayant souhaité qu'un consensus se dégage sur cette réforme, la discussion sera reprise après le mois d'août.

En revanche, une majorité (PS et PC) du bureau a adopté la réforme de l'article 8 du règlement intérieur : après le secrétaire général de l'Assemblée nationale et de la présidence (M. Michel Ameller à partir du 9 août) se trouveront deux hauts fonctionnaires : le directeur général des services législatifs qui sera également chargé de la direction du service des commissions et dont le titulaire sera M. Maurice Lyon-Caen, jusqu'alors directeur du seul service des commissions.

Le directeur du service du secrétariat général de la présidence dont les compétences ont été ajustées et étendues et dont le titulaire n'a pas encore été désigné. Jusqu'à présent M. Michel Ameller était en même temps directeur général des services législatifs et directeur du service du secrétariat général de la présidence. Après M. Amiot qui prend sa retraite et qu'il remplace comme secrétaire général de l'Assemblée nationale et de la présidence.

50 من الأول

سلاسل

société

DISCULPÉE PAR LES AVEUX D'UN ADOLESCENT

Marie-France Tateceau attend un non-lieu après avoir passé un an en prison

Rouen. — Ce ne pouvait être qu'elle, forcément : Marie-France Tateceau, cette belle brune aux yeux verts qui avait donné l'alerte et avait aussi — ne le disait-elle pas elle-même ? — été la dernière à voir la victime.

Ce ne pouvait être qu'elle : M^{me} Sophie Samat, juge d'instruction à Rouen, en a été convaincue pendant deux ans. Entre les deux femmes, il n'y a jamais eu de dialogue.

Le 25 juillet 1983, la télévision marche encore dans le salon de M^{me} Mireille Duval, soixante et onze ans. Son appartement de la résidence Walter est coquet, paisible. Veuve d'un ingénieur, elle ne manquait de rien. Mais elle ne pourra plus jamais apprécier son bel appartement : dans sa robe noire à fleurs, elle est allongée à terre. La moquette est couverte de sang. La vieille dame a été frappée de vingt et un coups de couteau, dont aucun n'était mortel. Elle est morte étouffée par le sang répandu dans ses poumons. L'arme du crime, un couteau de boucher à manche de bois, est près du corps. C'est un « familial » qui a tué. M^{me} Duval n'aurait jamais sa porte aux inconnus. Cinq gros verrous la protégeaient, croyait-elle. Il n'y a aucun signe d'effraction.

Trois jours plus tôt, le vendredi 22 juillet, Marie-France Tateceau a déjeuné et passé une partie de l'après-midi chez celle qu'elle appelle sa « belle-mère », la mère de l'homme avec qui elle vit depuis dix ans. Avant de le rencontrer, Marie-France Tateceau était servante dans un har. L'homme dont elle partage la vie est ingénieur informaticien. La jeune femme, très régulièrement, fait le ménage à la résidence Walter, « mais ça ne m'ennuyait pas. J'apprenais des choses et tout le monde était content ».

Vendredi 22 juillet, les deux femmes déjeunent donc ensemble. A 13 h 30, le déjeuner est terminé, vaisselle faite. La vieille dame décide de rester chez elle. Marie-

France Tateceau lui tient compagnie. La jeune femme affirmait être allée chez le coiffeur, en face de la résidence, puis être revenue chez sa « belle-mère » en milieu d'après-midi. Ensemble, elles auraient lu une tasse de chocolat et mangé de la glace. A 17 h 40, la jeune femme est partie retrouver son compagnon et des amis à trente minutes de Rouen en voiture.

Expertise médicale

Mais M^{me} Sophie Samat, juge d'instruction, ne la croit pas. La pièce maîtresse de son accusation : la double expertise d'un médecin légiste et d'un chimiste, qui déterminent, à partir des aliments trouvés dans l'estomac de la victime, l'heure à laquelle les coups lui ont été portés : une heure, trente à deux heures au plus tard après le déjeuner. A cette heure-là, Marie-France Tateceau, elle le dit elle-même, était en compagnie de la victime. Les coups ont été portés par un gaucher : Marie-France Tateceau est gauchère. Des témoins affirment avoir vu la jeune femme vêtue d'une robe blanche à fleurs vertes ; elle affirme avoir mis, ce jour-là, une robe bleu marine à fleurs blanches. Le juge d'instruction envisage qu'elle ait pu se débarrasser d'une robe tachée de sang.

M^{me} Samat trouve certaines explications de la jeune femme incohérentes, contradictoires : ainsi, à l'autopsie, on ne retrouve pas certains des aliments qui composaient, selon M^{me} Tateceau, le déjeuner, pas plus que du chocolat ou de la glace. Mais quel intérêt de mentir sur ce point ? La jeune femme aurait aussi donné une description si précise du corps et des blessures de M^{me} Duval que le magistrat s'interroge : comment sait-elle tout cela ? Quant à l'amitié entre M^{me} Duval et la compagne de son fils, le juge d'instruction n'y croit pas.

Tous les autres suspects, membres de la famille ou voisins, sont éli-

minés. Il ne reste plus que Marie-France Tateceau. Cela suffisait-il à établir sa culpabilité ? Le juge l'a pensé, et, avec lui, le parquet, et, à l'époque, la police. « Quand elle m'a inculpée, je n'ai pas réagi », raconte la jeune femme. « J'étais épuisée par quarante-huit heures de garde à vue. Je voulais juste que ça finisse... Les policiers avaient été gentils avec moi. Ils m'avaient juste un peu insultée avant de me mettre en geôle : ils m'ont dit que j'en prendrais pour des années... » Et de M^{me} Samat, qu'en pense-t-elle ? « J'avais espoir. On m'avait dit que c'était un bon juge, malgré ses crises contre moi... » Le plus dur ? « Quand mon fils Sébastien [alors âgé de douze ans] m'a vue avec des menottes, ça, ça a été terrible ! »

L'oubli, si possible

De notre envoyée spéciale

née après lui avoir écrit, pendant des semaines, des lettres enflammées. A l'automne dernier, tout bascule : une personne proche de certains voisins de M^{me} Duval va voir la police. Dans le même immeuble de la résidence Walter, un jeune garçon aurait un comportement insolite. Adopté avec sa sœur, plus âgée d'un an, alors qu'ils étaient hébés, les deux enfants vivent avec leurs parents adoptifs, qui appartiennent à la haute société rouennaise. L'adolescent tient des propos étranges. La police avec une extrême délicatesse, décide de creuser cette piste.

Pendant des mois, une approche de la famille sera faite. Les amis des parents, des enfants, sont interrogés. Les policiers profitent du mois de juillet, où l'adolescent est en vacances, pour perquisitionner dans sa chambre. Là, ils trouvent une espèce de journal intime érotico-morbide. Ils demandent à voir les ustensiles de cuisine, et c'est le choc : au milieu des autres, un couteau à manche de bois idéologique, au rivet près, à celui qui a tué M^{me} Duval.

Des vérifications approfondies sont faites : la police apprend que ce type d'ustensile se vend uniquement par paire. Il n'y en a plus qu'un dans l'appartement qu'elle vient de perquisitionner. Les policiers se rendent alors à Fréjus, où le jeune garçon, aujourd'hui âgé de quinze ans, passe ses vacances avec sa mère et sa sœur, et il l'interpelle. Celui-ci ne

fait aucune difficulté pour raconter son histoire.

Ami de la vieille dame, chez qui il allait souvent goûter, il est monté chez elle ce vendredi 22 juillet, après avoir attendu qu'elle soit seule. Il a failli croiser Marie-France Tateceau. Dans sa poche, il a un couteau de cuisine. Les choses n'ont pas duré plus de quelques minutes. Le jeune garçon frappe vingt et une fois. Lui aussi est gaucher. Ensuite, il tire la porte et remonte chez lui, deux étages plus haut. Sans hésiter, mais sans les expliquer, il reconnaît les faits. Comme soulagé d'avoir enfin été retrouvé. « Un gosse charmant, attachant, avec une bonne bouille », disent ceux qui le connaissent. Mais un gosse qui ne s'était jamais fait à l'univers dans lequel il vivait !

M^{me} Samat ne s'occupe plus du dossier puisqu'un mineur y est impliqué. Et c'est M. Roland Catennoix

qui a inculpé, mardi 23 juillet, Franck d'assassinat. Il a été écroué.

Marie-France Tateceau s'est mariée : en prison, elle avait répondu à une petite annonce de *Détective* : « Cherche correspondante, mariage si éminent », et M. Jean Ferreira, quarante-deux ans, est arrivé. A sa sortie de prison, il l'attendait. Mais comment vivre ensemble lorsqu'un juge refuse d'assouplir le contrôle judiciaire ? M. Jean Ferreira habitait Pomarlier et Marie-France Tateceau devait pointer à Rouen. M. Ferreira a alors abandonné l'emploi qu'il occupait depuis douze ans dans la même usine. Il a épousé la jeune femme et s'est installé à Rouen. Les jeunes mariés attendent le non-lieu. Puis l'oubli, si possible.

AGATHE LOGEART.

M. Lambert a interrogé Christine Villemain sur son emploi du temps

Christine Villemain, inculpée pour l'assassinat de son fils Grégory et remise en liberté, le 16 juillet dernier, sur arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy, a été entendue par M. Jean-Michel Lambert, juge d'instruction, mercredi 24 juillet, à Epinal.

Le magistrat instructeur a demandé, semble-t-il, à Christine Villemain des précisions sur son emploi du temps, le 15 octobre dernier, veille de la mort de Grégory. Il a aussi fait connaître à la jeune femme les premiers éléments d'observation figurant dans le rapport préliminaire des experts psychiatriques, les docteurs Serge Brion et Jacques Leyrien, qui l'ont examinée à plusieurs reprises. Les conclusions des experts, encore provisoires, ont fait l'objet de différentes fuites dans la presse, ce qui a provoqué une vive réaction d'un des avocats de Christine Villemain, M^{me} Thierry Moser, qui s'est déclaré « outré (...) que ces

informations aient été données avant que la défense ait eu connaissance des rapports, qui, au demeurant, a-t-il ajouté, ne sont pas, à [sa] connaissance, rédigés ».

Christine Villemain, qui a refusé de signer le procès verbal d'audition, a toutefois accepté la proposition du juge d'instruction de se soumettre à un prélèvement pour expertise de salive, dans le but, hypothétique, de déterminer si elle pourrait avoir collé les timbres et les enveloppes des lettres anonymes.

M. Jean-Michel Lambert, partant en vacances à la fin de cette semaine, l'instruction devrait donc être mise en sommeil jusqu'au mois de septembre. C'est à ce moment-là que M. Lombard et les deux autres avocats de la partie civile devraient soumettre officiellement au juge leurs vingt-deux propositions visant à une relance de l'enquête.

A. Gandhi



JUSTICE

SEPT NATIONALISTES CORSES DEVANT LA COUR D'ASSISES DU RHONE

La défense en quête de circonstances atténuantes

Lyon. — Vous les acquitterez tous ! Dès la première plaidoirie pour les trois accusés du double assassinat de la prison d'Ajaccio et leurs quatre coaccusés, au procès, devant la cour d'assises du Rhône, de sept nationalistes corses, la défense, par M. Jean-Etienne Giamarchi, a clairement annoncé son dessein et son ambition. Aux « réquisitoires terribles » de M. Pierre Truche, considérés par elle comme l'« expression de la démesure et de l'exécration », elle a donc répliqué par un exorde contraire.

En réalité, la défense serait la première surprise si, vendredi 26 juillet, la cour d'assises décidait cette abstention. Si les avocats peuvent l'envisager pour les deux hommes — Paul Ceccaldi et Noël Luciani — qui n'ont à répondre que d'une tentative d'évasion, ils savent bien et ils l'ont dit, que, pour justifier ceux qui ont tué Jean-Marie Luccia et Salvatore Contini, « la tâche est singulièrement lourde ». La véritable espérance est, en fait, celle de l'octroi de circonstances atténuantes, et l'accent a été mis sur tous les éléments de nature à les faire reconnaître.

Dans l'affaire de la prison d'Ajaccio, le procureur général avait vu non un acte de justice, mais une opération de représailles. Pour la défense, la réponse est simple et, s'il

De notre envoyé spécial

s'était agi de représailles, le commando n'aurait pas tué seulement Luccia et Contini ; il aurait supprimé aussi Paul Andreani et Jean Alfonsi, qui se trouvaient détenus, inculpés, eux aussi, dans l'affaire de l'enlèvement de Guy Orsoni. Pour la défense, Pierre Albertini, Noël Pantalacci et Pantaleon Alessandri n'ont donc accompli qu'une action de justiciers.

Etait-elle justifiée ? Il est sûr — et c'est l'un des arguments majeurs — que, sans l'affaire Orsoni, il n'y aurait pas eu d'affaire de la prison d'Ajaccio ; la première explique la seconde. L'enlèvement de Guy Orsoni était-il un enlèvement politique ou une affaire de droit commun ? L'épilogue tragique d'une méprise qui aurait eu pour point de départ des rumeurs mal interprétées ? Une chose est certaine, les policiers l'ont dit, l'accusation le reconnaît : Guy Orsoni n'a jamais été ni de près ni de loin, un homme mêlé à des affaires de droit commun. En tout état de cause, il fut une victime innocente que ses amis ont vengé en tuant deux hommes qui, pour eux, furent incontestablement les artisans de cette tragédie.

Offensives

C'est ce qu'a plaidé avec une belle autorité M. Emma Castelli. Ce n'est pas qu'elle soit assurée que l'enlèvement de Guy Orsoni fut commandé par des raisons politiques. Mais la manière dont fut menée l'enquête et certains points du dossier avaient de quoi persuader les amis de ce jeune nationaliste qu'il avait été victime d'une action politique. « Même si, personnellement, vous n'êtes pas persuadés que cet enlèvement, qui fut suivi de tortures et de mort, fut une affaire politique, ce qui compte c'est que ceux que nous défendons aient pu, eux, sincèrement le croire ».

Quatre mandats d'arrêt ont été délivrés après la catastrophe de Tesero

De notre correspondant

Rome. — Le substitut du procureur de Trente, M. Francesco Simonini, chargé de déterminer les diverses responsabilités dans les « négligences graves », qui ont causé la catastrophe de Tesero, le 19 juillet, semble décidé à mener son enquête tambour battant. Quatre jours après le drame, il a signé, les 23 et 24 juillet, les quatre premiers mandats d'arrêt. Giulio Rota, soixante ans, propriétaire avec son frère Aldo de la société Prealpi Mineraria, qui depuis 1980 avait obtenu la concession de la mine de Prestavel et des deux bassins de décantation attenants, s'est constitué prisonnier dans la garde de mercredi. Il est inculpé d'« homicides multiples et de catastrophe volontaire ». Aldo Rota, hospitalisé à Côme depuis le 5 juillet pour une maladie cardiaque, a reçu, dans la soirée, la notification de son inculpation. L'inspecteur des eaux et forêts du district de Cavalese, Matteo Tommasi, a été arrêté à son domicile. Le quatrième mandat d'arrêt aurait été émis à l'encontre d'Alexandro Bassanelli, administrateur délégué de la Prealpi Mineraria. Les avocats de Giulio Rota protestent contre l'arrestation de leur client, soulignant que celui-ci s'était de lui-même mis à la disposition de la magistrature.

Les documents saisis dans les archives de la société Prealpi Mineraria et les premiers examens des experts montrent que de graves irrégularités ont été commises. « Désormais, il est certain que dans les deux bassins de décantation ont été effectuées des modifications et des surélévations continues des digues sans l'autorisation des autorités compétentes. Les travaux ont été souvent réalisés de nuit, afin de ne pas attirer l'attention », a affirmé M. Francesco Simonini.

SPORTS

● **FOOTBALL** : lutte contre la violence. — La commission d'enquête sur le hooliganisme, constituée par le gouvernement britannique, a recommandé dans son rapport l'interdiction pour les supporters d'aller encourager leur équipe à l'extérieur. Le rapport comporte, en outre, l'exposé des mesures de sécurité à prendre pour éviter que ne se reproduise l'incident de Bradford, qui avait fait cinquante-six morts. D'autre part, le comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté, mardi 23 juillet, le texte de la convention sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives, texte qui avait été approuvé par les ministres des sports le 27 juin dernier, après la tragédie du Heysel, à Bruxelles.

● **CYCLISME** : la présélection française pour le championnat du monde sur route. — Lucien Bailly, directeur technique national, n'a retenu seize coureurs, dont six de (La Vie Claire), le groupe sportif de Bernard Hinault. Il s'agit de Jean-

Claude Leclercq, Frédéric Vichot, Joël Peller tous de (Skil) ; Pierre Bazzo (Fagor) ; Marc Madon, Charles Monnet, Thierry Marie tous de (Renault) ; Gilbert Duclos-Lassalle, Robert Farest, Francis Castaing tous de (Peugeot) ; Bernard Hinault, Dominique Arnaud, Jean-François Bernard, Charles Bérard, Bernard et Alain Vigneron tous de (La Vie Claire).

● **TENNIS** : championnat des Etats-Unis à Indianapolis. — Yannick Noah, tête de série numéro quatre, s'est facilement qualifié, mercredi 24 juillet, pour le troisième tour de ce tournoi sur terre battue, en dominant Thierry Tulasne en deux manches 6-3, 6-4. Un autre Français, Guy Forget, s'est également qualifié pour le troisième tour en éliminant le Chilien Hans Gildemeister 6-3, 6-2 et il rencontrera au prochain tour le Tchecoslovaque Ivan Lendl, tête de série numéro un, vainqueur mercredi soir du Youngs-lave Slodan Zivojnovic 6-4, 6-0.

M. Frédéric Campana, qui est l'épouse d'Alain Orsoni, a raconté avec émotion comment la famille vécut la disparition de son beau-frère et comment se fonda sa conviction que l'on voulait dissimuler un certain nombre de choses. « Alors, a-t-elle dit, c'est vrai, nul ne peut se substituer à la loi, mais à condition que la loi soit appliquée, et en Corse elle ne l'est pas ».

Emotion encore avec M. Marie-Josée Bellagamba, tout habitée de militantisme mais en même temps au bord des larmes pour expliquer aux jurés du Rhône « cette Corse terre incantée et son ardente volonté de ne pas se laisser entraver ». Elle a résumé les réquisitions du procureur général « comme une provocation qui fera date dans notre histoire ». Alors, bien sûr, pour elle, ceux qu'elle défend « ne sont pas des criminels mais les meilleurs d'entre nous (...) qui demandent tout simplement aujourd'hui, au peuple français de comprendre un autre peuple ».

Ce n'était là qu'un lever de rideau avant les plaidoiries, ce jeudi 25 juillet, de M. Marie-Hélène Mattei, Vincent Stagnara et Antoine Sollacaro, à qui on prête — et qui se laissent volontiers prêter — des intentions beaucoup plus offensives.

JEAN-MARC THEOLLEVER.

Dans les Côtes-du-Nord

MORT RADIOACTIVE

(De notre correspondant.)

Rennes. — Le tribunal administratif de Rennes a retenu, dans un jugement prononcé le 24 juillet, l'entière responsabilité de la commune de Plénér-Jugon (Côtes-du-Nord) dans la maladie — une leucémie myéloïde — ayant entraîné, le 9 décembre 1981, la déces de Suzanne Moulin, employée municipale alors âgée de cinquante-cinq ans. L'expertise ordonnée, le 1^{er} février 1984, par le tribunal, a montré l'existence d'un lien de causalité entre la présence, de 1971 à 1977, d'un produit radioactif (un coffret contenant du cobalt 60) à proximité immédiate du lieu de travail de Suzanne Moulin et la leucémie mortelle dont elle a été atteinte.

Le coffret avait été utilisé, à partir de 1960, pour l'entraînement des appareils-pompes à la détection de la radioactivité. Il avait été placé tout d'abord dans les locaux de la mairie, sur une cheminée jouxtant le bureau occupé par Suzanne Moulin puis entreposé au grenier, juste au-dessus du bureau de l'employée municipale.

Pour le tribunal, le non-respect des règles de sécurité et de contrôle (le coffret devait être placé en dehors de tout voisinage humain) est constitutif d'une faute d'une particulière gravité de nature à engager la responsabilité de la commune, qui a été condamnée à verser une indemnité globale de 195 415 F à la famille de la victime.

CHRISTIAN TUAL.

RELIGION

Pour la première fois

LE CONSEIL ŒCUMÉNIQUE DES ÉGLISES RÉUNIT SON COMITÉ CENTRAL EN AMÉRIQUE LATINE

Pour la première fois depuis sa création en 1948, le Conseil œcuménique des Églises (COE) réunit son comité central en Amérique latine. Cette 37^e session a lieu, en effet, à Buenos-Aires (Argentine) du 28 juillet au 8 août, sur le thème : « La justice de Dieu, promesse et défi ». Elle est présidée par le pasteur Emilio Castro, méthodiste argentin, élu secrétaire général en juillet 1984.

Composé de trois cent trente Églises, essentiellement protestantes et orthodoxes, le COE s'est donné des objectifs sociaux et politiques ambitieux : il se consacre notamment à la défense des droits de l'homme, la lutte contre le racisme et l'assistance aux réfugiés. La réunion de son comité central en Amérique latine prend, de ce fait, un relief particulier.

« L'engagement le plus important du COE en Amérique latine est son appui aux programmes de défense des droits de l'homme », déclarait récemment M. Castro au mensuel du Service œcuménique de presse et d'information. La lutte a été très difficile en Argentine et continue encore ». — (AFP).

MÉDECINE

Le désarroi des « gays » de New-York

(Suite de la première page.)

Cette crise de conscience de la communauté « gay » de New-York, on la retrouve dans les locaux du journal homosexuel *The New York Native*. Avec des titres aussi peu équivoques que « Gallo et Essex doivent-ils aller en prison ? » et des éditoriaux dont la violence n'a d'égal que la gravité des accusations qu'ils contiennent (grâce au SIDA une véritable « conspiration » aurait été fomentée au sommet de l'Etat contre les homosexuels) *Native*, c'est avant tout un homme, Charles L. Ortleb, le rédacteur en chef. Mi-messieurs les ronds de cuir — la vétusté des locaux à deux pas de Canal Street doit y être pour

beaucoup. — mi-Woodward et Bernstein, les deux journalistes du *Washington Post*, « héros » de l'affaire du Watergate, Ortleb distille dans sa chronique *Aidsgate* (2) (l'allusion au Watergate n'en est que plus évidente) les « révélations » les plus extraordinaires. Ainsi, ce qu'il faut bien appeler sa croisée en faveur de l'hypothèse selon laquelle le virus du SIDA ne serait pas le LAV découvert à l'Institut Pasteur mais le virus de la peste porcine africaine.

Tant qu'on ne sera pas en mesure de lui apporter la preuve du contraire, lui, Charles L. Ortleb, docteur en médecine, ne parlera plus de patients atteints « de SIDA ou de peste porcine africaine ». Son influence ne doit pas être négligeable, puisque le commissaire à la santé de l'Etat de New-York, David Axelrod, a décidé d'ordonner une enquête qui permettra de vérifier la véracité des dires de Charles Ortleb. Le magazine *Rolling Stone* a décidé de faire campagne pour que lui soit attribué le prix Pulitzer.

Se « mission », c'est de dire la vérité, toute la vérité sur le SIDA. Il a

tout la, tout enregistré sur cette maladie. Des fiches, il en a plein son bureau, sur les chercheurs, les virus, les lymphocytes, etc. Il piste les contradictions, détecte les menaces, cloue au pilori les « chercheurs-voleurs de virus ». Un jour dans *Aidsgate*, on lira la vérité sur le SIDA. Il en est en tout cas persuadé. Et ses vingt-cinq mille lecteurs avec lui.

Larry Kramer, Charles L. Ortleb, un auteur dramatique, un journaliste, deux figures de la communauté « gay » new-yorkaise, « deux consciences » disait un journaliste de *Rolling Stone*. Mais aussi deux prétendants au titre de leader de ce mouvement de plus d'un million d'âmes, une communauté qui, en définitive, voit d'un assez mauvais œil ces deux porteurs de plumes aujourd'hui permis. Tous les deux se défendent d'être des moralisateurs. « La science avant tout », ont-ils coutume de dire.

FRANCK NOUCHI.

(2) La traduction anglaise du sigle SIDA est AIDS.

LE DÉPISTAGE DU SIDA CHEZ LES DONNEURS DE SANG OBLIGATOIRE AU 1^{er} AOÛT

« La détection des anticorps anti-LAV (NDLR : le virus responsable du SIDA) sera, dès le 1^{er} août, rendue obligatoire pour chaque don de sang », a déclaré, mercredi 24 juillet, M. Georges Duflo, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. « Afin de financer cette mesure, le flacon de sang verra son prix augmenter de 20 francs, également à partir du 1^{er} août. » Ainsi, a-t-elle ajouté, ceux qui recevront du sang seront certains que ce sang ne contient pas le virus du SIDA.

M. Duflo a en outre confirmé que, grâce au montage de chauffage, grâce au moins par les centres de transfusion sanguine (le *Monde* daté 23-24 juin), il était maintenant possible d'éliminer la présence éventuelle de virus dans les produits sanguins destinés aux hémophiles.

● **Rock Hudson hospitalisé à l'hôpital américain de Neuilly.** — Le célèbre acteur de cinéma américain Rock Hudson a été admis à l'hôpital américain de Neuilly officiellement pour « une altération générale de son état de santé ». Selon un porte-parole de l'hôpital, tout autre diagnostic ne serait, dans l'attente des résultats de certains examens, que pures spéculations. L'entendait ainsi couper court aux rumeurs selon lesquelles l'acteur américain serait, en fait, atteint d'un SIDA. Un fait est en tout cas certain : de plus en plus d'Américains atteints par cette maladie viennent à Paris pour se faire soigner.

SOCIÉTÉ

UNE ASSOCIATION DÉNONCE « LA SITUATION INCOHÉRENTE » DES JEUNES ÉTRANGERS EN FRANCE

Le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI) vient de publier une étude sur « Les jeunes étrangers en France », afin d'analyser les répercussions des dernières mesures des pouvoirs publics concernant l'immigration (notamment le décret du 4 décembre 1984 et la circulaire du 4 janvier 1985) et de dénoncer le développement de pratiques administratives aberrantes.

« Le gouvernement de la gauche, pas plus que les gouvernements précédents, n'a voulu régler la situation des jeunes étrangers en France (ils sont un million de moins de seize ans), même lorsqu'ils y résident avec leur famille depuis de longues années », affirme le GISTI. « L'état d'étudier les différentes situations que peuvent connaître les jeunes étrangers. C'est une réglementation « complexe », « incohérente » et « régit par aucun texte spécifique », qui est ainsi présentée dans sept chapitres : le titre de séjour, le travail, l'accès aux services de placement, l'accès aux stages professionnels, les ASSÉDIC, la scolarisation, l'expulsion ou la conduite à la frontière.

Chacun de ces chapitres est l'occasion de souligner l'évolution restrictive des textes et de dénoncer les pratiques qui en découlent, notamment lorsque les étrangers sont en situation irrégulière. Exemple d'incohérence : la nouvelle réglementation n'autorise les expulsions et les conduites à la frontière que si le jeune a dix-huit ans. Mais lorsqu'un jeune fait une demande de titre de séjour à l'âge de seize ans et que les conditions du regroupement familial ne sont pas réunies (le *Monde* du 15 mai 1985), une autorisation provisoire de séjour ou une carte d'étudiant lui est délivrée. Mais, à dix-huit ans, et même s'il vit en France depuis de nombreuses années, il pourra être reconduit à la frontière ou considéré comme premier arrivant. Exemple d'aberration : certaines préfectures demandent aux jeunes justifiés après l'âge de dix ans de retourner dans leur pays afin d'y entreprendre les démarches nécessaires au regroupement familial. Le GISTI a déposé un recours en annulation de cette disposition auprès du Conseil d'Etat.

● **GISTI, 46, rue de Montreuil, 75011 Paris. Téléphone : 367-04-06.**

Le ministre ouest-allemand de la défense reçu par M. Mitterrand

« Le ministre ouest-allemand de la défense, M. Manfred Wörner, a été reçu, mercredi 24 juillet, à Paris, par le président de la République, en compagnie du ministre français de la défense, M. Charles Herni. Si, à l'Elysée, on ne fait aucun commentaire sur cette visite d'une demi-heure de M. Wörner, il ne fait pas de doute que les entretiens ont principalement porté sur les négociations, en cours, entre l'Allemagne fédérale, la France, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie, sur la fabrication d'un avion de combat européen pour les années 90. Dans cette délicate négociation, le ministre ouest-allemand de la défense joue un rôle important de « médiateur » entre des « partenaires » comme la France et la Grande-Bretagne, qui s'opposent vivement.

Cette courte visite à Paris de M. Wörner avait été précédée de la réunion, la veille à Madrid, des représentants de l'armement des cinq pays concernés, qui ont examiné les dernières propositions des industriels. Selon le ministre espagnol de la défense, les directeurs de l'armement auraient progressé dans l'étude

des caractéristiques et des performances de l'avion. Il restera à régler le type de réacteur et le partage du travail entre les cinq pays. L'analyse des directeurs d'armement devrait ensuite être présentée lors d'une prochaine réunion des ministres, dont la date n'est pas connue. Après quoi, devraient commencer les phases de définition et de développement du programme retenu.

● **Bono.** Le ministre ouest-allemand de la défense a déclaré qu'il poursuivait ses efforts pour parvenir à un compromis et qu'il n'avait pas perdu l'espoir de déboucher la situation avant la fin de juillet. En l'absence d'un consensus, M. Wörner a indiqué qu'il pourrait avoir recours à un projet qui rassemblerait tous les participants actuels, la France exceptée. La France souhaite, en effet, que l'avion soit un appareil d'attaque léger (9,5 tonnes à vide), alors que la Grande-Bretagne estime avoir besoin d'un avion plus lourd et, donc, plus cher. Les trois autres pays sont, à des degrés divers, plutôt partisans de la solution anglaise.

CARNET DU Monde

Réceptions	Naissances	Décès	Remerciements	Anniversaires
<p>— A l'occasion de la Fête nationale, le docteur Ali Samir Safouti, ambassadeur de la République arabe d'Égypte, a donné une réception le mardi 23 juillet.</p>	<p>— M. et M^{me} Roger LECOURT ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille.</p> <p>Josephine, chez Martine et Hubert MOREAU, à Blois, le 18 juillet 1985.</p>	<p>— M^{me} Anne-Françoise Bonneville, et ses enfants. Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de</p> <p>M. Jean-Noël BONNEVILLE, mort en montagne le 16 juillet 1985, et remercient tous ceux qui leur ont exprimé leur sympathie.</p> <p>— Le Bourg. — Les Billeux, 33500 Libourne.</p> <p>— M^{me} Renée Poussière, née Ribou, son époux, ses enfants, petits-enfants, sa famille, ont la douleur de faire part du décès de</p> <p>M. André Paul Léon POUSSIERE, ancien professeur de la mission laïque française à Beyrouth et Damas (1936-1951), ancien commissaire général des Eclaireurs de France (1951-1952), ancien professeur au lycée Louis-Armand à Poitiers (1952-1967), survenu le 22 juillet 1985, à Poitiers, dans sa soixante-quinzième année.</p>	<p>— M. et M^{me} Maurice BAYROU, très touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de leur fils, vous adressent leurs sincères remerciements.</p>	<p>— Il y a cinq ans aujourd'hui, Isabelle nous quittait pour le repos éternel. Ceux qui l'ont connue acceptent de lui accorder une pensée et une prière.</p> <p>Remerciements de Simone et Pierre BELLANGER.</p> <p>Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.</p>

11. Philosophie : M. de la Palice réhabilité.

12. Portrait : Jean-Marie Turpin. - 13. Politique-fiction : un président sous influence.

Le Monde DES LIVRES

Frédéric Dard, « écrivain forain »

Avec Bacchanale chez la mère Tatz, Frédéric Dard a passé le cap du 120^e San Antonio. Pour célébrer l'événement, l'auteur de cinq San Antonio par an (tiré chacun au départ à 650 000 exemplaires) nous a reçu.



PHOTO
IRMEI JUNG

« Le premier San Antonio, Régis-le compte, nous l'avait publié en 1949. Mais, avant, que faisiez-vous ? »

Mes parents m'ont mis dans une école professionnelle, la Martinière, à Lyon. J'allais devenir expert-comptable ! Heureusement, ça n'a jamais marché. Je m'y amuse à prodigieusement et rêvais d'être journaliste. Je devais avoir seize ans. On était en 1937, ou 1938. Un oncle à moi connaissait Marcel Gran-

cher (1), le directeur du Mois à Lyon. Je suis allé voir Grancher, en lui apportant mes devoirs de français. Il a lu ça, m'a scruté, et il a dit : « Tu as la gueule à écrire ».

Un conte de fées ! Grancher, c'était quelqu'un dans le coin. Il n'avait qu'un rival, Gabriel Chevalier, l'auteur de Clochemerle. Lui, Grancher, il obtenait aussi des gros tirages. Son Charcutier de Machonville a dû dépasser les 800 000 exemplaires. On en a fait un film. Je fus donc à bonne

école. Le Mois à Lyon était un bastion. Il tirait seulement à 600 exemplaires, mais avec beaucoup de publicité. J'ai commencé par des reportages sur la vie lyonnaise, des humeurs, des pointes sèches.

Grancher écrivait des bouquins truculents. J'ai compris que la veine comique avait une clientèle énorme. Ce fut une formation par osmose. Le point commun entre Grancher et moi, c'est l'énorme. On ne recule devant rien pour faire rigoler. A Lyon,

j'ai préparé ma petite tambouille. Je ramassais aussi de sacrées cuites. Lyon, avant tout, c'était la pique. Parfois, comme un pape, Henri Bérand, qui avait réussi à Paris, venait nous donner sa bénédiction.

Propos recueillis par
RAPHAEL SOHIN

(Lire la suite page 12.)

(1) La revue *Grandes largeurs* (distribution Diaké) a consacré son double numéro 9-10 à « Lyon et ses écrivains », avec des textes de Chevalier et de Grancher.

Christa Wolf réinvente l'histoire de Troie...

Après l'époque romantique, celle de la guerre de Troie. Après Caroline von Günderrode, la fille de Priam. La quête de Christa Wolf, à la recherche du rôle de la femme dans notre monde, nous entraîne toujours plus loin de la RDA.

COMME l'*Orestie* d'Eschyle, le nouveau récit de Christa Wolf se situe à Mycènes après la chute de Troie, que Cassandra a prédit sans être crue. Prisonnière d'Agamemnon, elle n'a plus que quelques heures à vivre. En attendant la mort, elle réfléchit sur son destin et sur celui de sa patrie. « Pourquoi, en suivant une formation de « prophétesse », avoir choisi un métier d'homme ? », s'interroge Christa Wolf.

Avant d'aborder Cassandra, il faut lire, en guise de préparation, le texte des quatre conférences (placées dans l'édition française à la suite du récit proprement dit) où Christa Wolf s'explique sur la genèse et la signification de son livre. Guidée par le mot-clé : Cassandra, elle raconte comment, au cours d'un voyage en Grèce, sur les traces de son héroïne, trahie selon elle par Eschyle, elle fut brusquement saisie, à la vue des ruines de Cnossos, de ce qu'elle appelle un « syndrome de Crète et de Troie » : deux civilisations joyeuses et surtout pacifiques, prétend-elle, où les femmes étaient libres et égales aux hommes, et dont la destruction a coïncidé avec la substitution du droit paternel au droit maternel.

Si les mots aujourd'hui, ceux de « liberté » d'un côté, de « socialisme » de l'autre (1), sont de plus en plus inadéquats face à la menace mortelle de guerre atomique, c'est, estime Christa Wolf, parce que la pensée occidentale a renoncé à la diversité

des phénomènes et à la subjectivité au profit du dualisme et de systèmes fermés du monde. « Te paraît-il aberrant, écrit-elle, de croire que si des femmes y avaient eu leur réflexion depuis deux mille ans, la « pensée » vivrait autrement aujourd'hui ? »

Prenant pour les besoins de sa cause la forme de Cassandra, Christa Wolf réinvente l'histoire de Troie. Quant à Hélène, simple prétexte invoqué par ces Grecs pour s'emparer des Dardaniens, elle n'a jamais mis les pieds à Troie, ayant été enlevée une seconde fois au cours de son enlèvement.

La maîtrise avec laquelle Christa Wolf sait manier l'art du sous-entendu, de l'allusion et de la limite n'est plus à démontrer. Cassandra se situe, à cet égard, dans la droite ligne d'*Aucun lieu, nulle part*. Si l'on ne marche plus, cette fois-ci, cela tient peut-être au fait que l'Allemagne romantique nous est décidément plus familière que le monde des héros et des dieux antiques. A moins qu'il ne faille accuser le « manque de sérieux » (2) qui caractérise, selon l'auteur, le lecteur occidental.

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

* CASSANDRE, de Christa Wolf. Traduit de l'allemand par Alain Lance. Editions Alina, 272 p., 98 F.

(1) Ce passage, ainsi que plusieurs autres, a été censuré dans l'édition allemande (*Le Monde*, du 20 avril 1984).

(2) *Le Monde*, du 11 décembre 1981. Christa Wolf, grande romancière de RDA.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

« L'Univers ludique d'André Gide », de Bertrand Fillaudeau

Et si c'était quand même lui, le diable ?

La plus grande ruse du diable est de faire croire qu'il n'existe pas. Cet aphorisme de Wilde, Gide s'en poutre-chait. En connaissance de cause. Un jour qu'il visitait Arland et Paulhan dans leur thésaie de Port-Cros, il fit battre les fourrés à la recherche d'une vipère qu'il avoua, en rembarquant le soir, n'avoir pas vue. S'il y a une chose qui s'invente facilement — les jeunes pénitents d'autrefois s'en souviennent, — c'est le Mal.

Gide démoniaque ? Allons donc ! Les familles le craignaient bien un peu, pour avoir dit tout haut une haine partagée tout bas : les catholiques se méfiaient du protestant trop accommodant avec le péché ; les hétérosexuels mal assurés de leurs goûts tremblaient à l'idée de ce regard lourd et de cette main de jardinier se posant sur quelque cuisse brune, à l'ombre des palmiers ou des cinémas de quartier... Il y avait enfin l'adjection faite à Nathanaël de tout rejeter, y compris les *Nouritures*, pour n'écouter que son plaisir... A-t-on idée ? Mais l'homme était trop mou et bien mis, avec ses longues vestes de tweed savamment avachies, trop douillet sous ses chapeaux bosselés et ses cache-col, trop chat devant l'eau froide, trop épris de points-virgules et de mots rares, trop rebelle amateur, pour incarner l'ange de toute révolte...

Seul, un conservateur de roc flaire la ruse. Il s'appelait Henri Massis. « *Classicisme de façade* », s'indigna-t-il ; en dessous, c'est toute la culture occidentale qui se trouvait menacée ! Il arriva que des craintes ayant paru excessives jusqu'au risible en leur temps se révélèrent proches de la vérité. Non seulement Gide est à l'origine des vocations littéraires les

plus bousculantes depuis trois générations ; mais le soupçon que nourrissent, sur eux-mêmes, les savoirs modernes et la littérature, qui sait si la graine n'en a pas été semée au début du siècle par notre inquieteur-né, distraitement, par jeu, pour rien, pour meubler son temps et égayer ses proches...

POUR repérer cette anticipation active, il fallait considérer à part les seules « sottes ». Dans l'imposante bibliographie gidiennne, manquait la lecture groupée de *Paludes* (1895), *la Prométhée mal enchaîné* (1899) et *les Caves du Vatican* (1914). Bertrand Fillaudeau comble cette lacune. Son *Univers ludique d'André Gide* confirme brillamment que les grandes œuvres n'ont jamais dit leur dernier mot. On croyait savoir les sottes par cœur, en avoir épuisé la saveur ; il restait à en mesurer la portée.

Rien de trompeur comme le saugrenu en littérature. On a beau suivre Schiller, pour qui « l'homme n'est pleinement homme que lorsqu'il joue », on a beau se méfier, avec Proust, de « l'intelligence raisonneuse appliquée à l'art », et, avec Gide lui-même, du « caduc » des « œuvres sérieuses », un préjugé immémorial veut que le rire relève d'un genre mineur. Les auteurs eux-mêmes s'étonnent de leurs réussites dans ce domaine, comme si elles leur avaient échappé. Relisant *Paludes*, Gide se dit « épaté », devant Julien Green, qui relate le propos en janvier 1932. « J'aurais dû continuer dans cette voie, ajoute Gide ; plus tard, j'ai accepté certaines conventions. Je me demande si je n'ai pas eu tort... »

(Lire la suite page 13.)

JACQUES ROUBAUD La Belle Hortense



« On s'amuse, on rit, on retrouve le plaisir de la lecture, la joie de lire... Roubaud jongle avec les éléments de la vie, de la culture et de l'imaginaire, sous le masque de la plaisanterie, pour que surgisse la comédie Inventive. » Serge Goffard, (*Révolution*)

« Eh oui ! La couleur du polar, le goût du polar, et patras ! pas de « pot aux roses » et tout recommence, en un ultime clin d'œil à Raymond Queneau comme si l'on repartait pour un nouvel « exercice de style. » Josyane Savigneau, (*Le Monde*)

Ramsay

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

HISTOIRE

La ruée

vers l'est

Perti vers l'ouest, Christophe Colomb y rencontra des « Indiens ». Quelle ne fut pas sa déception de les trouver misérables, alors qu'il pensait arriver dans un Orient somptueux dont toute une littérature légua par les explorateurs du Moyen Âge avait progressivement débordé le mythe !

Trois siècles plus tôt, le monde, pour un Occidental, c'était le monde méditerranéen et nordique avec cette ouverture inquiétante vers le sud qu'était l'Islem. Or, au troisième siècle, un nouvel espace s'ouvre vers l'est, et c'est une véritable révolution intellectuelle en Occident.

Il y a désormais un monde autre, différent : c'est l'empire mongol de Gengis Khen et de ses successeurs. Dominant à l'Eurasie une relative unité, il rend possibles les contacts

entre Extrême-Orient et Extrême-Occident. Et ils furent nombreux, entre 1250 et 1350, les voyageurs-écrivains qui, profitant de la paix mongole, pénétrèrent en Asie centrale, puis gagnèrent la Chine et l'Inde.

Ce sont ces voyageurs que l'on suit dans le livre de Jean-Paul Roux. Nous vivons avec eux l'ouverture progressive de mondes nouveaux, mais aussi la route au quotidien avec ses difficultés, ses dangers et ses découvertes extraordinaires.

A travers les récits de Marco Polo bien sûr, mais avant lui de Plin Carpin ou de Rubrouk, on voit comment se construit dans la conscience occidentale une connaissance plus exacte du monde et en même temps le mythe d'un Orient lointain, difficile d'accès, mais riche d'or et de tissus précieux, inépuisable réservoir d'âmes à conquérir pour le vrai Dieu.

MICHEL SOT.

★ LES EXPLORATEURS AU MOYEN ÂGE, de Jean-Paul Roux. Fayard, 352 p., 95 F.

ANNIVERSAIRE

A la gloire de Sacha Guitry



MILLE documents en noir et en couleurs ! Jacques Lorcey, qui sait tout sur Sacha Guitry, a mis le paquet pour fêter le centenaire de l'auteur de *Désiré* et du *Roman d'un tri-cheur* (1).

D'abord, il a réuni des hommages : Jack Lang, Jacques Chirac, Léautaud, Cocteau, Fernand, Michel Simon... chacun y est allé de sa plume, saluant « l'incomparable », « l'irremplaçable », « l'incroyablement obscurant » Guitry.

Sur l'œuvre — théâtre, prose, cinéma — Lorcey est incoïtable. Du *Pape*, la première pièce (1902), à *Les trois font la paire* (1957), le dernier film, on parcourt un répertoire sans égal. Guitry a su faire rire, émouvoir, intriguer aussi.

Au fil des témoignages, on devine, derrière l'amusant, un homme grave et solitaire. « Son regard était d'une lucidité étroite, parfois même gênante » (Michel Simon). La légende a caché le moraliste et le chercheur. Guitry, on l'oublie toujours, est le maître de Godard et de Truffaut.

En huit jours, rappelle Lorcey, Guitry écrit et fit répéter un vaudeville, le *Mari*, la *Femme* et l'*Amant* (1919). Cette activité dévorante ne l'empêcha pas de vivre ni d'aimer. Henri Jedoux publia aussi des souvenirs sur Guitry, le *Théâtre et l'Amour*. Après tant d'œuvres, il végérait dans l'existence de celui qui, « contentaire sans rides » est « assigné... à la gloire perpétuelle ».

R.S.

★ SACHA GUITRY, CENT ANS DE THÉÂTRE ET D'ESPRIT, de Jacques Lorcey. Editions PAC, 797 pages, 450 F.

★ LE THÉÂTRE ET L'AMOUR. SACHA GUITRY, d'Henri Jedoux. Perrin, 277 pages, 100 F.

(1) Signalons aussi la réédition de la biographie de Sacha Guitry par Dominique Desanti (Grasset, 380 pages, 89 F.).

PAUL DREYFUS

Ces drôles de médecins

En Chine, en Corée, au Bénin, au Sénégal, au Pérou, au Paraguay, en Inde, etc., des guérisseurs des sortiers, des marabouts, des acupuncteurs, des médecins aux pieds nus... Comment à travers le monde les hommes soignent les hommes.

le Centurion

ROMAN

Les lettres

ouvertes

d'un assassin

Fidèle à la tradition des assassins romantiques du dix-neuvième siècle, le narrateur du roman d'André Beum, *Les Ténébres*, ne conçoit pas que l'on puisse assassiner sans cynisme et désinvolture. Cet ému de Pierre-François Lacenaire se vante, dans les lettres ouvertes qu'il adresse au rédacteur en chef d'un journal, à son avocat et à son médecin, du meurtre d'un adolescent qu'il se fette d'avoir ainsi soustrait à la médiocrité de son existence. Sa victime, qu'il avait pris soin de fréquenter quelques mois, lui semblait être « un magnifique paysage étouffé sous une épaisse couche de brume grise et défilante ».

Le héros d'André Beum n'entend d'ailleurs pas justifier son acte, mais répondre à l'aveugement à l'incompréhension diffamatoire de la société. Le style de l'auteur ne manque pas de superbe, mais il est fâcheux qu'André Beum ait élargi son récit en faisant un peu de politique-fiction autour des attentats dont furent victimes Jean-Paul II et Ronald Reagan.

Le narrateur se dévoile progressivement et l'on en vient à douter de la véracité de son crime. Ne confie-t-il pas à son défenseur : « Mes confidences, mes aveux, mes réflexions, quel qu'en soit le ton, sont autant d'expériences auxquelles je soumetts la réalité. » « Coupable de naissance, je traverse l'existence, hétéro, plein d'angoisse et de haine à l'égard de l'homme que je suis et des hommes qui lui ressemblent, à la recherche de la faute à commettre qui justifie cette culpabilité », dit encore cet assassin en devenir, qui pressent que les assassins les plus plaisants restent ceux que l'on rêve et que l'on ne comprend pas.

PIERRE DRACHLINE.

★ LES TÉNÉBRES, d'André Beum. Ed. Jacques Antoine (55-57, rue des Eprouviers, 1000 Bruxelles, Belgique), 104 p.

DERNIÈRES LIVRAISONS

ROMAN

● Eliane Thielland : *les Aventures de Madame Zaza*. Sexe et scatologie : à travers le personnage de Madame Zaza, ancienne dame-pipi reconverte dans la voyance, Eliane Thielland trouve le point de départ d'un défilé de personnages hauts en couleur : rôtisseurs aux habitudes perverses, clients de Madame Zaza en proie aux péripéties les plus burlesques, voyantes aux techniques loufoques, tous ces personnages, croqués avec truculence, composent une galerie particulièrement cocasse. (Régine Deforges éditeur, 251 p., 79 F.)

HISTOIRE

● Jacques Lemaire : *les Origines françaises de l'antimacaronisme (1744-1797)*. Calomniées, accusées de complots, persécutées souvent, les loges maçonniques ont été, dès leur apparition, soupçonnées de contrevenir à l'ordre établi. Dans une étude minutieuse, Jacques Lemaire met en évidence les origines précises de l'idéologie « antimacaronne » en France. S'appuyant sur l'œuvre d'Augustin Barruel (précurseur dans l'accusation des francs-maçons) et sur des faits historiques, l'auteur montre les ressorts politiques, idéologiques et religieux du rejet des loges. (Editions de l'université de Bruxelles, 26, avenue Paul-Hégar, 1050 Bruxelles, 131 p., 350 FB.)

● Michel Herubel : *la Bataille de Midway*. Étudiant une rencontre navale décisive pour l'histoire du monde, Michel Herubel trace avec minutie le déroulement des opérations qui conduisirent à la victoire des Américains sur les Japonais. Entre le journal de bord et le grand reportage, un ouvrage bien documenté, son auteur ayant puisé dans les archives de l'US Navy. (Presses de la Cité, 236 p., 85 F.)

ESSAI

● Désiré Calderon : *la Droite française*. Journaliste, Désiré Calderon collabore actuellement à l'hebdomadaire *Révolution*. Dans cet ouvrage, il cherche à mettre en évidence les réalités que

recouvre aujourd'hui le concept de droite : droite unique ou droites diverses ? (Messidor. Editions sociales, 214 p., 90 F.)

SOUVENIRS

● Gisèle de Monfreid : *De la mer Rouge à l'Éthiopie*. Nom de légende et d'aventure que celui de Monfreid. Fille du romancier Henri de Monfreid, l'auteur évoque, dans un récit rempli d'anecdotes, sa jeunesse hors du commun : une double pénétration au sein d'une Afrique fascinante et d'une famille qui ne l'est pas moins. (Editions France-Empire, 208 p., 74 F.)

DOCUMENTS

● *Le Soldat de Lagrange*. Ecrites du front entre août 1914 et septembre 1916, les *Lettres de Germain Cuzacq* sont des documents sur la condition des « poilus » durant la Grande Guerre. Présentées par Pierre Lagauche, ces quatre cents lettres mettent en évidence non seulement le dénuement matériel d'un paysan brutalement arraché à sa terre natale, mais aussi sa détresse morale : écrivant à sa famille, le soldat de Lagrange se livre à deux mondes : celui, réel, des conflits et, celui, imaginaire, d'un lieu qu'il ne reverra jamais. (Editions Eché, Toulouse, 156 p., 115 F.)

MÉDECINE

● H. Ashton/R. Steptey : *Fumer, psychologie et pharmacologie*. Ce travail de deux ans, mené en collaboration avec des médecins, débute sur une interrogation : « Parmi les comportements de l'être humain, fumer est certainement l'un des plus étranges. » Cet ouvrage s'efforce d'élucider la « plaisir du tabac » : tient-il à l'habitude (symboles liés au tabac, goût...) ou à l'absorption proprement dite de nicotine ? Enrichi par une vaste bibliographie et par un index détaillé, un panorama très complet du tabagisme, de ses causes et, éventuellement, de ses remèdes. (Pierre Mardaga, Bruxelles, 261 p., 197 F.)

40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES

40 Nouvelles



40 auteurs, 40 histoires, cocasses, angoissantes, merveilleuses, étranges, tragiques, acides ou tendres.

Des nouvelles de Frédéric Pottecher, Chester Himes, Heinrich Böll, Jean-Louis Terrade, Frédéric Vitoux.

Des écrivains français, des écrivains du monde entier : russe, colombien, italien, mexicain, espagnol, cubain, polonais, égyptien...

Une idée vacances du Monde.

Chez votre marchand de journaux 29 F ou par correspondance.

Le Monde

BON DE COMMANDE BON DE COMMANDE BON DE COMMANDE BON DE COMMANDE

nom _____ prénom _____

adresse _____

code postal _____ localité _____

nombre d'exemplaires _____ x 34 F (frais d'expédition inclus) = _____ F.

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE
SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO 5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES

50 من الأصل

● PHILOSOPHIE

M. de La Palice réhabilité

Dans son dernier essai, le Philosophe et les Sortilèges, Clément Rosset profère, en jubilant, des vérités décourageantes

CLÉMENT ROSSET a inventé le pessimisme jubilatoire. Il aligne avec une sorte d'euphorie des vérités décourageantes, par exemple que le réel est idiot, c'est-à-dire absolument particulier, et par là rebelle à tout ce qui peut en être dit ou connu ; que le pouvoir est nécessairement arbitraire, même s'il en existe des formes plus tolérables que d'autres ; qu'il colle à nos semelles et que l'ailleurs dont nous rêvons ne se confondra jamais avec lui.

Pas d'arrière-monde, ni d'outre-monde, ni d'autre monde, et à quelques onces près, qui ne sont pas oégloges, ce monde-ci ne peut être différent de ce qu'il est. Clément Rosset ne croit pas aux révolutions trahies par un malencontreux accident de l'histoire.

Jankélévitch, le maître et l'ami de ce philosophe, a développé, à sa manière musicale, les raisons pour lesquelles, on ne peut rien dire, que ce soit du temps, de la mort, de l'existence, qui sont l'effectivité même. Clément Rosset a son style propre, clair, élégant, racé ; et toujours l'air de quelqu'un qui rit dans sa barbe, prenant un malin plaisir à citer Raymond Devos et Astérix. Son commentaire d'Ali Baba et les quarante voleurs, vrai morceau de bravoure, aboutit à cette conclusion qu'ici ne coïncide qu'avec ici. Le singulier ne peut se désigner que par lui-même.

Clément Rosset rend un hommage philosophique à M. de La Palice : si ses propos prêtent à rire, c'est qu'il en va de même de la réalité. Le pouvoir se réduit à

une tautologie, « la représentation du pouvoir est le pouvoir lui-même », ou tout simplement le roi est le roi. On se souvient des mésaventures de Sosie : « Qui va là ? - Moi. - Qui, moi ? - Moi... » Comme le rappelle récemment une voix autorisée, « moi c'est moi et lui c'est lui ».

De Gaulle et Auguste Pignard

A vrai dire, la tautologie est la figure favorite du politique. De Gaulle l'a utilisée avec maestria, parce qu'il était de Gaulle. Pour prendre un autre exemple, la gauche se définit de ne pas être la droite, ce qui l'autorise à pratiquer d'importe quelle politique sans risquer son identité.

Dans la célèbre émission de Stéphane Collaro, « Cocorico-boy », Auguste Pignard prend fréquemment la parole : « Je suis, dit-il, Auguste Pignard, de La Motte-Beuvron ». Cette communication faite, qu'a-t-il à ajouter ? Rien. Il est Pignard, cela lui suffit.

Manifestement contemporaine, désabusée, désillusionnée, la pensée de Clément Rosset suscite ce plaisir paradoxal qui signe la victoire de l'esprit. On pourrait paraphraser Hegel : la vie de l'esprit ne s'effraie pas devant le rien, elle le supporte et se maintient en lui. Moderne, ou post-moderne, Clément Rosset fait aussi écho aux penseurs du déclin de l'Antiquité. Naguère, il a excellemment préfacé les *Philosophes à vendre*, de Lucien, et

certes, il ressemble à celui qui vint en Ionie constater le décès de la métaphysique grecque.

« Le réel n'intéresse personne », dit avec raison Jean Baudrillard, qui aurait dû toutefois ajouter : sauf Aron. Le réel est l'idiotie même, mais également ce qui se transfigure. La culture est l'ensemble des façons humaines de nier la réalité, la mort, le non-sens. Quand Clément Rosset taxe Lacan de mysticisme, pour avoir enseigné que rien ne vient à l'existence sans l'éclairage du verbe, je n'ai pas qualité pour le contredire. Cependant, de même que la psychanalyse est un leurre mais aussi sa mise en évidence, Lacan fait apparaître la structure mystique de l'expérience.

Aux tautologies de Parménide - l'être est, le non-être n'est pas, - Platon avait opposé le jeu de l'autre. Sans cette intercession, nous sommes, en effet, réduits à la tautologie et au silence. Aujourd'hui, il semble que la fonction de l'autre soit inhibée. Parce que l'humanité doit faire face à une altérité radicale qui n'est pas symbolique mais réelle - la possibilité de son extermination par la technique onénaire, de son dépassement par l'intelligence artificielle, de sa transformation par le génie génétique, etc. La pensée n'a pas affaire à rien, mais au monstrueux.

FRANÇOIS GEORGE.

★ LE PHILOSOPHE ET LES SORTILÈGES, de Clément Rosset. Ed. de Minuit, collection « Critique », 118 p., 50 F. Un essai du même auteur, *L'Objet singulier*, vient d'être réédité dans la même collection (110 p., 40 F.).

Michel Hulin et l'imaginaire de l'au-delà

En explorant les innombrables mythologies de l'immortalité, un penseur cherche une issue à ce labyrinthe.

LA poix, le soufre, les membres déchiquetés, les souffrances infinies dans un univers de feu habité de hurlements sans réponse... Cet enfer « aux cent quarante quatre mille supplices », qui y croit encore vraiment ? La damnation éternelle, même chez les chrétiens, ne fait plus recette. Décrits à foison par des milliers de textes de la tradition, ces supplices se sont effacés de nos croyances créatives.

Malgré tout, comme des sondages l'attestent, la majeure partie des hommes d'aujourd'hui croient encore à une survie. Mais ils n'en ont plus de représentation précise ni structurée. Là où chaque culture eut, de par le monde, des images nettes, des mythes détaillés, voire des topographies allégoriques mais minutieuses, nous n'avons plus, pour la première fois, que des intuitions floues et des espérances vagues.

La notion d'au-delà a-t-elle fait son temps ? Devons-nous la ranger au nombre des illusions d'un passé révolu, parmi les fantasmes d'une humanité encore dans l'enfance ? Quel sens l'au-delà peut-il avoir encore pour nous ? Professeur de philosophie comparée à Paris-IV Sorbonne, Michel Hulin s'est attaché avec bonheur à ce vaste problème. Son érudition accueille des textes d'origines très diverses sans rien perdre de la rigueur philosophique.

De l'Asie centrale à l'Inde, de l'Afrique à Israël, de l'Égypte à la Perse, ce sont presque tous les au-delà possibles qui sont répertoriés. Étonnant panorama. De quoi, au premier regard, avoir le vertige. Mais de ce kaléidoscope de l'imaginaire, Michel Hulin fait un usage ordonné. Avec une grande clarté, il montre comment, à travers cette prolifération de mythes, ce maelström de croyances incompatibles, hétéro-

clites, disparates, ne règnent ni le désordre ni l'alcatoir.

Quatre questions en forment les axes permanents. L'au-delà est-il proche, monde semblable au nôtre, ou lointain, absolu indicible ? Ses « habitants » gardent-ils leurs corps ou sont-ils de purs esprits ? N'existe-t-il qu'une naissance, ou une infinité, sans commencement ? Les injustices de ce monde sont-elles réparées dans l'au-delà ? Suivant les réponses faites à ces quatre questions, on obtiendra tel ou tel dogme. Cette belle clarification mérite de retenir l'attention. Mais en elle-même elle n'a rien de proprement philosophique.

Savoir mourir à soi

L'auteur fait vraiment œuvre de philosophe, ce soulignait d'abord que les réponses opposées à chacune de ces quatre questions sont pour l'esprit aussi légitimes et aussi insatisfaisantes les unes que les autres. Il est par exemple aussi légitime de penser que dans l'au-delà des châtements doivent attendre le vice et des récompenses la vertu que de soutenir que la toute-puissance divine ne saurait être soumise à une morale et une comptabilité en fin de compte humaines.

Bref, les représentations historiquement attestées sont toutes partielles et limitées. Faut-il donc prendre notre parti de la mort sans issue et nous résigner à la finitude, à l'absurde et à l'innommable ? La véritable originalité de ce livre est d'esquisser une solution philosophique possible de ce problème. L'au-delà est une notion dont il faudrait nous défaire, non pour verser dans la platitude de la vie fugitive, mais pour comprendre que la notion même n'est qu'une déformation, adaptation, transposition imagi-

naire d'une expérience réelle et plus fondamentale : celle de la « non-mort ».

Si nous pouvions dépasser notre individualité, les limites de notre ego temporel, de notre conscience singulière, alors nous ferions l'expérience, commune, toute proche, de ce présent immobile qui est l'éternité. Nous saisirions que l'au-delà n'est pas un ailleurs, mais ici même. Encore faudrait-il savoir mourir à soi, et comme traverser ou accepter sa propre disparition. Fantasmagorie ? Pas si sûr. Michel Hulin rappelle de nombreuses études faites sur les situations limites : les récits des accidentés qui se sont crus perdus, des réanimés que l'on tenait déjà pour morts font tous état d'un sentiment de paix, de calme, de détachement.

Le même thème se retrouve chez les mystiques de traditions très diverses. Au cœur de la pensée bouddhiste, dans le soufisme islamique, dans le christianisme d'un Maître Eckhart (et déjà dans le *Phédon* de Platon), il est question de lâcher prise, de mourir pour passer au-delà - et découvrir que cette autre rive n'est nulle part ailleurs qu'ici et maintenant, vus différemment, sans peur ni tristesse, sans espoir ni désir... rien qu'indicible plaisir. La « face cachée du temps », inaccessible à la raison.

Etranger aux modes, le livre de Michel Hulin, écrit dans une langue d'une réelle clarté, mérite un plus vaste public que le cercle des spécialistes. Certes, ses thèses irritent sans doute plus d'un lecteur, mais il est rare qu'un livre de philosophie soit une aussi plaisante rencontre.

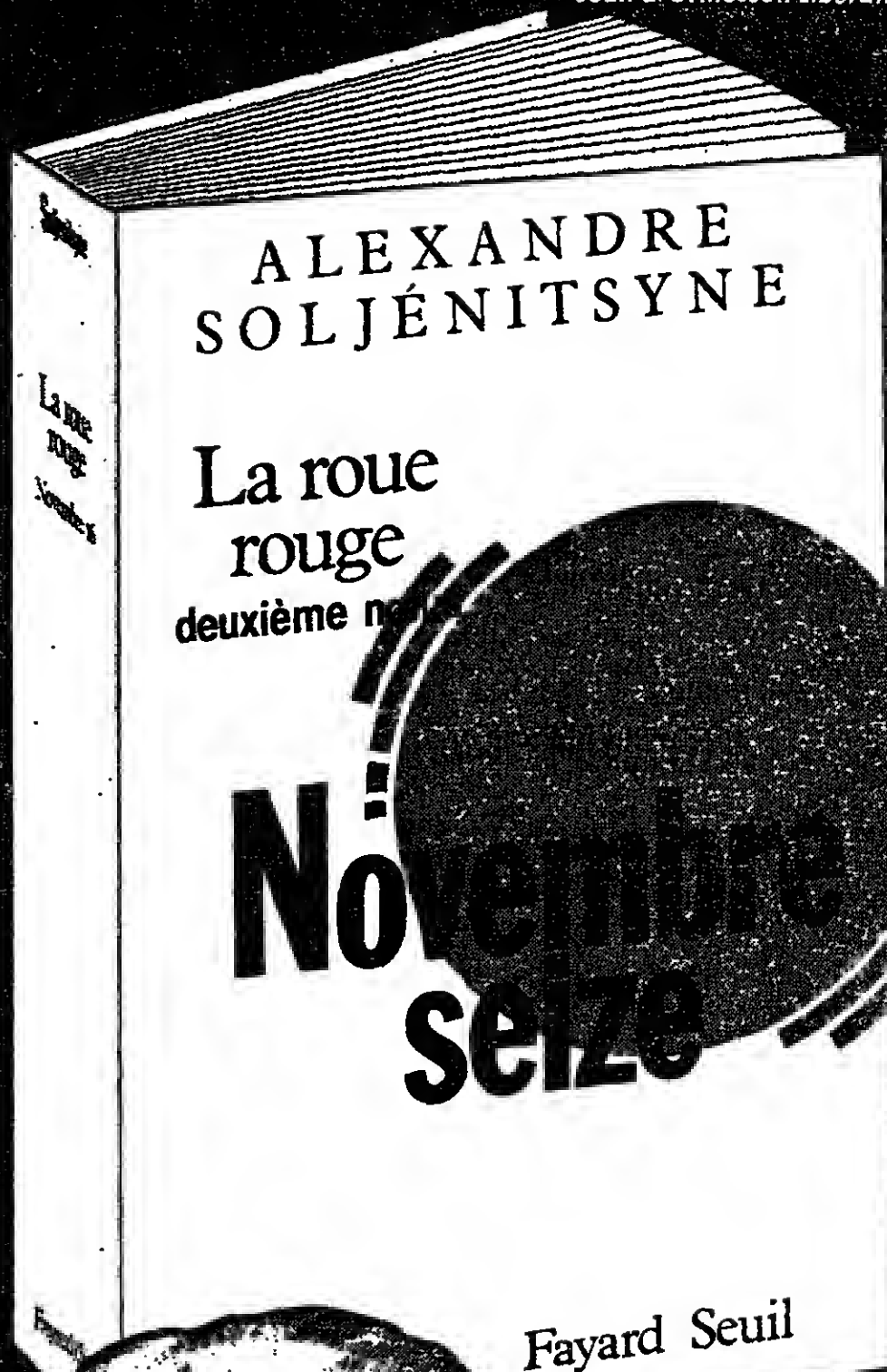
ROGER-POL DROIT.

★ LA FACE CACHÉE DU TEMPS, de Michel Hulin, Fayard, 420 p., 115 F.

SOLJÉNITSYNE

Un événement formidable dans la littérature contemporaine

Jean d'Ormesson *Liberation*



1088 pages
250 F

FAYARD
SEUIL

● PORTRAIT

Jean-Marie Turpin dans le labyrinthe de l'autobiographie

Les aveux romanesques d'un honorable, mais très étrange professeur de philosophie, presque petit-fils de Louis-Ferdinand Céline

L'ŒIL délavé, l'air écorché, sur le qui-vive, Jean-Marie Turpin a une grande carcasse de bérillon, le cuir comme tanné par l'envie de prendre le large.

C'est un honorable professeur de philosophie, né en 1942 dans une famille bien-sous-tous-rapports, à Neuilly. Il est doté de plusieurs ancêtres illustres, en particulier un presque grand-père, un certain Louis-Ferdinand Céline (1). Il a écrit plusieurs livres, dont un roman sur le philosophe Jules Lequier (2) ; il est l'auteur de pièces de théâtre, pour France-Culture.

Tout cela pourrait être plutôt satisfaisant.

Jean-Marie Turpin, désespéré, gentil, complaisant, aigu, lucide, balourd, attentif, anxieux ou farfaron, a d'autres soucis. Si, à quarante ans passés, sa vie ressemble autant à une suite de brillants départs toujours recommencés, c'est qu'il est possédé par un refus radical de la médiocratie de la vie « installée ». Il s'est donné un mal de chien pour dépouiller tous les oripeaux d'enfant bien élevé, pas question de se laisser doucement endormir par le renoncement qui guette le petit-bourgeois en bout de révolte.

Comme il est trop exigeant et trop fûté pour ne pas voir ce qu'il y a de facile dans la dérive, et de convenir dans l'esthétique de bistrot, Jean-Marie Turpin vit en deux temps : il fait des projets, ça marche, il entreprend de les réaliser et, quand ça va décidément trop bien, il se lance dans une patiente entreprise de sabotage. Cnurnnée, bien sûr, d'excellents résultats. Il est doué, vous dit-on. C'est une histoire de ce genre que raconte son dernier roman, très autobiographique, *la Seconde Eglise*.

« C'est une histoire de gâchis et de douleur, et aussi une histoire de reconstruction patiente, une dérive philosophique sur fond de divorce, de chagrin et de cuites. »

« Un délire maîtrisé »

La scène est double. D'un côté, la rue Saint-Antoine, à Paris, son marché, qui tient une place considérable, et l'église Saint-Paul. De l'autre, la Bretagne, où l'on est à la fois plus libre et plus réprimé. Trahi par une famille soucieuse avant tout de bien-séance qui vous envoie au gnot ou à l'hôpital « au premier mouvement personnel ». Contre cette famille-là, ses préjugés, son étroi-

tesse, Jean-Marie Turpin est avec son grand-père d'adoption Louis-Ferdinand. Il y a deux camps, une fois pour toutes. Et il faut faire attention à rester du bon côté.

Puisqu'il s'agit toujours, dans le livre comme dans la vie, de repartir du bon pied, il y a dans *la Seconde Eglise* une véritable ascèse de l'expérience élémentaire.

« C'est comme un exercice, un délire maîtrisé », remarque Jean-Marie Turpin. Il faut faire le vide pour qu'émerge, peu à peu, mot à mot, la conscience de soi.

Alors l'histoire remonte par goules. Entrent en scène les grands-pères, la mère-grand, image de la vieillesse intolérable, avec son regard insupportable de demande, à la veille de sa mort. Toute la famille défile et un gémissement monte du tréfonds : « Souvenez les petits. » Une prière à Dieu sait quoi, par où se rejoint l'enfance. Grandir, c'est éventuellement « remplacer par des mots les moutons qu'on comptait pour s'endormir. »

La « clinquette » des mots.

Pour cette enfance, Jean-Marie Turpin a une tendresse lyrique, furtive, émuante.

Il nomme cela : « L'Avant, quand tu croyais qu'il suffisait

d'être complaisant aux faiblesses des vieux pour avoir du bonbon. »

Pas d'attendrissement : nn jour, il n'a plus aimé sa grand-mère, il a su qu'il n'était pas facile d'échapper aux églises, et qu'on avait du mal à démêler le vrai du faux. Très sartrien, il s'emploie consciencieusement à montrer comme la sensibilité s'accompagne avantageusement de lucidité méchante et ravageuse.

Archaïque et sophistiqué

Le labyrinthe de l'autobiographie raisonnée est un endroit où vite l'air vient à manquer : les fils se mélangent, on étouffe. La culpabilité n'y est pas pour rien. Que peut-il arriver à un homme qui ne veut pas se séparer d'une femme et de deux enfants alors que le divorce a déjà eu lieu ? Il y a une église moche, lourde et rassurante, pour pleurer de ne pas croire, pour extorquer aux choses, au temps, un grain de sens.

Comment se cramponner dans la prairie « horriblement glissante des mots en désordre ? » Heureusement il y a le mar-



« Acheter devient l'action, la résolution. » Refaire les gestes qui ligotent au réel. Acheter du lait, des œufs, des fruits...

Jean-Marie Turpin n'est pas très décidé à se résigner à être davantage qu'une promesse éblouissante qui s'il le voulait...

La tentation lyrique, la méditation mystique, il oscille. Archaïque et sophistiqué. Il ne faut pas trop s'inquiéter. Il a trop de phrases qui bouillonnent. Une

manière irremplaçable de parler des fleurs qu'on achète au marché. Des fleurs jaunes.

GENEVIEVE BRISAC.
★ LA SECONDE EGLISE OU IL SE PRESENTA A MOI, de Jean-Marie Turpin. Flammarion, 103 p., 60 F.

(1) Jean-Marie Turpin est le petit-fils de la première femme de Louis-Ferdinand Céline.
(2) Selon Jules Lequier. Ed. Hal-

● CORRESPONDANCE

Les philosophes sous l'Occupation

Dans le débat qui a suivi la mort de Vladimir Jankélévitch et l'entretien posthume suscité par *Libération*, nous avons publié un article de Michel Contat, « Les philosophes sous l'Occupation » (« Le Monde des livres » du 28 juin), à propos duquel Simone de Beauvoir, Jacques-Laurent Bost et Jean Poulillon nous écrivent notamment :

Michel Contat regrette que Jankélévitch n'ait pas ouvert, du vivant de Sartre, le débat — si l'on peut ainsi parler — sur l'attitude de ce dernier et de Merleau-Ponty pendant l'Occupation. Puisqu'il pense que ceux-ci « ont manqué à leur simple devoir d'hommes », que ne l'a-t-il ouvert lui-même à l'occasion d'un des entretiens qu'il ait avec Sartre ? Dissimulait-il alors ses sentiments ou sont-ce les propos de Jankélévitch qui lui ont ouvert les yeux, au moment, d'ailleurs, où Sartre — mais il y avait habitude — est une fois de plus pris comme bouc émissaire ? (...)

En fait, que reproche-t-il à Sartre ? De n'avoir pas su faire « les choix cruciaux » (qui) « imposent aux intellectuels qui défendaient la liberté dans leurs écrits ». Il n'ignore pourtant pas que Sartre, rentré de captivité en avril 1941, a aussitôt fondé un groupe de résistance, à une époque où ni l'URSS ni les Etats-Unis n'étaient entrés dans la guerre et où ce n'était évidemment pas en croyant proches la victoire et la libération qu'on pouvait prendre ce genre d'initiative. Certes, ce groupe n'a pas eu une longue existence : est-ce une raison pour en minimiser la signification ? Rappelons d'ailleurs qu'en faisant partie Yvonne Picard, morte en déportation, et François Cuzin, fusillé par les Allemands. Ce ne fut pas le sort de Sartre : Contat le regrette-t-il ? Sur qui donc écrivait-il aujourd'hui ? Il doit bien savoir aussi que Sartre est ensuite entré au CNE (lequel n'existait pas en 1941 et ne regroupa que plus tardivement la résistance intellectuelle), qui lui donna son accord pour faire représenter *les Mouches*, dont les Lettres françaises clandestines publièrent un compte rendu élogieux. Mais qu'aurait-il dû faire ?

A lire Contat, on ne le voit pas très bien : on peut tout de même le deviner : protester publiquement contre tout ce qui se passait alors, signer des péti-

tions (...). C'est imaginer la vie intellectuelle et littéraire sous l'Occupation d'après ce qu'elle est devenue ou redevenue après la Libération. C'est également projeter la célébrité de Sartre et de Merleau-Ponty après guerre sur leur obscurité de l'époque — relative pour la première, totale pour la seconde. (...)

SIMONE DE BEAUVOIR
JACQUES-LAURENT BOST
ET JEAN POULLILLON.

[Ce que je reproche à Sartre ? Certes pas de n'être pas mort les armes à la main. Et l'ignorer si peu la courageuse et honorable tentative de *Socialisme et Liberté* en 1941 que je la mentionnais d'instinct dans l'article. Seulement, en son nom de la morale qu'il a lui-même formulée et à laquelle il ne prétendait pas échapper (« On regrette l'indifférence de Balzac devant les journées de 1848, l'incompréhension apparente de Flaubert en face de la Commune ; on le regrette pour eux (...). » 1945, *Situation II*), je regrette pour lui, comme je suis sûr qu'il regretterait de n'avoir pas senti que représenter *les Mouches*, en 1943, dans un théâtre auquel on avait retiré son nom de Sarah-Bernhardt parce qu'il était juif, montrait de l'indifférence aux persécutions dont les juifs étaient les victimes.

L'homme qui avait publié *l'Enfance d'un chef* en 1939 avait prouvé son hostilité aux antisémitismes. L'homme qui voulait devenir dramaturge et faire jouer des amis « en moins de la moitié de sa carrière et de ses proches. C'est comme ça. Et c'est ça dont le biographe a à connaître. L'homme de Simone de Beauvoir est de n'avoir pas éliminé de la correspondance de Sartre qu'elle a publiée les passages qui indiquent la priorité de ses soucis dans les années noires. Sartre est un immense écrivain. Ce qui n'empêche ni de l'interroger ni de s'interroger.]

M. C.

● ENTRETIEN

Frédéric Dard, « écrivain forain »

(Suite de la page 9.)

— Dans les années 40, Léo Malet a écrit vingt romans sous le pseudonyme de « Frank Harding » (2). Ensuite, Boris Vian prit celui de « Vernon Sullivan ». Avec « San Antonio », vous n'êtes pas un isolé.

— Nous avons été marqués par les Anglo-Saxons. Après la guerre, les Américains avaient un prestige fabuleux. L'Amérique, c'était le ciel ! On a découvert Peter Cheyney, et les autres, Hammett, Chandler. Ça nous a secoués, et on a eu envie de sauter dans leur roue, d'oublier Rouletabille ou Arsène Lupin. A côté de *la Clef de verre* et de *la Môme Vari-de-Gris*, les intrigues léchées, les puzzles, on trouvait ça gnangnan.

— Mon premier San Antonio, — je l'ai déjà raconté cent fois — fut une commande. J'avais écrit une nouvelle, un pastiche de Cheyney, pour *Samedi-Soir*. Cette nouvelle, un brave homme d'imprimeur-éditeur lyonnais, Jacquier, l'a lue. Il m'a téléphoné : « Elle est bien et nouvelle. Tu devrais faire une série. » Jacquier était un bon vivant, le gros mec sympa. Je pilais la dalle, à l'époque. Un type m'offrait la sécurité. Matérielle, peut-être, mais surtout morale. Je rêvais d'écrire un roman par an et d'être sûr de le publier. Ce premier San Antonio fut un flop formidable ! Monumental. Chez les bons libraires, aujourd'hui, il vaut au moins 500 balles.

— Chase, encore un pseudo, a démarré un peu avant moi. C'était un ami. Chose marrante, je l'ai perdu de vue à partir du moment où nous avons habité le même pays, c'est-à-dire la Suisse. Je l'ai connu à Paris parce que Hossein voulait que j'adapte *Pas d'orchidées pour Miss Blondish*. La pièce fut montée au Grand Guignol. Chase a dû mourir sans savoir dix mots de français. C'était Anthony Eden, moustache et sourcils cambrés. Un homme charmant, incroyablement pudibond. J'ai voulu

l'emmener dans des boîtes un peu louches, comme le Fiacre. Il n'était pas question. Quand on pense aux trucs saufs qu'il a inventés !

— Jean Cocteau a écrit : « San Antonio, c'est de l'écriture en relief, un arceau pourait le lire avec la peau des doigts. » Vous avez fréquenté d'autres écrivains de ce calibre ?

— Cocteau a flairé le coup. Il a vu, dans mes bouquins, de la littérature. J'ai eu affaire à plusieurs monstres sacrés. A Simone. J'ai adapté *La neige était sale*. Il vivait aux Etats-Unis. Quand je lui ai envoyé ma mouture, il me l'a retournée avec des retouches. La pièce fut jouée au Théâtre de l'Œuvre. Mise en scène de Raymond Rouleau. Je venais de débarquer à Paris et de vivre ma période crève-la-faim. *La neige* eut un succès terrible.

— Alors j'ai demandé à Francis Carco la permission d'adapter son *Jésus-la-Caille*. Carco était un homme merveilleux. Je vais vous raconter quelque chose que je n'oublierai jamais. Jamais. J'avais écrit mon découpage et je l'ai porté à Carco, qui de Bettbune. Il m'a reçu, en disant : « Je sois ce qu'on éprouve quand on a fini une chose poraille. Asseyez-vous dans ce fouteuil. Je vais lire votre texte tout de suite. » C'est pas étonnant ? Il était là, dans sa robe de chambre noire, avec des motifs éhinois, genre fumeur d'opium. Un œil fermé à cause de la cigarette collé au bec. Assis devant son bureau. Je le regardais. Je regardais la Seine. Il lisait toujours, impossible, sans un mot. Ce fut un des moments terribles de ma vie d'auteur. Et puis Carco a posé la dernière page de mon manuscrit. Il s'est levé. « Eh bien, mon petit, c'est parfait. » La pièce a été montée, avec Lemaire dans le rôle principal. Un beau gosse. Carco était fou de joie. Il m'a envoyé l'édition originale de *Jésus-la-Caille*. Elle était dédiée : « A Frédéric Dard, qui m'a redonné ma chance. »

— A Bordeaux, en avril 1965, le Centre de sociologie des faits littéraires, dirigé par Robert Escarpit, organisa un séminaire mémorable sur le « phénomène San Antonio ». Depuis, on vous a consacré de nombreuses thèses. Les linguistes, les sémioticiens et les sociologues s'occupent de vous. Pourtant, sous le nom de San Antonio, en tête d'un roman hors collection auquel vous tenez beaucoup, vous avez mis une autodéfinition qui n'est rien moins que : « Ecrivain forain. »

— Les thèses, j'évite de les lire. Je me replonge plutôt dans *Mort à crédit*, le Céline que je préfère. Je suis un peu comme Simenon, pour ça. Mais je sue sang et eau, à chaque paragraphe. J'avance sans plan, en me servant de l'intrigue policière où sont plongés San Antonio et Bérurier l'affreux comme d'une rampe. Je m'y mets tous les matins. Pour quelques lignes, il m'arrive de sortir dix fois mon Robert. J'ai, à force, une sorte de « crampe du Robert » ! L'important, d'abord, c'est le titre. J'en ai plusieurs en réserve.

— Mais ce n'est pas seulement pour le titre que je tiens à ce roman récent, très différent des autres, *Faut-il tuer les petits garçons qui ont les mains sur les hanches* ? Ce qui m'est arrivé avec ce livre est incroyable. Ouvrez-le à la page où j'indique que ce qui n'était qu'une fiction,

soudain, est devenu vrai. Il m'est arrivé ce que j'étais en train d'écrire ! Un pauvre type m'a vraiment enlevé ma fille... J'ai d'abord voulu oublier le début du manuscrit, et puis je l'ai repris et terminé.

— Les San Antonio de série, je continue à en produire. J'en suis même à cinq par an. Tenez, je peux vous faire voir mon planning, ce petit bout de papier sur lequel j'ai écrit les dates de remise des prochains, pour 1985. Comme je suis un petit peu en avance, je vais même me payer le luxe d'écrire une pièce. Je dois penser à ceux qui me lisent dans le métro, dans les casernes, et aux autres, les intellects que je fais marrer. Ils me lisent au troisième degré. Les plus de cent cinquante millions de livres de San Antonio qui circulent, je ne dirai pas que ça me donne le vertige. La postérité ? La gloire ? Là encore, je m'en fous. Je suis comme Gran-cher. Faut apprécier la minute qui passe, ce champagne. Et je dois filer. La Suisse m'attend.

Propos recueillis par RAPHAEL SORIN

★ FAUT-IL TUER LES PETITS GARÇONS QUI ONT LES MAINS SUR LES HANCHES ?, de San Antonio, Fleuve noir, 324 p., 90 F.

★ BACCHANALE CHEZ LA MÈRE TATZL, de San Antonio, Fleuve noir, 216 p.

(2) Repris aux nouvelles éditions Oswald.

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

سكزا من الأصل

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Et si c'était quand même lui, le diable ?

(Suite de la page 9.)

« J'ATTENDS des autres qu'ils m'expliquent mes livres », disait-il encore. Ce n'était pas qu'une politesse. Bertrand Filladeau fait partie des « autres » grâce à qui le lecteur comprend mieux son propre plaisir. L'enchantement où nous nous plongeons et où nous plongeons encore les Caves ou Paludes, surtout Paludes, nous l'attribuons généralement, je l'attribuons, à une intense passion des mots cachant sous la dérision sa crainte d'aimer pour rien.

La perfection et l'effet persistant de Paludes auraient dû nous prévenir qu'il ne s'agissait pas seulement d'un bibelot ou d'un signe de reconnaissance entre narquois. En nous berçant de mondanités nées, de liaisons inabouties et de voyages différés, le Narrateur se force et nous incite à ne pas voir les vrais enjeux de l'entreprise. Derrière le pas de clerc frileux, l'aventure se révèle aussi périlleuse que dans la farce médiévale, dont la sottise descend en ligne directe. La parodie ne se contente pas de siffler le réel : elle libère les forces immaîtrisables du hasard et de la singularité.

A l'époque où Gide écrit ce qu'il appelle d'abord son « traité de la contingence », la rationalité et le réalisme dominent les esprits. Le Narrateur vise bel et bien à briser cet enlacement, en se moquant au passage du dernier effort avorté pour en venir à bout : le symbolisme. Il prend le risque de ne rien « mettre à la place ». Son entourage a beau jeu d'ironiser sur la vase où il s'enlise, sur les pièges rhétoriques qu'il se tend.

A moins de partager la sottise de l'entourage, le lecteur doit accepter de patrouiller dans le marais du Narrateur, qui le rappelle sans cesse à une évidence centrale : la littérature n'est qu'un jeu de marionnettes, qu'une logomachie. Seule certitude : l'écrivain au travail, bouillonnant, bouillonnant...

C'était annoncer, avec quatre-vingt-dix ans d'avance, le soupçon ravageur où se débat la littérature. Ne sachant plus quoi représenter et ne croyant plus à ce qu'elle représentait, elle se replie sur le murmure vague de son propre discours. Bref, elle réécrit Paludes.

La sottise tire sa force et sa modernité de ce que tout y est miné. Rien n'y échappe à la seule loi admise : celle d'un jeu, et

sans loi. Jeu avec l'« histoire » racontée : inexistante dans Paludes, ressaisie dans Prométhée, proliférante dans les Caves. Jeu avec le texte : on y trouve toutes les recettes du comique carnavalesque dont usera à la lonesco, accumulation, détournement de lieux communs, accidents de ponctuation, rencontre du précieux et du familier, technicité mystificatrice, cacophonie de mots qu'on dirait délivrés du vieux devoir de signifier...

Le jeu englobe prénoms, noms, lieux, situations, chiffres, symboles, mythes et textes augustes. Eschyle, Virgile et la Bible sont convoqués, de préférence à contretemps, à contresens. La rigidité psychasthénique que Jean Delay diagnostique chez le Narrateur de Paludes n'est qu'apparente. Son irresolution ne l'empêche pas de se conduire en expérimentateur hardi, en apprenti sorcier. Cet aboulisme pour réunions de littérateurs sous-mallarmés manie la poudre, sciemment.

CETTE poudre s'appelle l'enfance. Gide et ses personnages s'y cramponnent comme à la seule liberté. Ils refusent l'injonction de la société d'agir sur la « réalité », qu'ils contestent globalement, comme le carnaval du Moyen Age. L'acte gratuit de la sottise devient la seule arme contre le règne de la raison et de la rentabilité.

Bien sûr, ce jeu ne s'en prend qu'à des artifices. Mais Massis avait raison de redouter l'irruption d'imprévu dans le vieil ordonnancement symbolique. Le démon existe, il suffit de l'inventer. Le rôle va à Gide comme un gant. Personne ne peut mesurer l'effet à long terme de ses secousses aimables. L'insécurité s'étend de proche en proche. Comme sa devancière médiévale, la farce moderne accélère, en les rendant sensibles, les vacillements profonds de l'histoire de longue durée.

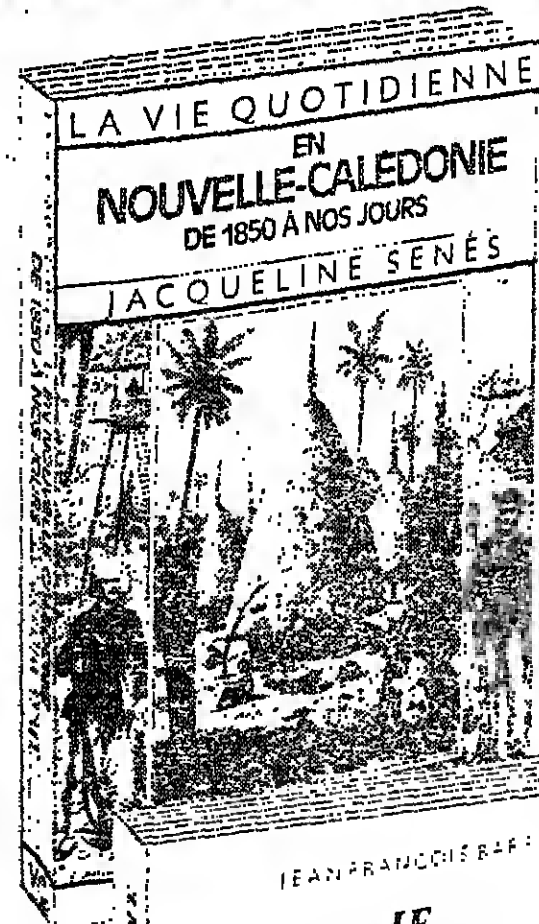
Après la fin des dieux, de l'art pour l'art et du romanesque, quelle religion sauver ? Ce diable de Gide en voit une, qui en vaut bien d'autres : écrire Paludes et sa suite Polders, c'est-à-dire du néant où s'inscrit notre destinée commune, tout en sacrifiant le seul bonheur de tracer des signes sur le sable, et d'y élever des cathédrales - comme il est dit pour la rime - périssables.

★ L'UNIVERS LUDIQUE D'ANDRÉ GIDE, de Bertrand Filladeau, Corti éd., 330 p., 130 F.



... Un livre étonnant comme une thèse et passionnant comme un roman...
... Un travail de recherche considérable. Une enquête passionnante à suivre...
... La réouverture d'un dossier ultra-secret...
P.J. Franceschini, LE MONDE
Gilles Lambert, LE FIGARO
FRANCE - SOIR

ATTENTION, NOTRE HISTOIRE S'ÉCRIT AUSSI AU BOUT DU MONDE.



364 p.
84 F

JEAN-FRANÇOIS BARRÉ
LE MALENTENDU PACIFIQUE
DES FAUSSES RENCONTRES ENTRE POLYNÉSIE ET FRANCE ANGLAIS ET CE QUI S'ENSUIVIT JUSQU'À NOS JOURS

284 p.
89 F

HACHETTE

● POLITIQUE-FICTION

Un président sous influence

Le dernier roman de politique-fiction de Clive Cussler, *Panique à la Maison Blanche* ou comment « flirter » avec l'affrontement nucléaire mondial en manipulant le locataire du bureau ovale.

DIABOLIQUE, décidé-ment, ce Clive Cussler. Et plus déchaîné que jamais. Dans l'incroyable Secret, son précédent roman traduit en français (1), cet ancien aviateur reconstruit dans le renouveau des épopées navales, avait mis en scène un personnage qui présentait l'indémodable particularité d'être ministre de l'Intérieur du

Canada, le jour, et chef d'une organisation terroriste luttant pour l'indépendance du Québec, la nuit. Toujours un peu trop curieux et avides, en outre, d'assurer la sécurité de leurs approvisionnements énergétiques en provenance de la Belle Province, les Américains s'étaient évidemment mêlés des histoires de leur voisin, et tout cela avait

manqué se terminer par une déclaration de guerre, ce qui aurait été vraiment trop triste.

L'ambition de Cussler, cette fois, débordant largement le cadre nord-américain. Et, du coup, *Panique à la Maison Blanche* fait quasiment passer le frisson de l'affrontement nucléaire mondial.

Qu'ou en juge. De l'Alaska à Odessa, du Pacifique au golfe de Louisiane, des Caraïbes à la Corée, une terrifiante conspiration se développe. Son but vise à manipuler le gouvernement des Etats-Unis. Le bénéficiaire de cette machination doit être le pouvoir soviétique. Jusque-là, rien de bien extraordinaire. Ce qui l'est plus, ce sont les moyens mis en œuvre par Moscou pour parvenir à ses fins. Il s'agit de s'emparer de l'hôte de la Maison Blanche, de modifier sa perspective politique en plaçant dans son cortex cérébral un implant micro-miniaturisé et télécommandé - le lavage de cerveau. C'est vraiment trop rigolo - et de renvoyer le bonhomme, au bout de quelques jours, dans son bureau ovale, comme si de rien n'était. Ni plus ni moins.

Un pacte satanique

Pour réaliser ce plan audacieux, les Russes ont conclu un pacte satanique avec une bande d'armateurs coréens sans scrupules, animés par l'appât de l'or et un appétit irrésistible de puissance. Heureusement, Dirk Pitt, le chef des projets spéciaux de l'Agence nationale maritime et sous-marine, veille au grain. Malgré dix ans - déjà ! - passés au service de l'auteur (il avait fait sa première apparition en 1973 dans *The Mediterranean Caper*, pas encore traduit en français), ce James Bond des profondeurs marines conserve des réflexes intacts et une prodigieuse intuition. Dieu soit loué et, avec lui, la liberté de l'Occident!

Expert reconnu en matière de recherche de navires naufragés,

Cussler a un faible pour les épisodes en mer (2). Au point que l'on se demande parfois si l'aventure, ici, ne va pas sombrer dans une banale histoire de bataille navale. C'est faire injure au pouvoir d'imagination d'un romancier dont l'œuvre est de plus en plus appréciée par les amateurs de politique-fiction. Pour mener son enquête, Dirk Pitt fait appel aux moyens techniques et scientifiques les plus modernes : clichés de satellites d'observation géologiques, piratage de banques de données informatiques, gadgets électroniques divers. Et comme ses adversaires ne sont pas non plus tombés de la dernière pluie, l'empoignade est proprement homérique.

Un livre toutes saisons : d'été, assurément, au bord de la plage, mais attention, sans trop s'éloigner du rivage, car Dirk Pitt pourrait rôder dans les parages à la poursuite de ces damnés Coréens : mais à déguster aussi l'hiver prochain, au coin du feu, un verre d'un alcool aux bruns reflets chauds posé devant soi.

MANUEL LUCBERT.

P.S. - L'actualité joue parfois de bico mauvais tours aux auteurs de politique-fiction. *Panique à la Maison Blanche* se déroule en 1989 et André Gromyko y est brièvement mentionné en sa qualité de ministre soviétique des affaires étrangères. L'homme qui dirigea imperturbablement la diplomatie de l'URSS pendant une quarantaine d'années donnait une telle impression d'immobilité qu'il avait fini par faire croire au monde entier qu'il était irremplaçable. Cela n'est plus vrai depuis le 2 juillet dernier. Sur ce point, mais sur ce point seulement, l'imagination de Clive Cussler a été prise de court.

★ PANIQUE À LA MAISON BLANCHE, de Clive Cussler, traduit de l'américain par Michel Lederer, Grasset, 362 p., 89 F.

(1) Grasset, 1982.
(2) Lire aussi *Renflouez le - Titus* - J'ai lu, 1979.

● VOYAGES

L'odyssée de Sindbad

ON croyait connaître Sindbad le marin, parce qu'on l'avait rencontré au détour des *Mille et Une Nuits*, rajouté aux cortèges de Schéhérazade par Antoine Galland, le premier traducteur, l'homme par qui le goût de l'Orient et la mode de l'orientalisme arrivèrent jusqu'à nous au dix-huitième siècle.

Un chercheur-professeur-traducteur, René R. Khawam, vient de faire une traduction des manuscrits originaux qui nous donne le texte intégral de l'odyssée de ce marin du début du neuvième siècle, que l'appât du gain et de l'aventure poussent sur les mers. Sur son bateau chargé des tissus, des bijoux les plus précieux de Bagdad, Sindbad a quitté le port de Bassorah pour une série d'aventures, de naufrages, de rencontres avec des monstres et des magiciens. Sept voyages dont il revient chaque fois plus riche et plus puissant.

Sept voyages vers des pays que René Khawam a identifiés pour faire mieux entrer dans le réel ce marin mythique, aventurier dont les marchandises évoquent les fastes de l'Orient : bois d'aloès, bois de santal, camphre, noix muscade, clous de girofle, cardamome, cannelle, gingembre, cinnamome, came à sucre, noix de coco, ambre, musc ! Le traducteur nous signale que Sindbad ne vogue d'abord vers Sumatra, que le royaume de Maharadja est peut-être l'île des Célèbes, que

le deuxième voyage le mène vers Madagascar et Bornéo ; le troisième, vers Java ; le quatrième le fait revenir vers Sumatra pour repartir, au cinquième voyage, vers la côte orientale de l'Afrique et les Maldives, puis, au sixième, vers le sud de l'Inde, du côté de Madagaskar, et vers Caylan, Ormuz, le golfe Persique ; au septième, enfin, vers la Chine et la Japon. L'auteur anonyme, en l'absence de cartes géographiques, a, en somme, dressé l'état du monde à son époque.

On lit avec beaucoup de plaisir cette traduction qui se veut fidèle, et sans élégance affectée, d'île en île, de mer en mer, à la suite de ce marchand-poète-voyageur qui s'est placé sous l'œil de Dieu : « Louanges à Dieu, le tout-puissant, l'omnipotent, le très haut, l'opulent, le créateur de la nuit et du jour, des montagnes et des mers, de la Terre avec ses continents et de l'étendue des eaux. A lui la louange et la gloire, le remerciement et l'éloge ! A lui encore la reconnaissance tout au long des siècles futurs. Amen. »

Amateurs de voyages et de fantaisie, il est temps de s'embarquer avec Sindbad !

N. Z.

★ LES AVENTURES DE SINDBAD LE MARIN. Texte intégral. Traduction sur les manuscrits originaux, par René R. Khawam. Phébus, 244 p., 79 F.

● UN INÉDIT DE MARCEL PROUST

« Pauline retrouvée »

Pauline Gouves-Dives est secrètement éprise d'un beau sous-officier. Elle écrit, en juillet 1893, à son confesseur, désigné sous le simple nom de l'abbé. Voici trois lettres de ce roman épistolaire jamais achevé. Trois lettres signées Pauline, c'est-à-dire Marcel Proust.

« Le moindre nuage au ciel m'assombrissait »

Paris, 4 août 93.

NON, je ne vous oublie pas mon abbé, mais j'ai mieux ne pas vous écrire. Puisqu'il faut bien que je vous réponde, recommençons une correspondance qui me fera beaucoup de plaisir et de bien. Seulement permettez-moi de laisser une marge, avec toute une partie de mon cœur, en blanc. C'est très bien d'être sincère, mais il ne faut pas être cynique. Du reste, à quoi bon me confesser d'intentions qui prendraient par là une réalité définitive. Et puis, vous avez beau me dire « ce n'est pas le prêtre, c'est l'ami », c'est bien plus effrayant. Il y a bien des choses que je dirais au prêtre si elles ne devaient pas rester dans la mémoire de l'ami. Distinguez-moi, je suis bien dans la tristesse et j'ai bien besoin de vous.

La princesse d'Alériouville a donné une comédie inepte chez elle avant hier. D'ailleurs je n'ai jamais vu tant de figures à quelques bêtes et vulgaires. Tout le Mexique et le Paraguay devaient être là. Je ne connaissais pas dix personnes. N'importe, cette soirée avait un grand charme de mélancolie : c'était la dernière soirée de l'année. Vous savez bien que ce n'est pas par amour des autres et que je n'y vais guère.

Mais songez à ce que c'est que la dernière soirée de l'année. Songez qu'une personne (et il y en a là évidemment plusieurs) qui commence d'aimer va à la dernière soirée de l'année avec le sentiment qu'elle ne verra plus pendant des mois ce qu'elle aime. Tout au plus, et en arrangeant avec angoisse toutes les circonstances, y apprendra-t-elle où cela sera jusqu'à l'hiver. Juste assez pour passer ses journées et ses nuits, à Trouville ou à Saint-Moritz, à rêver à la Touraine ou

à Spa. Oui, j'ai pitié de toutes les pauvres vies fragiles que ce vent d'avant l'automne disperse si cruellement que le cœur est toujours loin d'elles.

De même, abbé, chaque fois qu'il pleut, je suis triste en souvenir du temps où, toute petite fille, je restais des heures à la fenêtre pour voir s'il ferait beau, si ma bonne m'emmènerait aux Champs-Élysées, où jouait avec moi le petit garçon que j'aimais autant que j'aimerais jamais dans toute ma vie. Le moindre nuage au ciel m'assombrissait. Quelques gouttes de pluie me tiraient des larmes des yeux. Chaque fois qu'il pleut, je prie pour toutes les petites filles amoureuses qui n'ont pas aux Champs-Élysées et qui souffriront sans qu'on le sache. Avant chaque bal, je prie pour celles qui n'ont pas d'autre occasion de voir celui à qui elles pensent sans cesse, qui auront une infinie déception s'il ne vient pas au bal, si même, au dernier moment, leur mère ne s'est pas décidée à n'y pas aller.

Vraiment, la vie d'une jeune fille du monde amoureuse est un poème muet et d'autant plus touchant de mélancolie et de souffrance. Je célèbre comme de tristes anniversaires les averse de l'après-midi, les bals qui ne tiennent pas ce qu'ils promettent, et par dessus tout la dernière soirée de l'année. Aussi j'étais trop triste (sans avoir, abbé, des raisons personnelles de l'être) chez M. d'Alériouville pour m'y ennuyer comme j'aurais fait, et les gens horribles qui étaient là prenaient pour moi une certaine grandeur de désolation. Tout cela n'est pas bien pour vous plaire, mais c'est à l'ami que je parle. Que l'abbé ne se fâche pas. Dieu me garde de devenir un bas bleu, vous savez que rien ne me semble aussi odieux. Mais j'ai envie de faire des pièces pour me débar-

asser de ma tristesse qui crévera, j'espère, comme un orage en eau.

Avec mes dispositions de ces jours-ci, vous pensez bien que ce seront des tragédies. Mais je suis un peu embarrassée. Si vous voyez Chalignan, demandez-lui des sujets. Je n'en ai trouvé que deux qui soient suffisamment tragiques. Un, c'est les facteurs qui cheminent avec tant de déceptions et de félicités avec eux. Je vous assure que, pour une femme éprise, toutes les lettres qu'elle attend et toutes celles qui arrivent autres que celles qu'elle attend, voilà la grande émotion de chaque jour. Même si les lettres qu'elle voudrait, elle ne peut les recevoir, si celui qui pourrait les écrire ne sait pas qu'elle aime tout de même ; et elle appelle au secours de son absurde espoir toutes les superstitions, les mysticismes, le plus vieux romanque, pour qu'il ne meure pas de son impossibilité même.

Aussi c'est bien une émotion de tous les jours. Croiser dans sa cour le facteur qui entre, avec la certitude qu'il n'apporte pas ce qui lui serait si facile d'apporter, ce n'est pas une rencontre banale. Mais je ne peindrais pas que ce côté du sujet. Et toutes les mauvaises nouvelles des malades, les dépêches d'accidents mortels à une mère, ces lettres si dures d'un fils à une mère, un mari à sa femme, qu'elles mettent entre eux quelque chose d'irréconciliable contre quoi tous les élan de tendresse viendront se briser, tout cela sera.

Mon second sujet vraiment tragique, ce sera les douairières qui passent le temps à combiner des mariages et qui réussissent quelquefois, hélas ! dans cette œuvre de destruction et de mort. Nous en connaissons, n'est-ce pas, abbé ? On les verra en train de

faire leur tapisserie, échangeant ces projets terribles d'un air satisfait et je tâcherai de tant pousser le portrait, de leur donner tant de caractère qu'elles sembleront être les Parques (c'est-il bien les Parques ?) en train de fuseler nos destinées. Même, je pense que ce serait d'un assez bel effet que le décor qui représentera tel salon du faubourg — que vous connaissez bien, mon petit abbé — s'ouvrit tout à coup, et dans le fond on verrait, d'avance, toute la suite irrévocable des malheurs que ces vieilles sont en train d'ordir, les vies confites dans les larmes, des maris partant avec leurs maîtresses devant leurs femmes désespérées, les suicides, les meurtres, etc.

Voilà, mon abbé, de beaux plans. Mais je crois que ce sera pour plus tard, et j'espère même, pour ne pas dégoûter mes amis et que Chalignan continue à venir me voir, que ce ne sera jamais. J'ai trouvé l'article du Gaulois sur le snobisme de Chalignan idiot. Si Chalignan préfère notre monde à l'autre, c'est comme il préfère Poitiers ou Rome à Chicago ou à des villes neuves ou industrielles qui n'ont encore gardé la forme d'aucune âme et le souvenir d'aucun passé. Dieu sait qu'il fait des exceptions pour de jeunes Américaines (vous m'entendez, abbé !), et qu'il laisse de côté bien de vieilles Poitevines et d'austères Romaines. Même si je l'en avais cru (bien que dans le fond il doive être bien content de sa sévérité) et que cela ait bien plus de couleur pour lui comme ça, j'aurais fait tant de connaissances que, avant beaucoup d'années, mon salon serait devenu quelque chose sans nom, quelque chose (horreur !) comme le salon de la princesse d'Alériouville.

Dites-moi si vous viendriez me voir un mois, mon abbé, parce que cela me déciderait peut-être à louer une grande chose très belle en Touraine, où vous chasseriez comme un bienheureux. Jusqu'ici je fais des tournées de bûitaines et je reviens toujours à Paris — deux ou trois jours — qui est exécuté : il n'y a plus personne. Trouverez-vous que j'aie à me mêler avec moi des élections cette année ? Écrivez-moi plus longuement, n'est-ce pas. Je vous aime de tout mon cœur.

GOUVES-DIVES.

« Des Walkyries derrière les arbres d'Engadine »

Saint-Moritz

AH ! mon cher petit abbé, vous ne m'aimez pas soumise et vous me voulez fâchée. Votre cœur — se dilaterait de joie si je vous disais, mon cher abbé, vous n'êtes qu'un sot. Hé bien, votre cœur peut se dilater. Comment, vous me reprochez de voir des Walkyries derrière les arbres ? Mais malheureux, qu'y voyez-vous donc ? Et si je cessais d'en voir, pensez-vous que je continuerais d'aimer les arbres ? Vous ne connaissez donc pas l'histoire du fou qui croyait revoir dans une bouteille la princesse de la Chine. On lui cassa sa bouteille. De fou qu'il était, il devint bête. Est-ce sur le crétinisme universel que vous voulez fonder la vertu ? Le royaume de Dieu sera bien habité !

Pour moi, mon père, si vous le souffrez — et même si vous ne le souffrez pas — je prie Dieu chaque soir qu'il me permette de voir longtemps encore des Walkyries derrière les arbres d'Engadine, persuadé [sic] que ce sont belles et innocentes créatures, et bonnes à voir partout où l'on ne peut ; et loin de m'efforcer de ne pas regarder leurs grâces guerrières, je m'y appliquerais si on les voyait mieux encore en n'y

Ebauches

NE lire d'un roman épistolaire, en outre fragmentaire, que les lettres d'un seul correspondant, c'est un peu comme suivre une conversation téléphonique sans prendre l'écouteur : il faut imaginer les questions à partir des réponses, et les sujets à partir des commentaires. Par chance, Pauline Gouves-Dives, en bonne narratrice proustienne, s'en est tirée avec ses lettres, ses caprices et ses nostalgies avec le matériau même de la vie de son auteur, dont la correspondance — réelle — permet d'éclaircir nombre d'obscurités.

Car cette jeune femme un peu lésée, et élégamment rongée par un amour secret, a bien des points communs avec Marcel Proust. Comme lui, elle est à Saint-Moritz en août 1893 pour trois semaines, et ses rêveries wagnériennes dans les bois doivent beaucoup à l'enthousiasme éprouvé par Proust à la représentation de la Walkyrie, le 12 mai 1893. Tout comme on peut supposer que son récit s'inspire d'une lugubre soirée chez une princesse d'Alériouville, où « tout le Mexique et le Paraguay devaient être là », vise, de manière à peine voilée, une des dernières réceptions où figuraient M^{lle} Louise Cahen d'Anvers, née baronne Louise de Marpou, avant son prochain départ pour Montevideo.

C'est que les jeunes auteurs de ce début de roman se moquent visiblement de la vraisemblance narrative comme d'une guigne. Si Proust, à une exception près, s'applique à une orthographe méticuleusement féminisée, les propos qu'échangent Pauline Gouves-Dives et son « cher abbé » sont un peu déconcertants. Conseiller à un ecclésiastique, que Louis de La Selve peint quinquagénaire, méditatif et normand, la lecture — en édition de luxe — de poèmes de Robert de Montesquiou sur les peaux peut paraître un curieux moyen de tourner dans les « divines charités de la vertu ». Et l'interrogation sur la nécessité de se préoccuper des élections, une question parfaitement incongrue. Mais c'est en juin 1893 que Proust, qui vient de rencontrer Montesquiou, lui écrit des lettres exaltées sur ses œuvres, et en septembre 1893 qu'il vote à la

place de son père aux élections législatives.

Ce récit ne serait-il pas alors une fiction de fiction ? Trois jeunes gens jouent à s'envoyer les lettres, qui les concernent plus qu'elles ne dessinent des personnages. — et l'on peut parier que certains passages sont, pour eux, à double entente.

Mais l'intérêt de cette ébauche est ailleurs. Il est dans le sous-texte dont Proust remonte déjà, avant ses pages célèbres sur *Parus* ou *Guermantes*, pour les noms propres. A deux reprises, le 21 juillet 1893 dans des lettres encore inédites, il écrit à Daniel Halévy pour d'acquiescer du patronyme à donner à Pauline : la suggestion « vicomtesse de Dreu », née Dives est inacceptable car, dit-il, « il faudra bien que je signe quelquefois Dreu-Dives. Or ça a un peu l'air d'une ligne de chemin de fer, et j'ai peur que ce soit comme cette chanson où Léviage disait que si elle s'appelait Bazille, elle appellerait sa fille Madeleine... »

Il est surtout dans ce premier dessin d'une petite fille éperdue d'angoisse, parce que la pluie sur une promenade parisienne risque de lui voler sa rencontre éblouie avec un enfant aimé : « Chaque fois qu'il pleut, je suis triste en souvenir du temps où, toute petite fille, je restais des heures à la fenêtre pour voir s'il ferait beau, pour voir si ma bonne m'emmènerait aux Champs-Élysées, où jouait avec moi le petit garçon que j'aimais autant que j'aimerais dans toute ma vie. » Dans du côté de chez Swann, un petit garçon scrute le ciel « douloureux », tant compte « de tous les présages » pour savoir si, l'après-midi, il verra Gilberte dans les allées des Champs-Élysées.

Quelle qu'ait été l'extension du projet, dont ne subsistent que vingt et une pages d'écriture ébauchée, on peut penser qu'il tourna court. Proust en mourra d'abord une nouvelle, Mélanco-lique, villeduette de M^{lle} de Breyves, qui parut le 15 septembre 1893 dans la Revue blanche. Mais, avant tout, ces fragments ont le charme sépia des « crayons » où une courbe, une ligne, annonce le tableau futur.

MONIQUE NEMER.

« Le dépaysement toujours si triste »

Saint-Moritz

JE suis ici depuis hier, mon cher abbé, et mon départ a été décidé trop vite quoi que j'aie pu vous en prévenir. Aujourd'hui encore, je n'ai que le temps de vous écrire que je n'ai pas le temps de vous écrire. Je veux seulement vous remercier de votre lettre qui m'a fait grand bien. Comment ? Comme dans ce porte-photographies de votre salon, où je suis si à l'aise à tous les âges, je continue à me ressembler, caractère et esprit, depuis le temps où vous étiez déjà si bon pour moi toute petite ? C'est pour moi, surtout pour le moment si éparpillée, si à la recherche — sans me trouver — de moi-même, un grand soutien, un peu de certitude, comme un point d'appui.

Je ne pouvais plus rester à Paris, tant j'y étais nerveuse, et ne pouvant aller où j'aurais voulu, j'ai moins détesté aller très loin, me sentir au moins à l'abri contre des tentations folles et avoir au moins entre elles et moi — à défaut de ma volonté — de très grandes distances, très longues à parcourir. Hélas, ainsi seule, le dépaysement toujours si triste que j'ai dans des lieux nouveaux, surtout dans un nouvel appartement, plus cruellement encore dans un lit nouveau est devenu cette fois-ci comme une vraie amertume d'exil.

J'espère m'y faire vite et bien me plaire dans ce pays qui est superbe, étonnamment wagnérien, tout en lacs d'un vert de pierre précieuse avec, au-dessus, des montagnes où les nuages promènent de grandes ombres bleues comme sur la mer (vous savez, les grandes taches de la mer) et tout autour, des bois de sapins, très

bien pour que des Walkyries en descendent ou que Lohengrin y accoste. Dans la route qu'on fait en quatorze heures de voiture depuis Coire, il y a sur une crête vraiment inaccessible et vertigineuse un ébâteau fort en ruine dont les défunts seigneurs me font beaucoup rêver. Quels crimes, quels vices héréditaires allaient, de génération en génération, défendre, dans ce nid d'aigles, de toutes les curiosités, de toutes les haines, de toutes les violences. Les attaquer eût été fou, les voir malgré eux, impossible. Autour d'eux la désolation grandiose des montagnes violettes et l'ivresse d'une solitude absolue devaient porter à l'extérior toutes leurs voluptés, les poétiser, les élargir, les infinitiser, sans les rendre moins aiguës. Car vous savez, abbé, Baudelaire l'a dit : « Il est certaines sensations dont le vague n'exclut pas l'intensité et il n'est pas de pointe plus acérée que celle de l'Infini. » Quel endroit pour aimer ! J'écris ces derniers mots sans les penser à fond en même temps car la sensation en est pour moi trop forte, et l'amour, comme ces pics, a ses vertiges.

Il n'y a pas à penser à ce directeur, pour le moment bien entendu ; quand je serai revenue, je ferai ce que vous voudrez, mon père. Mais l'homme est-il si admirable que vous dites — ou plutôt ne serais-je pas trop audessus de lui, maintenant, pour être éclairée de ses célestes lumières, maintenant que l'humilité de mon esprit et de mon cœur, si imparfaits toujours, est encore rabaisée, que je suis dans une

ehute si profonde ? Ne vaudrait-il pas mieux attendre la fin de cette crise, que mon âme ait repris son calme, que ce poids ne soit plus sur moi et que je sois remontée à ma surface, si basse encore, mais enfin où vous voulez bien croire que de divines clartés pourront faire reluire un peu de vertu ? Je ferai tout ce que vous me direz, je suis votre amie et votre servante. Ouvrez vos bras pour qu'y pleure, s'y console, s'y repose et s'y rafraîchisse, votre

PAULINE.

Vous ne sauriez imaginer les tons d'élytre du lac pendant que je vous écris. Il ravive en moi ce désir que je vous disais l'autre jour d'avoir des paons et une opale. Mais des paons, où, mon cher ? J'aimerais bien les voir l'hiver et s'ils sont au Hâitre, comment faire ? Rue Barbet de Jouy, le jardin est vraiment trop petit, et ils m'empêcheraient de dormir. Croyez-vous que c'est un cri auquel on s'habitue ? Je ne sais pas si vous avez le *Chef des odeurs suaves* de Robert de Montesquiou. Le livre n'est pas encore en vente, mais il y a des éditions de luxe. C'est parce qu'il y a sur les paons deux pièces merveilleuses. Si vous ne les avez pas, je vous les copierai. Si vous avez le livre, cherchez la pièce intitulée « Pavones » et la suivante « Paon, l'oiseau Paon est mort, le Dieu Pan l'a pleuré ». C'est cela. On me dit que votre nièce d'Alériouville est attendue ici. Est-ce vrai ?

G. D.

Les titres, initiales et paragraphes sont de la rédaction, ainsi que des ajouts de ponctuation.



P. ROST

P. ROST

culture

FESTIVALS

JESSYE NORMAN A AIX-EN-PROVENCE

Les voix d'Ariane à Naxos

Il serait bien naïf de croire qu'un programme toujours les œuvres pour elles-mêmes et qu'une grande partie du public ne vient pas d'abord applaudir les interprètes, quoi qu'ils chantent... Ainsi, Ariane à Naxos, de Richard Strauss, qui n'avait pas été représenté à Aix-en-Provence depuis dix-neuf ans, est vraiment une œuvre de festival, avec ses trois grandes rôles féminins : le Compositeur, Zerbinette et Ariane. Lorsque ces emplois sont bien distribués, on oublie le « pourquoi » un peu mince d'un divertissement charmant, et l'on jouit du « comment » il est rendu.

Tout le prologue repose sur les épaules du jeune compositeur aux prises avec les aléas du mécène (1), contraint de mêler à son drame d'Ariane les piroquettes des comédiens italiens, et qui se désolait jusqu'à ce que les yeux doux de Zerbinette retournent la situation. C'est un rôle complet, exigeant, périlleux. Jeanne Pihand, à qui il est confié, possède une aisance et une agilité, dans le grave comme dans l'aigu, qui font merveille car on oublie la performance pour ne s'intéresser qu'au personnage.

Ghislaine Raphanel est plus connue du public français qui a eu l'occasion depuis quelques années d'assister à l'épanouissement de son talent. Elle avait déjà chanté Zerbinette à l'Opéra-Comique et on la retrouve à Aix avec une satisfaction sans mélange en dépit d'une certaine tension, parfois, sur les aigus tenus. Là aussi, cependant, quel naturel dans une partition semée d'embûches comme à plaisir. Mais il ne faut pas se le cacher, les piroquettes de Zerbinette et du Compositeur sont là, principalement, pour aiguillonner les sens de l'auditeur. Celui-ci attend qu'Ariane, à peine entrevue dans le prologue, commence à se lamenter sérieusement du départ de Thésée, qu'elle appelle la mort, et que Bacchus, prenant la place d'Hermès, vienne

démontrer le dangereux pouvoir des illusions.

Lorsqu'à la ville Ariane s'appelle Jessye Norman, et qu'elle est précédée des échos de son succès au Metropolitan Opera, on peut juger de l'importance du public. Respectueuse de ses engagements, la grande artiste n'a pas déçu : en outre, elle a réussi, par la conviction de son interprétation, à laisser entrevoir quelle belle œuvre tragique Strauss aurait pu composer s'il n'avait pas succombé au charme du mélange des genres.

Un des spectacles mémorables

L'orchestration de chambre, merveilleusement rendue par les membres du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France dirigés par Semyon Bychkov, ajoute à l'intensité dramatique, car cette voix profonde et puissante s'équilibre parfaitement avec une instrumentation dont la plénitude résulte d'une savante alchimie des pupitres solistes.

Qu'après cela, le timbre de Bacchus (William Johns) paraisse un peu ingrat, on pouvait le prévoir, d'autant qu'il arrive au point culminant, mais il possède les notes et la vaillance de son emploi : comme par ailleurs le reste de la distribution est d'un très haut niveau, on comprend sans doute cette Ariane à Naxos parmi les spectacles mémorables du festival d'Aix-en-Provence, à condition d'oublier un peu la mise en scène de Göran Jarvæfelt, on ne lui reprochera pas d'être au premier degré, mais de ne jamais sortir du convenu.

GÉRARD CONDE.

* Prochaines représentations : les 26 et 29 juillet.

(1) Le mécène d'autrefois, s'entend, car la Société lyonnaise de banque qui a apporté son concours à cette production, n'y a mis aucune condition draconienne.

A TOURS

Le public fait la sourde oreille

Y aurait-il des festivals maudits ? Si oui, les Semaines musicales de Tours doivent en faire partie. Quelle injustice d'oublier que des violonistes comme Spivakov, des artistes comme Baschmet sont les hôtes de Tours depuis maintenant plus de dix ans, et qu'ils firent là leur première apparition en France, quelle frustration pour les responsables qui martèlent sur pied, en parallèle, une Académie internationale où enseignent les plus éminents professeurs du conservatoire Tchaïkovski de Moscou.

Publicité pas assez appuyée ? Toujours est-il que la manifestation est boudée, alors même que ses participants sont plébiscités partout ailleurs. Nul n'est prophète en son pays d'adoption. A Tours, le public, peut-être trop gâté par les fêtes musicales de Mayak, fait la sourde oreille.

L'apothéose, en tout cas, aura lieu les 27 et 29 juillet à la cathédrale. Spivakov y rencontrera la mazza Tamara Sinyavskaya, dans un élan composé par le chœur Orfeon Donostia, venu d'Espagne, et la Northern Sinfonia of England. On aura aussi droit à quelques précieux réci-tals, notamment le 30, celui de la pianiste Tanana Nicolaeva.

ALEXIS BODDAERT.

■ L'ÉTÉ DE LA DANSE. - Le concours des jeunes compagnies, qui a eu lieu du 1^{er} au 7 juillet pendant « l'été de la danse à Paris », a été remporté par l'École de Danse Théâtre, dirigée par Marilène Breuker.

■ BANLIEUE PARISIENNE. - L'Institut français d'architecture (IFA) publie un supplément au Bulletin d'Informations architecturales consacré aux cités-jardins de la banlieue parisienne. L'analyse historique documentée, l'étude d'architecture pittoresque, se mêlent au regard d'un art de vivre oublié des architectes, un habitat villageois qui fut autrefois Paris. (IFA, 6, rue de Tournon, 75006 Paris).

■ ARTS DU GABON. - L'Agence nationale pour la promotion artistique et culturelle du Gabon présente une exposition à l'Orangerie du Luxembourg jusqu'au 28 juillet.

« NAISSANCE DU CINÉMA » - à Avignon

Les gestes de la vie

Le cinéma prend le relais du théâtre en Avignon dans l'attente des dernières créations dramatiques marquantes du Festival, comme la mise en scène par Antoine Vitez de Lucrèce Borgia, de Hugo.

« Naissance du cinéma », de 1895 à 1915, tel est le programme qu'a choisi cette année Jacques Robert et qu'a réalisé Christian Belaygue. Pour les cinéphiles, l'événement est capital : jamais aucun festival de Cannes ou de Venise, aucune cinémathèque n'aurait su réunir jusqu'à ce jour un si grand nombre de films tournés dans les toutes premières années du cinéma. Christian Belaygue, pendant des mois, a inventorié les collections publiques ou privées, de Tokyo à Washington, de Poona (Inde) à Copenhague, de Rome à Perpignan, dans quantités d'autres pays.

En ouverture de ces journées, ce fut un hommage à Georges Méliès. Mr. Madeline Méliès, petite-fille du cinéaste, a présenté elle-même un ensemble de films de son grand-père, ainsi que les quatre personnages essentiels des séances de cinéma muet, qui ne fut jamais vraiment muet, nous a-t-elle dit.

Le poignet du projectionniste

En effet, les projections de cinéma, dans les premières années, étaient assurées par un présentateur qui commentait le film, expliquait l'action et disait parfois quelques phrases de dialogue écrites par le cinéaste. Étaient présents aussi le pianiste, qui improvisait la partition musicale « sans filet », et ce que nous ignorons d'habitude, un bruiteur, équipé de tout un matériel, qui fabriquait les sons des explosions, avalanches, revolvers et autres brouhahas de tambours vus sur l'image.

La quatrième personne était le projectionniste, qui faisait tourner le machin à la main. Mr. Méliès nous a dit que, vers le troisième quart de la séance, le film passait plus lentement puisque le poignet de l'opérateur « fatiguait », mais dans les dernières minutes, à l'approche du repos et de la tasse de café, le rythme devenait presque emballé : le projectionniste voulait en finir.

C'est donc, avec les interventions parlées de Mr. Méliès, les bruits adéquats de Mr. Méliès, les brouhahas de musique de piano d'Éric Leguen, que nous avons vu de belles copies du Voyage dans la lune et d'autres films de

Méliès, comme par exemple le stupéfiant « Contonement d'Edouard VII » réalisé à Montreuil dans le décor reconstitué de l'abbaye de Westminster, quelques jours avant le couronnement réel, avec un sosie du roi dans le rôle principal (en fait un garçon de café des Grands Boulevards). Les vrais maîtres anglais de la cérémonie étaient venus surveiller à Paris les détails de la mise en scène de Méliès. Après le couronnement, le film eut un succès énorme en Angleterre, et le roi lui-même le jugea excellent.

On a projeté, d'autre part, les films des frères Lumière au complet et les films d'opérateurs de la maison Lumière. Choses vues dans les rues, les jardins, mais aussi des usines, des hôpitaux, des camps militaires, Drames, incendies, inondations... Toutes les résurrections de la vie réelle du pays juste avant et après 1900.

Ces films sont très fascinants. Ils ont une « force d'image », une netteté de traits supérieure à celle d'aujourd'hui. Il semble que les opérateurs aient pour idée première, presque pour seule idée, de capter le mouvement - le mouvement des jambes d'un coureur, celui des mains d'un joueur qui distribue les cartes, celui du vin qui tombe de la carafe dans le verre, ainsi de suite pour toutes les prises de vues : et jamais, dans le cinéma postérieur, ces mouvements des êtres vivants et des choses n'ont une telle intensité de présence. Mais en « vivant » sans cesse le mouvement, ces cinéastes des premiers temps parvenaient à saisir aussi, on ne sait comment ni pourquoi, l'acte humain ou animal dans son tout, l'énergie spirituelle de la vie.

Et ce phénomène de saisie de l'énergie de la vie est si grand sur ces images des films muets de Lumière que le spectateur a tout le temps une réaction bizarre qu'il n'a jamais devant les films faits plus tard : le spectateur, à la vue des enfants jouant au Luxembourg ou des dragons traversant un fleuve à la nage sur leurs échaux, se dit : ces gens-là ont été

vivants, ces gens-là ont existé, ils sont vivants, là, devant mes yeux, et pourtant, c'est incroyablement mort, ils sont des os et des poussières. Et cette sensation ne « passe » pas, comme si elle n'était pas acceptable.

Une réunion sensationnelle

Sans doute, à lire ici, ces réflexions paraissent-elles naïves ou trop évidentes. Mais cette impression si forte de la vie de l'image, de vie organiquement greffée à l'image, pourrait être la définition même de ce cinéma des premières années, de cette « naissance du cinéma ». Il y a eu là un art nouveau singulier, qui provoquait une émotion très singulière elle aussi, qui s'est prolongée quelques jours dans des films comme ceux de Flaherty, dans A propos de Niv, de Vigo...

Cette réunion sensationnelle de films des toutes premières années du cinéma à Avignon, nous a permis de voir également les bandes documentaires et de fiction tournées par les opérateurs de Pathé, de Gaumont, M^{me} Maud Linder, fille de Max Linder, a présenté le grand film qu'elle a réalisé sur la vie de son père : l'Homme au chapeau de soie. Puis c'est la projection, jusqu'au 29 juillet, des grands premiers chefs-d'œuvre, Les Vampires, de Louis Feuillade. The Invaders, de Thomas Ince, les œuvres de Griffith, Ivan le Terrible, d'Alexandre Ivanov, Quo Vadis, d'Enrico Guazzoni.

Il est capital pour la connaissance et le plaisir du cinéma que, avec le concours du ministère de la culture, du Centre national de la cinématographie et grâce au soutien d'Alain Crombeque, nouveau directeur du Festival d'Avignon, cet ensemble incomparable de trésors ait été projeté à Avignon par Jacques Robert et Christian Belaygue. Il faut à tout prix que ces films ne soient pas à présent dispersés et que cette fête de la Naissance du cinéma se renouvelle à Paris et dans les grandes villes de France et d'ailleurs.

MICHEL COURNOT.

COMMUNICATION

Un accord entre l'AFP et Didot-Bottin

INFORMATIONS FINANCIÈRES SUR MINITEL

Le fil financier « banque » de l'Agence France-Presse, dont l'accès était jusqu'à présent réservé aux agences bancaires et aux directions financières des grandes sociétés, sera accessible sur Minitel, comme le sont déjà les banques de données sur les entreprises, éditées par Bortin, et le cours des valeurs mobilières de la Compagnie des agents de change Par Valscop.

L'accord conclu entre l'AFP et l'éditeur Didot-Bottin précise que ces informations financières en mode videotex seront disponibles dès septembre prochain.

■ M. Alain Carignon, président du Cible grenoblois. - Le premier conseil d'administration de Grenoble TV Câble vient d'être son président. Il s'agit de M. Alain Carignon, maire de Grenoble, président du conseil général de l'Isère et député européen. M. Yves d'Hérouville, ancien journaliste de TF1, qu'il a quitté en mars 1984 pour assister M. Carignon dans le domaine des nouveaux médias, a été nommé directeur général. Cette société d'exploitation du réseau câblé a un capital de 250 000 francs en cours de constitution, décerné à 55 % par la ville de Grenoble et à 44,8 % par la Compagnie générale des eaux ; les 0,2 % restant appartiennent à cinq personnalités locales.

■ A la Bibliothèque nationale. - A la suite de l'enquête sur la situation de la Bibliothèque nationale (Le Monde du 11 juillet), M. Jean Gattegno, directeur du livre et de la lecture au ministère de la culture, nous adresse la précision suivante : « Je ne crois vraiment pas avoir dit qu'Alain Gaudon a été imposé à Jacques Lang », mais je suis sûr, en revanche, d'avoir affirmé qu'il a mené une politique qui ne tenait que faiblement compte des orientations souhaitées par le ministre.

LE DÉBAT SUR LES TÉLÉVISIONS PRIVÉES

UGC, « Libération » et l'agence Roux-Séguela demandent la concession d'une chaîne nationale

« Pour les télévisions privées, nous n'avons pas participé aux enchères jusqu'à maintenant mais je crois que notre candidature tombe au bon moment. Nous avons un projet original, une régie publicitaire qui nous garantit 50 à 70 millions de francs d'opinions et un an et demi de programmes déjà négociés qui nous permettent de commencer immédiatement. »

A l'appui de ses dires, Peby Guisez, administrateur d'UGC et porte-parole du projet, met tout sur la table : les études de programmation, les projets de budget, les audits du cabinet Andersen. Deux années de travail depuis qu'en avril 1983 l'un des trois grands groupes cinématographiques français a commencé à s'intéresser à la télévision, bientôt rejoint par le quotidien Libération et l'agence de publicité Roux-Séguela-Cayzac et Goudard.

L'idée originale, c'est la contre-programmation, stratégie qui a fait le succès des télévisions indépendantes américaines. Hlt TV - c'est son nom provisoire - ne cherche pas à concurrencer les grands, chaînes publiques ou Canal Plus, mais à se glisser dans leur venre mou. Pas de journaux télévisés, de grandes variétés ou de retransmissions sportives : au moment où les principaux réseaux se battent pour l'audience, Hlt TV se contente d'une télévision d'accompagnement faite de musique et de petites annonces.

La chaîne s'éveille à 22 h 30 avec des films et des séries jusqu'à 2 heures du matin. Au grand carrousel de 19 h-20 h 30, elle propose,

comme une alternative, un long métrage ou un magazine de spectacles.

Conçue pour un public jeune, volontiers « décalé », cette télévision puise délibérément dans le catalogue des films classiques et de séries déjà diffusées mais les habilite de débats ou de présentation spécifiques, à mi-chemin entre la Dernière Séance ou le ciné-club. Une recette qui limite beaucoup les frais : le budget annuel est de 200 millions de francs, dont 80 % vont à l'achat de programmes et à un minimum de production.

Aucun des trois partenaires n'a les reins assez solides pour tenter une aventure plus onéreuse et les ambitions sont volontairement limitées. « Si nous touchons 2,5 % d'une audience potentielle de 10 millions de téléspectateurs, nous équilibrerons en vendant trente minutes de publicité par jour », affirme Peby Guisez. La régie d'UGC, aidée par l'agence de Jacques Séguela, a déjà trouvé des annonceurs prêts à jouer le jeu.

Reste à convaincre les pouvoirs publics qui balancent pour le moment entre RTL, Europe 1, Télé Monte-Carlo et quelques autres. « Nous représentons une alternative crédible, résume Peby Guisez, confiant. Pas de grosse ponction sur le marché publicitaire, pas de concurrence avec les médias existants et un débouché intéressant pour le cinéma et les industries de programmes. »

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

PALAIS DES CONGRÈS AIX-EN-PROVENCE
KSENIA MILICEVIC
Peintures
15 juillet - 1^{er} août

REPRISE

« BABY JANE »
de Robert Aldrich

Attention, danger...

Si un jour, sur une plage, vous apercevez une vieille femme trop fardée qui dansote dans une robe blanche avec deux cornats de glace à la main, ne vous fâchez pas, c'est Baby Jane. Elle se prend pour une petite fille et elle vous prend pour ses admirateurs. Mais faites attention, elle n'est pas seulement une vieille folle, elle est une femme dangereuse.

Dressons la liste de ses méfaits : assassinat d'une perruche, tentative de blessure mortelle sur la personne de sa sœur en voulant lui faire avaler son animal fétiche après l'avoir affamée, trépanation d'un rat comme ultime punition à la même personne à bout de nerfs, destruction de la ligne téléphonique qui pourrait lui permettre d'appeler au secours, et ça ne fait que commencer. La police a beau n'être pas laïné, jetez-vous tout de suite à l'eau, les méchuses sans mains piquantes que Bette Davis.

Si en sortant de la projection de Qu'est-il arrivé à Baby Jane ? vous vous retrouvez avec un cafard noir ne vous fâchez pas non plus, vous n'êtes pas le seul. La radio a annoncé ce matin qu'il allait faire une chaleur abominable, ça aurait dû vous mettre la puce à l'oreille, ce sale film vous a achevé. Il n'y a pas de bon jour, ni de bonne heure, ni de bon état d'esprit pour voir Baby Jane, c'est un méchant film associé à des sautes pas vale votre boudoir.

H. G.

* Voir les « grandes reprises ».

POUR FRANÇOIS TRUFFAUT OU WOODY ALLEN

Les cinéphiles se rencontrent à Prades

Les vingt-sixième Rencontres cinématographiques de Prades (Pyrénées-Orientales) se sont terminées le 24 juillet. Le prix de la Ville, décerné par le public, est allé à la Ballade inoubliable, du réalisateur italien Pupi Avati. Wundkanal, de Thomas Harlan (Allemagne fédérale), a remporté le prix de la Fédération française des ciné-clubs.

Les Rencontres de Prades ont vingt-six ans. Le temps et des invités prestigieux en ont fait le renom. Le président de la manifestation, M. Robert Cories, à la ville professeur de philosophie, et sa femme Hélène racontent l'arrivée timide du jeune François Truffaut, en 1959, et son départ triomphal : le public venait de lui décerner le premier des Premiers Prix, pour les Quatre Cents Coups. Ou encore Roman Polanski, convié lui aussi à présenter son premier long métrage. Plus récemment, Joseph Losey, qui aurait laissé, pour deux jours, de séjour et une brillante conférence, une ardoise de 6 000 francs de vodka.

Le budget des Rencontres est modeste : 320 000 francs, avec une subvention du conseil général et du Centre national de la cinématographie. Tous les organisateurs sont bénévoles, certains invités sont logés chez l'habitant. Pas de bénéfices, sauf l'année dernière quand Truffaut - qui n'avait pas oublié l'accueil chaleureux des Cories - avait prêté gratuitement tous ses films. Mais à chaque séance, les quelque cinquante fauteuils sont occupés par des cinéphiles en short à fleurs et sandalettes. Cette année, le thème des Rencontres était l'humour juif, illustré par une rétrospective quasi intégrale de l'œuvre de Woody Allen. On l'avait invité, on espérait qu'il viendrait, mais comme il était prévisible, il est resté à New York. Non sans avoir envoyé un petit mot d'excuses, religieusement

épingle dans le hall du gymnase-salle de projection.

Outre cette rétrospective, des films en compétition, et une sélection électrique de qualité : le Conte des contes (film d'animation), de Yuri Norstein, l'Isage de femmes, de Désiré Ecaré, présenté par l'auteur, Love Streams, de John Cassavetes ou Les Enfants, de Marguerite Duras, par exemple. Peu d'inédits, à l'exception de Hirschprung fur vier Stimmer (Wundkanal), où le metteur en scène Thomas Harlan pousse aux ailes un ancien criminel de guerre, suivi de Notre nazi, chronique du tournage de Wundkanal réalisée en vidéo par Robert Kramer. Deux films déjà présentés à Venise et à Berlin.

Toutes les projections sont suivies de débats plus ou moins enflammés, parfois intenses, comme celui qu'anima Thomas Harlan jusqu'au petit matin. Quant aux tables rondes sur l'humour juif, même l'écrivain Victor Malka n'a pas réussi à leur insuffler la gaieté qu'on en attendait.

S. DURAND-SOUFFLAND.

* A Prades, le trente-quatrième Festival Pablo Casals prend le relais du cinéma, jusqu'au 14 août, dans l'abbaye Saint-Michel-de-Cuxa.

MORT DU CRITIQUE D'ART MICHEL FARÉ

Le critique d'art Michel Faré est mort le 22 juillet à Paris. Il était âgé de soixante et onze ans.

Ne en 1913 à Paris, diplômé de l'Institut d'art et de l'Ecole du Louvre, Michel Faré fut attaché au département des peintures du Louvre, avant de devenir conservateur, en 1945, puis conservateur en chef du Musée des arts décoratifs, de 1967 à 1984.

Professeur d'histoire de l'art à l'Ecole nationale des beaux-arts depuis 1970, il était acquis une grande réputation comme connaisseur de la nature morte française, à laquelle il avait consacré son principal ouvrage, La Nature morte en France. Il était également l'auteur d'un livre sur la céramique, L'art de la poterie et d'articles dans de nombreuses revues. Depuis 1981, il était membre de l'Académie des beaux-arts.

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées

COMEDIE-FRANÇAISE (296-10-20), à 20 h 30 : Le Misanthrope.

Les autres salles

BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.

CLOITRE DES BILLETES (523-49-78), 20 h 30 : Le bleu du coucou.

CONJUGERIE (353-29-83), 20 h 30 : Spécimen.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : Le canard à l'orange.

DIX HEURES (606-07-48), 22 h : Soirée de ménage.

ESPACE KIRON (373-30-25), 20 h 30 : Pétition au Roy.

ESPACE MARAIS (366-90-14), 18 h 30 : Tombé au Ca-Zar.

FIAP (589-89-15), 22 h : Récitances sur une passerelle.

FONTAINE (674-83-34), 20 h 30 : Triple Miste.

GALERIE 55 (326-63-51), 19 h : Perversité en Chicago.

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), 21 h : Les Précieuses Ridicules.

LA BRUYERE (874-76-99), 21 h : Mort d'un supporter.

LUCERNAIRE (544-57-34), 20 h : L'Est rigolo.

OEUVRE (674-82-52), 21 h : Comment devient une mère juive en dix ans.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : Le Dindon.

PORT ST-MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : Deux hommes dans une valise.

POTINIERE (261-44-16), 21 h : En cascade.

TAI THEATRE (278-10-79), 21 h : Yes peut-être.

THEATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : Les Babes-endres.

THEATRE DE L'ILE-SAINT-LOUIS (633-46-65), 20 h 30 : Astro Folies Show.

THEATRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h : La nuit et le Moment.

THEATRE 33 (877-38-03), 20 h 30 : Courteline pas mort.

TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Mercenaire éponyme.

TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Agatha.

TOURTOUR (887-82-48), 22 h 30 : Tango pile et face.

VARIETES (233-09-92), 20 h 45 : N'écoutez pas mesdames.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-52), 21 h : La Gauche et la droite.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

GYMNASIE (246-79-79), 21 h : Thierry le Luron.

LUCERNAIRE (544-57-34), L 21 h 45 : Arcadi et Fontaine.

LE PIGEON DE LA BUTTE (262-57-95), 23 h : Monique Mordeli.

TOURTOUR (887-82-48), 22 h 30 : Tango pile et face.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHARLOT (704-24-24) 16 h, Les Anges noirs de W. Ruzier ; 19 h, La Femme nue de J.-P. Pautin ; 21 h : Cinéma japonais (ventrisme) ; 22 h : Orange Road Express, de K. Onori.

BEAUBOURG (278-35-57) 15 h, Western : Massacre à l'urne ; 17 h, Aventure : le Chevalier de la vengeance, de J. Cromwell ; 19 h, Drame et comédie : la Mousmé, de C. Brown.

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (Franco-égyptien), Chmy Falmes, 19 (354-07-76).

AMADEUS (A. v.), Vendôme, 7 (742-97-52) ; Lucernaire, 6 (544-57-34) ; George-V, 6 (562-41-46) ; Parisiens, 14 (320-30-15) ; v.f. : Saint-Lazare-Paquier, 9 (387-35-43).

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A. v.), Forum Orient-Express, 10 (233-42-26) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; v.f. : Impérial Pathé, 2 (742-72-52) ; Favette, 13 (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Pathé Clichy, 19 (522-46-01).

L'ARRETE SOUS LA MER (Fr.) : Grand Pavé, 15 (554-46-85).

L'AVENTURE DES EWOKS (A. v.), Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

BABY (A. v.), Napoléon, 17 (267-63-42).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNEE (Bré, v.), Ciné Beaubourg, 2 (271-52-36) ; Olympie Lumumba, 6 (633-97-77) ; Parisiens, 14 (335-21-21).

LE BEE SCHTROUMPF (Belge) : Tompiers, 3 (772-94-56) ; Grand Pavé, 15 (554-46-85) ; Boite à films, 17 (622-44-21).

BIRDY (A. v.), Forum, 10 (227-53-74) ; Hausdorff, 6 (633-79-38) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; Parisiens, 14 (320-30-15) ; v.f. : Capri, 2 (508-11-69) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

BRAZIL (Bré, v.), Parisiens, 14 (320-30-15).

CARMEN (Bré, v.), Calypso, 17 (380-30-11).

Les cafés-théâtres

ATHLETIC (624-03-83), 20 h 30 : la Libération ; 21 h 15 : le Féliciste.

AU REC FIN (296-28-35), 20 h 30 : Chants d'été ; 22 h : Crazy Cocktail ; 23 h 15 : Sans d'essai des jeunes.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), L 20 h 15 : Aroux = MC2 ; 21 h 30 : les Démones toutes ; 22 h 30 : les Sacris Monstres ; 23 h 30 : Si vous les bêtes femmes ; 24 h 30 : Fin de siècle.

BOURVIL (373-47-84), 21 h 15 : Y'en a mar... ou pas ?

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), L 20 h 15 : Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Magonne d'hommes ; 22 h 30 : Ors de secours ; 23 h 15 : Ça balance pas mal ; 24 h 30 : Elles nous veulent toutes.

CAFÉ DE LA GARE (549-27-78), 20 h 30 : Riez, riez, profitez-en... ; 22 h : Les méthodes de Canille Bourreau.

ECUME (542-71-16), 20 h 30 : explosion dans un sous-marin ; 22 h : le Watrok ; 23 h : le pas disparu ; 24 h 15 : Ça va gicler chez les bourgeois.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 30 : Moi je crache, mes parents raquent.

SPLENDID ST-MARTIN (280-21-93), 21 h : Nuit d'été.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA BUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Maxine Sany Jazz Music.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h : Sunny et Son ; à 0 h 30 : Michael Silva.

MONTANA (548-93-08), 22 h : R. Urrege.

MUSCHALLLES (261-96-20), 22 h : S. Lazarevitch, Ph. Mace, M. Benita, I. Winberg, Z. Fischer, M. Alibo, T. Rabson.

NEW MORNING (533-51-41), 21 h 30 : Son Ra Orchestra.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : le Quintette de Paris.

PETIT OPORTUN (236-01-36), 21 h : Clark Terry, G. Arvanitas, J. Samson, Ch. Sander.

SLOW CLUB (233-34-30), 21 h 30 : Michel Astor, Jazz Group.

SUNSET (261-46-60), 23 h : Rido Bayonne sextet.

TROIS MAILLIS (354-00-09), 22 heures : Voices of America, Paul Conpet.

TROITS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 22 h 30 : Los Pucci trio.

Les concerts

Eglise Saint-Edmond-de-Mont, 20 h 45 : Ensemble instrumental A. Stajic (Vikals, Corvelli).

Théâtre 3 sur 4, 18 h 30 : D. Contois-Cohen (clavier), L. Cuvette (violin), S. Lincourt (alto).

Lacour, 20 h : T. Poulet (violin), A. Pellerin (piano), (Dvorak, Bartok, Faure).

En région parisienne

FEITES ET FORTS, BANLIEUE 89, CHAMPIGNY, Fort, à 21 h 30 : Aubor Bande.

FONTENAY-AUX-ROSES, Travelling (667-47-47), à 23 h : Valentine Quintin Quintin.

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles. Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club.

Jeudi 25 juillet

GREYSTOCK, LA LEGENDE DE TAZAN, SEIGNEUR DES SONGES (A. v.), Opéra de Paris, 20 (296-60-24).

GRAND DEBUT (Fr.), Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Biarritz, 6 (562-20-40) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44).

HISTOIRE SANS FIN (A. v.), Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; UGC Convention, 15 (574-93-40).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLEUE (A. v.), UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Convention, 15 (574-93-40).

JOY AND JOAN (Fr.), Arcades, 2 (233-42-26) ; George-V, 6 (562-41-46).

KAOS, CONTES SCIENTIFIQUES (A. v.), 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind. v.), UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Convention, 15 (574-93-40).

MARCHÉ A L'OMBRÉ (Fr.), Madoville, 20 (364-51-98).

MARIA'S LOVERS (A. v.), Tompiers, 3 (772-94-56) ; Calypso, 17 (380-30-11).

MASK (A. v.), Cinémas, 6 (633-10-82) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; v.f. : Impérial, 2 (742-72-52).

MISHIMA (A.), UGC Odéon, 6 (233-42-26).

NOM DE CODE : OIES SAUVAGES (A. v.), Ambassade, 8 (359-19-08) ; v.f. : Berlioz, 9 (742-60-03) ; Richelieu, 9 (770-33-88) ; Favette, 13 (331-56-86) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; UGC Convention, 15 (574-93-40).

NOSTALGIA (A. v.), Bonaparte, 6 (326-12-12).

LA NUIT PORTE JARRETTES (Fr.), 9 : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Rex, 2 (236-83-93) ; République, 11 (805-51-33).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.), République Cinéma, 11 (805-51-33).

PARIS TEXAS (A. v.), Ciné Beaubourg, 2 (271-52-36).

PÉRIE, LA DEMOISELLE (Fr.), Grand Pavé, 15 (554-46-85) ; Rialto, 19 (607-87-61).

LES POINGS FERMÉS (Fr.), Laiton, 4 (574-93-40) ; v.f. : Galté Beaubourg, 2 (271-52-36).

POLICE ACADEMY 2 : AU BOULOT (A. v.), Forum Orient-Express, 10 (233-42-26) ; George-V, 6 (562-41-46) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; v.f. : France 2, 9 (742-60-03) ; Favette, 13 (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (574-93-40) ; Pathé Wépler, 19 (522-46-01).

PORTES DISPARUS (A. v.), UGC Rotonde, 5 (574-93-40) ; v.f. : Galté Beaubourg, 2 (271-52-36).

POULET AU VINAIGRE (Fr.), Epée de Bois, 5 (337-57-47).

PUMPING IRON 2 (A. v.), UGC Emmitage, 6 (563-16-16) ; v.f. : Laiton, 4 (574-93-40).

RENDEZ-VOUS (Fr.), UGC Danton, 6 (225-10-30) ; UGC Rotonde, 5 (574-93-40) ; UGC Biarritz, 6 (562-20-40).

LES RIPOUX (Fr.), Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Danton, 6 (225-10-30) ; v.f. : France 2, 9 (742-60-03) ; Favette, 13 (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (574-93-40) ; Pathé Wépler, 19 (522-46-01).

LA ROUTE DES INDES (A. v.), Gaumont Convention, 15 (574-93-40) ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (320-12-06) ; UGC Boulevard, 9 (574-93-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16).

SALE TEMPS POUR UN FILM (A. v.), UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (320-12-06) ; UGC Boulevard, 9 (574-93-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16).

LE RETOUR DU CHINOIS, film britannique de James Glickenhaus (v.f.), Grand Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (320-12-06) ; UGC Emmitage, 6 (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9 (574-93-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16).

LES NUITS CHAUDES DE CLEOPATRE, film italien de Cleo Toled (v.f.), UGC Emmitage, 6 (563-16-16) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16).

LE CREDU DE LA VIOLENCE (A. v.), Forum, 10 (227-53-74) ; George-V, 6 (562-41-46) ; v.f. : Lumière, 9 (246-49-07) ; Image, 19 (522-46-01).

LA CROISSE DES DESTINS (A. v.), UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (320-12-06) ; UGC Boulevard, 9 (574-93-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16).

LE CREDU DE LA VIOLENCE (A. v.), Forum, 10 (227-53-74) ; George-V, 6 (562-41-46) ; v.f. : Lumière, 9 (246-49-07) ; Image, 19 (522-46-01).

LA CROISSE DES DESTINS (A. v.), UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (320-12-06) ; UGC Boulevard, 9 (574-93-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16).

LE CREDU DE LA VIOLENCE (A. v.), Forum, 10 (227-53-74) ; George-V, 6 (562-41-46) ; v.f. : Lumière, 9 (246-49-07) ; Image, 19 (522-46-01).

LA CROISSE DES DESTINS (A. v.), UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (320-12-06) ; UGC Boulevard, 9 (574-93-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16).

LE CREDU DE LA VIOLENCE (A. v.), Forum, 10 (227-53-74) ; George-V, 6 (562-41-46) ; v.f. : Lumière, 9 (246-49-07) ; Image, 19 (522-46-01).

LA CROISSE DES DESTINS (A. v.), UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (320-12-06) ; UGC Boulevard, 9 (574-93-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16).

LE CREDU DE LA VIOLENCE (A. v.), Forum, 10 (227-53-74) ; George-V, 6 (562-41-46) ; v.f. : Lumière, 9 (246-49-07) ; Image, 19 (522-46-01).

LA CROISSE DES DESTINS (A. v.), UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (320-12-06) ; UGC Boulevard, 9 (574-93-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16).

LE CREDU DE LA VIOLENCE (A. v.), Forum, 10 (227-53-74) ; George-V, 6 (562-41-46) ; v.f. : Lumière, 9 (246-49-07) ; Image, 19 (522-46-01).

LA CROISSE DES DESTINS (A. v.), UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (320-12-06) ; UGC Boulevard, 9 (574-93-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16).

LE CREDU DE LA VIOLENCE (A. v.), Forum, 10 (227-53-74) ; George-V, 6 (562-41-46) ; v.f. : Lumière, 9 (246-49-07) ; Image, 19 (522-46-01).

LA CROISSE DES DESTINS (A. v.), UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (320-12-06) ; UGC Boulevard, 9 (574-93-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16).

LE CREDU DE LA VIOLENCE (A. v.), Forum, 10 (227-53-74) ; George-V, 6 (562-41-46) ; v.f. : Lumière, 9 (246-49-07) ; Image, 19 (522-46-01).

LA CROISSE DES DESTINS (A. v.), UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (320-12-06) ; UGC Boulevard, 9 (574-93-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; UGC Odéon, 6 (233-42-26) ; UGC Normandie,

INFORMATIONS « SERVICES »

JEUX DU JEUDI DES MOTS ET DES NOMBRES

Voici trois jeux pour les amateurs de bons comptes et de bons mots : « Anagrammes », « Suites logiques » et « Qui a dit quoi ? ».

Dans le premier, il vous est demandé de retrouver les mots de neuf lettres qui vous sont proposés dans le désordre.

Dans le deuxième, il vous appartient de percer le secret des séries logiques afin de deviner le nombre qui suit.

Dans le troisième, enfin, votre perspicacité devra vous permettre de rendre les citations à leurs véritables auteurs.

Anagrammes

- a) emanques b) tetusette
c) piquoreux d) oesechype
e) prunitor

Suites logiques

- a) 8 19 41 64 108
b) 213 413 423 426 826
c) 3 7 19 55 163

Qui a dit quoi ?

- De qui parlait Isabelle Aubert lorsqu'elle confiait à propos de la dernière « Nuit des Césars » : « Il m'a même adressé la parole... chaque fois qu'un photographe passait à proximité ? »
a) Alain Delon ;
b) Roger Hanin ;
c) Jack Lang.
- L'auteur de cette formule : « Je préfère le vin d'ici-bas à l'eau... de là » :
a) René Fallet ;
b) Pierre Dac ;
c) Michel Audiard.
- « Je ne fais pas ce métier pour être une star. Mon vice c'est de tromper les braves gens. » Qui se définit ainsi :
a) Catherine Deneuve ;
b) Jean-Paul Belmondo ;
c) Michel Serrault.
- De qui est cette déclaration définitive : « C'est peut-être mieux d'être un fils de bourgeois et de chanter ce que je chante que d'être un fils de prolé et de devenir un chanteur bourgeois » :
a) Léo Ferré ;
b) Renaud ;
c) Pierre Perret.
- « L'éternité c'est long, surtout vers la fin. » L'auteur :
a) Woody Allen ;
b) Jean Hecard-Hellier ;
c) Coluche.

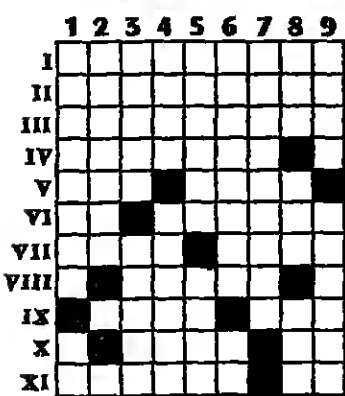
Solution dans notre prochain numéro

SOLUTION DU JEU DU MERCREDI (Le quiz)

1 : le Cardinal Echeverry ; 2 : Jean-Claude Gaudin ; 3 : emplois nouveaux à contraintes allégées ; 4 : Grande-Bretagne, Allemagne, Espagne ; 5 : ça me coupe les bretelles ; 6 : Robert Duvall et Shirley Mac Laine ; 7 : les socialistes ; 8 : Pons, Lacanvet, de La Maline ; 9 : la nomination au grade de maréchal ; 10 : André Glucksmann.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4017



HORIZONTALLEMENT

I. Il est des cas où elle fait prendre connaissance et d'autres où elle fait perdre connaissance. — II. Concernant tout ce qui est roman ou seulement certains écrivains. — III. As donc le souffle coupé mais non le sifflet. — IV. Cercle de jeu très fermé. — V. Suffixe. Est de la « campagne ». — VI. Expression imagée. Relata avec stoïcisme les leçons d'Épictète. — VII. Attire les souris et élimine les rats. Vue nu aperçu. — VIII. Cercle facilement à Candé mais se perd à Nantes. — IX. Atout majeur dans un jeu. Jadis applaudi, raillé de nos jours. — X. Roi de France, s'illustra à Mont-

faucon. Cri d'admiration. — XI. L'univers des philosophes ou le milieu des scientifiques. Préposition.

VERTICALEMENT

I. Qui peut donc faire un mariage heureux. Ancien moyen de communication. — 2. Vu, ou que l'on ne voit pas. — 3. Est donc en relation. Blanc d'Espagne. — 4. Marque le coup. Permet de mettre un coffre en lieu sûr. — 5. Traduit plus la vétusté que la vénéusté. Lit d'enfant. — 6. Mettre en pièces avant de mettre en construction. Préposition. — 7. Dynastie de gouverneurs en Égypte. — 8. Se pique en faisant des trous. Tirées de « l'Entée ». Du bateau. — 9. Ouverture pour violons et violoncelles. Groupe de nageurs.

Solution du problème n° 4016

Horizontalement
I. Croisades. — II. Rupture. — III. Ode. Aso. — IV. Siéra. V. Orateur. — VI. Dots. Tau. — VII. Itinérant. — VIII. Liome. II. — IX. Nanisme. — X. Nus. An. — XI. Parti. Is.

Verticalement
1. Crocodile. — 2. Rut. Rôti. Va. — 3. Opération. — 4. ITE. Tannant. — 5. Su. Se. Ennu. — 6. Aratu. Reas. — 7. Déserta. — 8. Or. Animal. — 9. St. Aditiens.

GUY BROUTY.

VACANCES

JOUER A LA MARELLE. — La Marelle, association régie par la loi de 1901 accueillie, pour les vacances, les enfants de dix à quatorze ans. Ces derniers sont repus dans des familles pour des séjours personnalisés de durée variable. Cet été, outre les distractions traditionnelles (natation, randonnées en montagne, sports, etc), ils pourront apprendre à tisser, sculpter ou herboriser.

* La Marelle, 8 rue de l'Isly, 75008 Paris. Tél. : (1) 294-92-00.

BABY-SITTERS. — Les familles qui souhaitent recevoir au pair une jeune fille étrangère pendant les vacances scolaires pour surveiller des enfants ou aider aux travaux ménagers peuvent s'adresser à l'Association pour le développement de l'expression française et des relations internationales (ADE-FRI Contact), organisme agréé par le secrétariat d'Etat au tourisme et par le ministère de la jeunesse et des sports et des loisirs. * Contacts, 55, rue Nationale, 37000 Tours. Tél. : (47) 20-20-57 (gratuit de joindre un timbre).

MODE

Le parti pris du noir

Après d'interminables passages de drapés et d'écarts d'ornementation dans la mode d'hiver, Yves Saint Laurent corrige le tir avec son chic sec également lancé à Rome par Valentino et Armani. Nous en reparlerons.

GUY LAROCHE est cohérent dans une collection bien équilibrée et sevrée, autant dans le quotidien que dans la vie officielle. La carrure est arrondie avec des manches traitées en croissant, la taille angulée, les ourlets à mi-mollet en tenues de jour, remontant au genou le soir. Les pantalons, agréablement coupés, départageront les indécises.

Les manteaux apportent une touche vive aux tenues de ville comme ces paletots dans un moelleux jersey de laine framboise ou bleu roi, sur pantalons ou robes droites noires, soulignant le corps en douceur, reprises dans le bas par un nœud nu un drapé. Les vestes linéaires s'élargissent dans le dos en pans arrondis.

Les smoking renouellent le genre en fracs, taillés dans des graminées poudre classiques, à revers de satin, d'une parfaite sobriété. Ils s'ouvrent sur des modèles aux dentelles brodées et jupes tubes de velours noir. Encore des robes de velours pour la longue durée en noir, mais elles se parent de drapés en contraste de tous les tons de l'arc-en-ciel, le plus souvent en satin. De grandes robes dessinées pour galas de l'Opéra jouent les transformations : chandails étirés, perlés à tor-

sades, sous larges jupes de taffetas changeant.

YVES SAINT-LAURENT revient aux présentations traditionnelles... dans le silence, seul le pas des mannequins martelant le bois sonore du podium. Ces rythmes permettent de mieux apprécier l'élégance sèche de ses casaque sur jupes droites, dont le dénouille-

ment rappelle les coupes strictes du maître Balenciaga.

A partir de carrures épaülées, les encoches en extenseur se suivent sur les sarraux aux hanches dont il a le secret, sur jupes droites souvent déssorties, malgré un parti pris étouffant de noir, seul pour le jour, avec de discrètes notes de couleur dès le crépuscule. Même le mariné est mêlé au noir en robes de mousseline de soie, longues, merveilleusement fluides, nouées à la taille, les velours remportant évidemment tous les applaudissements. Les imprimés en arabesques dorées sur fond cyclamen, émeraude ou rubis ont une élégance intemporelle et les grandes robes de satin rivalisent avec les lamés ou sur les dentelles noires d'Abraham.



(Dessin d'Yves Saint-Laurent.)

YVES SAINT-LAURENT : ensemble à casaque 7/8 en jersey de laine noire à découpe en diagonale à partir d'un col extenseur.

GRÈS, c'est une autre forme de dénouement, dans un style très pur. Manteaux à capuche, houppelandes et formes plus droites à grandes manches au carcé, s'ouvrent sur les tailleurs sobres et les robes subtiles qu'on vient chercher ici. Et puis commence la ronde des robes habillées du soir, alternant le crêpe de Chine en tons doux et la mousseline de soie travaillée et perle sur le buste, voilant juste le dos avec de longues jupes à plis ou coulant le long du corps. Ses merveilleux drapés se renouvellent perpétuellement, qu'on retrouve dans toutes les soirées d'outre-Atlantique, déjà promis aux musées.

PACO RABANNE, en cours de réorganisation, va enfin pouvoir habiller son public en haute couture puis en prêt-à-porter, ayant trouvé l'indépendance financière. Il devient directeur artistique d'une nouvelle société consacrée à la mode et à l'environnement. Ses thèmes de la saison prennent leur source dans les formes architecturales. Cela se traduit par des interprétations de la colonne dorique en imprimés et en plissés, allégés de mouvements alés. Les grandes manches et les effets de femmes ont volé dans le noir théâtral le dispute aux couleurs primaires. Les kimono métallisés sur fourreaux alternent avec les robes d'infante en velours rose ou bleu fané. Les chapeaux évoquent les casques de l'époque de Cromwell destinés aux moindres de l'ère.

NATHALIE MONT-SERVAN.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 27 JUILLET

- « Exposition : de la Bible à nos jours », 11 heures, entrée Grand-Palais.
- « La Péro-Lachaise à la carte », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise.
- « Un cimetière traditionnel aux cent tombeaux de marginaux », 14 h 45, sortie de l'escalier mécanique métro Père-Lachaise (V. de Langlade).
- « L'Enfer polychrome », 14 h 30, RER Saint-Rémy-lès-Chevreuses, descendre à Lardès. Rendez-vous cour école, route de Saclay, 91128 Palaiseau.
- « L'étrange univers de la Dame à la Licorne », 15 heures, entrée musée de Cluny.
- « Versailles : à la recherche du premier village de Versailles », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs.
- « Plaisirs et drames de la place des Voies », 15 heures, 6, place des Voies.
- « Bourges : la vieille ville, la cathédrale, le palais Jacques-Cœur », Inscriptions : (1) 274-22-22.
- « Exposition : les grands bémolés du musée Carnavalet », 15 heures, 23, rue de Sévigné.
- « Pour les sept à douze ans : la Seine à Paris », Inscriptions : (1) 277-23-31 Paris-Bastille.
- « Exposition Renoir au Grand-Palais », 14 h 30, en bas, escalier à gauche (M. Ragueneau).
- « Le vent village de Passy », 15 heures, sortie métro Passy (G. Bouteau).
- « Le Mémorial illuminé », 21 heures, parvis Hôtel de Ville, devant la poste (G. Bouteau) ou métro Pont-Marie (les Filaneries), ou 21 h 30, grille Carnavalet (C.A. Messer).
- « Le cœur de Paris », 15 heures, 10, rue Saint-Martin.
- « Les salons de l'Opéra et le salon Garnier du grand hôtel », 12 h 30 et 15 heures, hall d'entrée Opéra (C.A. Messer).

CONFÉRENCES

- 15 heures, Maison Victor Hugo, 6, place des Voies (M. Brunfeld).
- 26, rue Bergère, de 10 heures à 18 heures, séminaire intensif des psychologies des profondeurs. Tél. (1) 770-44-70.
- 5, rue Laffargère, 15 heures, « Le pèlerinage à Saint-Jacques-de-Compostelle ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du jeudi 25 juillet :
UN DÉCRET
« Relatif à la commission supérieure des monuments historiques ».

MÉTÉOROLOGIE



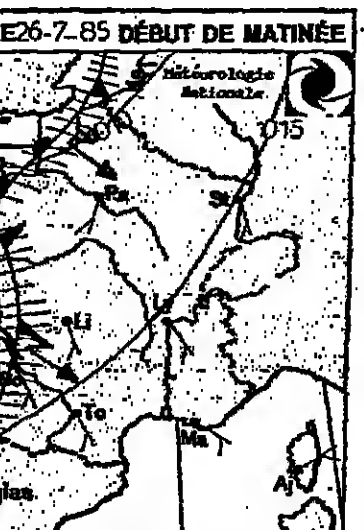
Évolution probable du temps en France entre le jeudi 25 juillet à 0 heure et le vendredi 26 juillet 1985 à minuit.

Situation générale : une perturbation post-frontale traversera le pays, précédée d'un temps chaud et des maxima supérieurs à 30°.

Prévisions : Vendredi, cette perturbation ayant concerné la Bretagne et les côtes atlantiques dans la nuit affectera, en matinée, les régions s'étendant des Pyrénées occidentales et centrales au Limousin, Normandie, Bassin parisien et Nord. Pendant l'après-midi et pour la soirée, elle gagnera les Pyrénées orientales, les Alpes et le Nord-Ouest. Avec cette perturbation, le ciel sera le plus souvent très nuageux et les orages donneront des précipitations localement abondantes. Célérités. Ils seront accompagnés de rafales de vent. Les températures maximales des régions affectées seront en

nette baisse avec 18 degrés à 26° du nord au sud. A l'est de cette perturbation, le temps sera encore très chaud avec des orages locaux et des maxima supérieurs à 30°.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 juillet ; le second, le minimum dans la nuit du 24 au 25 juillet) : Ajaccio, 30 et 16 degrés ; Biarritz, 35 et 21 ; Bordeaux, 35 et 21 ; Brétat, 19 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Cannes, 27 et 18 ; Cherbourg, 21 et 14 ; Clermont-Ferrand, 32 et 17 ; Dijon, 31 et 16 ; Digne, 23 et 15 ; Enghien, 32 et 16 ; Grenoble-St-Martin, 32 et 15 ; Grenoble-St-Georges, 32 et 16 ; La Rochelle, 33 et



23 ; Lille, 28 et 13 ; Limoges, 32 et 21 ; Lorient, 28 et 19 ; Lyon, 30 et 15 ; Marseille-Mariouan, 31 et 20 ; Menton, 30 (max.) ; Nancy, 27 et 12 ; Nantes, 32 et 22 ; Nice-Côte d'Azur, 27 et 20 ; Nice-Ville, 29 et 16 ; Paris-Montsouris, 29 et 17 ; Paris-Orly, 29 et 19 ; Pau, 35 et 19 ; Perpignan, 33 et 17 ; Rennes, 29 et 15 ; Rouen, 26 et 15 ; Saint-Denis, 32 et 14 ; Strasbourg, 28 et 17 ; Toulouse, 36 et 18 ; Tours, 30 (max.).

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 19 ; Genève, 30 et 14 ; Lisbonne, 34 et 18 ; Londres, 27 et 16 ; Madrid, 39 et 20 ; Montréal, 23 et 12 ; Rome, 31 et 18 ; Stockholm, 13 et 10. La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris le 25 juillet, à 8 heures, de 1 017,1 millibars, soit 763 millimètres de mercure.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

loterie nationale				LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER			
TERMINATION	NUMÉROS	PRIMES	PRIMES	TERMINATION	NUMÉROS	PRIMES	PRIMES
1	3 211 9 771 1 391 1 541 3 501 9 981 06 911 07 681 25 141	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	5	0 776 04 415	10 000 10 000	6	0 776 04 415
2	1 182 06 402 11 282	10 000 10 000 10 000	7	0 277 0 277 0 907 0 907 25 357	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	8	0 277 0 277 0 907 0 907 25 357
3	0 723 13 052 13 983	10 000 10 000 10 000	9	0 776 04 415 04 415 21 588	10 000 10 000 10 000 10 000	0	0 776 04 415 04 415 21 588
4	0 244 0 324 0 304	10 000 10 000 10 000	0	0 776 04 415 04 415 21 588	10 000 10 000 10 000 10 000	0	0 776 04 415 04 415 21 588
5	0 845	10 000	0	0 776 04 415 04 415 21 588	10 000	0	0 776 04 415 04 415 21 588

loterie nationale				LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER			
TERMINATION	NUMÉROS	PRIMES	PRIMES	TERMINATION	NUMÉROS	PRIMES	PRIMES
1	0 776 04 415 04 415 21 588	10 000 10 000 10 000 10 000	5	0 776 04 415 04 415 21 588	10 000 10 000 10 000 10 000	6	0 776 04 415 04 415 21 588
2	0 277 0 277 0 907 0 907 25 357	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	7	0 277 0 277 0 907 0 907 25 357	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	8	0 277 0 277 0 907 0 907 25 357
3	0 723 13 052 13 983	10 000 10 000 10 000	9	0 723 13 052 13 983	10 000 10 000 10 000	0	0 723 13 052 13 983
4	0 244 0 324 0 304	10 000 10 000 10 000	0	0 244 0 324 0 304	10 000 10 000 10 000	0	0 244 0 324 0 304
5	0 845	10 000	0	0 845	10 000	0	0 845

loterie nationale				LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER			
TERMINATION	NUMÉROS	PRIMES	PRIMES	TERMINATION	NUMÉROS	PRIMES	PRIMES
1	0 776 04 415 04 415 21 588	10 000 10 000 10 000 10 000	5	0 776 04 415 04 415 21 588	10 000 10 000 10 000 10 000	6	0 776 04 415 04 415 21 588
2	0 277 0 277 0 907 0 907 25 357	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	7	0 277 0 277 0 907 0 907 25 357	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	8	0 277 0 277 0 907 0 907 25 357
3	0 723 13 052 13 983	10 000 10 000 10 000	9	0 723 13 052 13 983	10 000 10 000 10 000	0	0 723 13 052 13 983
4	0 244 0 324 0 304	10 000 10 000 10 000	0	0 244 0 324 0 304	10 000 10 000 10 000	0	0 244 0 324 0 304
5	0 845	10 000	0	0 845	10 000	0	0 845

هكذا من الأصل

économie

REPÈRES

Dollar : Effritement à 8,69 F

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar a très légèrement glissé à 8,69 F, contre 8,72 F et 2,88 DM, contre 2,87 DM, des opérateurs restent dans l'expectative, attendant une confirmation de la reprise de l'économie américaine au second semestre 1985 et s'interrogeant sur l'évolution des taux d'intérêt.

Chine : mauvais semestre pour la balance commerciale

Le déficit du commerce extérieur chinois a atteint 3,1 milliards de dollars au premier semestre de cette année (2,27 milliards pour les derniers trois mois), obligeant Pékin à réduire ses achats à l'étranger, notamment d'appareils ménagers et d'automobiles. Ce déficit est dû à une forte augmentation des importations - 14,4 milliards contre 8,5 milliards au premier semestre de 1984 - tandis que les exportations passaient de 11,4 milliards à 11,3 milliards, a précisé le porte-parole du ministère du commerce extérieur chinois.

L'augmentation des importations reflète une croissance mal contrôlée, et des goûts d'étranglement de l'économie chinoise tels que les transports et l'énergie. Ces derniers mois, les autorités ont entrepris de freiner la croissance en imposant des restrictions sur les crédits bancaires et la construction, cependant qu'elles tentent de restructurer l'économie pour mieux l'adapter au marché. Déjà, dès le début de l'année, des restrictions avaient été imposées sur les importations de téléviseurs, de réfrigérateurs, d'automobiles, et « autres produits non indispensables ».

ÉNERGIE

La révision des prix ne fait pas l'unanimité des membres de l'OPEP

De notre envoyée spéciale

Genève. - Après quatre jours de débats, la conférence ordinaire de l'OPEP à Genève devait se terminer ce jeudi 25 juillet. Mercredi soir, une majorité de dix pays de l'Organisation avait d'ores et déjà approuvé, à l'issue de cinq heures de réunion, une baisse symbolique des prix de certaines qualités de brut. Les tarifs des pétroles « lourds » et « moyens », qui représentent une petite moitié de la production de l'OPEP, devaient diminuer respectivement de 0,50 et 0,20 dollar par baril, soit un peu moins de 2%. Cette baisse ne devrait avoir quasiment pas d'impact sur l'approvisionnement de la France, constitué pour l'essentiel de qualités légères.

Trois pays (Iran, l'Algérie et la Libye) avaient toutefois refusé de s'associer à cette décision, estimant qu'une nouvelle baisse des prix, même minime, succédant à celle décidée en janvier - qu'ils n'avaient déjà pas appréciée - ne permettait rien de relancer les ventes de pétrole revenues l'an passé à leur niveau de 1973.

Les autres pays membres ont toutefois estimé nécessaire de consentir un « geste » vis-à-vis de l'Arabie saoudite, grand producteur de brut lourd, quasiment seule à continuer à appliquer les tarifs officiels de

l'Organisation, alors que la plupart des autres pays consentent des rabais plus ou moins déguisés, et qui a vu de ce fait sa production chuter à son plus bas niveau depuis vingt ans. Le royaume saoudien a fait savoir à plusieurs reprises depuis quelques semaines qu'il ne pourrait continuer à supporter longtemps une telle baisse de ses revenus et comptait rapidement accroître sa production.

Dès l'ouverture de la conférence, lundi 22 juillet, les Saoudiens avaient annoncé qu'ils souhaitaient obtenir un accord sur deux points : un aménagement des écarts de prix entre les différentes qualités de brut et une amélioration de la discipline interne de l'Organisation. Les discussions sur ce dernier point n'étaient pas terminées jeudi en fin de matinée, cinq pays ayant jusqu'ici refusé de recevoir les auditeurs chargés par l'Organisation de contrôler le niveau de production de chaque pays. Le royaume saoudien espérait obtenir de ses partenaires un engagement clair de respecter les quotas de production définis par l'Organisation en janvier dernier.

C'est, en effet, la condition sine qua non pour que l'Arabie saoudite puisse espérer bénéficier de la reprise de la demande de pétrole attendu au cours des prochains mois.

Les réajustements de prix décidés ne devraient avoir que très peu d'impact sur le marché, où les cours se sont raffermis depuis quelques jours. Les raffineurs, ayant réduit leurs stocks au strict minimum, attendent, en effet, la fin de la réunion pour reprendre leurs achats en prévision de la saison d'hiver. La baisse des prix annoncée est trop faible pour influencer sur leur décision.

En revanche, le respect de la discipline interne de l'OPEP est cruciale pour l'équilibre du marché mondial du pétrole. Si la plupart des pays de l'OPEP, comme ils l'ont fait depuis trois ans, ne résistent pas à la tentation d'accroître leurs ventes, dès que la demande se raffermira, il ne fait aucun doute que l'Arabie saoudite n'hésitera pas alors à abandonner à son tour la discipline de l'Organisation et le respect des prix officiels pour augmenter ses ventes, précipitant ainsi une nouvelle baisse des prix du pétrole.

VÉRONIQUE MAURIS.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bar + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.L.	8,680 8,680	+ 118 + 125	+ 235 + 265	+ 610 + 710
S. can.	6,429 6,431	+ 30 + 40	+ 60 + 90	+ 80 + 177
Yen (100)	3,672 3,682	+ 96 + 107	+ 285 + 223	+ 614 + 665
DM	3,036 3,039	+ 114 + 124	+ 240 + 256	+ 691 + 739
Fl. néz.	2,077 2,080	+ 71 + 79	+ 155 + 169	+ 471 + 512
F.R. (100)	15,052 15,091	+ 99 + 152	+ 225 + 329	+ 429 + 733
F.S.	3,706 3,731	+ 122 + 144	+ 321 + 300	+ 822 + 897
L. (1 000)	4,537 4,571	+ 144 + 181	+ 302 + 228	+ 891 + 752
C.	12,262 12,269	+ 296 + 280	+ 469 + 391	+ 1043 + 852

TAUX DES EUROMONNAIES

	1 5/8	7 7/8	7 7/8	8 1/16	8 1/16	8 1/8	8 1/4	8 3/4
	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
Fl. néz.	6 1/4	6 1/2	6 3/16	6 7/16	6 1/4	6 3/8	6 3/16	6 5/16
F.R. (100)	7	8	8 1/16	8 1/16	8 3/4	9	9 1/16	9 5/16
F.S.	0 1/2	1 1/2	5 3/16	5 5/16	5 3/16	5 5/16	5 1/4	5 1/4
L. (1 000)	12	12 1/2	12 1/2	12 3/8	12 3/8	12 1/2	12 1/2	12 1/2
F. franc.	9 5/8	9 7/8	9 7/8	10 1/8	10 1/8	10 1/4	10 1/8	10 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

anglais intensif ELS USA
en Université américaine
DE VRAIES ECOLES DE LANGUES, 35, rue de Chazay, 92200 Neuilly. Tél. 747-70-16

SOCIAL

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DE LA CGC

M. Marchelli : « M. Fabius devient une ombre impalpable »

Un an après l'installation de M. Laurent Fabius, M. Paul Marchelli, qui avait approuvé plusieurs orientations du nouveau gouvernement, exprime sa déception face à un premier ministre qui, dit-il, est une « ombre impalpable ». Dans l'interview qu'il nous a accordée, le président de la Confédération française de l'encadrement CGC s'écarte pas l'idée de « parti en guerre » avant ou après les prochaines élections législatives.

« Le gouvernement voit dans la consolidation du franc le signe d'une amélioration de la situation économique. Partagez-vous cette analyse ?

« Non. L'analyse du gouvernement est essentiellement fondée sur la dernière aventure de la lire. Mais les économies de l'Italie et de la France ne sont pas comparables. En Italie, l'économie souterraine joue un rôle considérable qu'il faudrait pouvoir prendre en compte pour comparer nos deux pays. Le problème du franc reste celui de sa parité avec le mark, le dollar et le yen. A l'heure actuelle, notre manque de compétitivité ne nous garantit pas l'avenir.

« Certains agitent des projets de dévaluation du franc. Mais la dévaluation n'est pas la panacée, surtout avec un taux d'endettement aussi fort que le nôtre. Notre redressement économique ne passe pas par une manipulation monétaire : le seul espoir est de conserver la priorité à la recherche, surtout la recherche appliquée, à l'investissement industriel et à la formation dans une perspective à moyen et long terme. Personne ne peut promettre une amélioration sensible de la situation économique pour les mois qui viennent, à moins de faire de l'électoratisme de mauvaise qualité.

« Quelle politique devrait être mise en œuvre pour venir à bout de la montée du chômage ?

« Il faut distinguer le problème de l'emploi et celui du chômage qui nécessitent des réponses de nature

différentes. Pour le premier, elles sont économiques, et pour le second elles sont sociales. A quel moment créerons-nous autant d'emplois qu'il en disparaît chaque mois ? C'est à partir de cet instant que nous aurons maîtrisé l'emploi. Pour arriver à ce seuil de maîtrise, en tenant compte des effets de la modernisation qui va se traduire par d'importantes réductions d'effectifs, notre action doit se développer sur deux fronts.

« Il faut d'abord remettre en cause le concept traditionnel du travail en faisant apparaître dans chaque contrat de travail individuel l'activité professionnelle de production et l'activité de formation (le temps de formation devant être payé à l'identique du temps de production). Le deuxième front se situe dans les localités, les départements et les régions. L'analyse de notre tissu industriel et commercial montre qu'il existe d'une manière différenciée, d'une région à l'autre, de nombreux créneaux vides d'entreprises. A l'instar de ce que nous avons fait dans le Var, avec soixante entreprises créées, il faut faire naître et se développer des entreprises nouvelles et cela sans attendre ou sans demander l'intervention des pouvoirs publics. Il s'agit de mettre au pouvoir, dans chaque localité, l'imaginaire, la créativité et la volonté de réussir.

Garde-fous contre la boulimie de l'Etat

« Quant au traitement social du chômage, les partenaires sociaux font ce qu'ils peuvent. Ils l'ont montré récemment à propos de l'UNEDIC. Mais le gouvernement lui-même a fait l'expérience : la solidarité nationale a ses limites.

« Justement, les Français rechignent devant un surcroît de solidarité, la parité employeurs-salariés pour les cotisations à l'assurance-chômage vous paraît-elle inéluctable ?

« Oui, il faut savoir qu'au point où en sont les entreprises toute

charge sociale ou fiscale supplémentaire génère des suppressions d'emplois, donc une augmentation du chômage.

« Peut-on à la fois réduire la contribution des employeurs à la protection sociale et demander toujours moins d'Etat ?

« La réponse serait affirmative si les Français acceptaient d'ajuster de manière permanente l'ampleur et la qualité de leur protection sociale à la situation économique du pays. C'est malheureusement impossible, car ce serait admettre un va-et-vient constant entre le toujours plus et le toujours moins dont les perpétuelles victimes seraient nos compatriotes les plus défavorisés.

« Nous devons donc accepter un rôle de régulateur de l'Etat au travers de la solidarité nationale. La difficulté est de mettre en place les garde-fous qui empêchent la puissance publique de devenir boulimique et de tenter de maîtriser totalement l'ensemble de nos systèmes de protection. L'offensive récente que nous avons dû déclencher pour préserver nos caisses de retraites complémentaires de la mainmise étatique est tout à fait caractéristique de ce danger permanent. Peut-être faut-il dire : moins de technocratie et plus de responsabilité de la part des citoyens.

« La politique salariale doit-elle devenir flexible ?

« Sur le plan général, notre position est claire. Ou nous devenons flexibles et nous avons une chance de gagner la bataille pour l'avenir, ou nous refusons et nous ne serons plus d'ici vingt ans, un pays industrialisé et une société de haute civilisation.

« Sur le plan salarial, nous avons vécu pendant les précédentes années sous l'égide de la course salariale. Depuis trois ans, dans le cadre de la lutte contre l'inflation, le gouvernement a imposé au pays une véritable police des salaires. Il faut sortir de cette situation sans retom-

ber dans la précédente. Nous préconisons ainsi une nouvelle politique salariale fondée sur quatre paramètres : santé économique de la nation, santé de l'entreprise, évolution des prix, équation personnelle du salarié. Sur ces propositions, nous souhaitons qu'une négociation interprofessionnelle s'ouvre pour définir une règle du jeu et renvoyer la responsabilité de l'évolution salariale aux branches et aux entreprises. Quant au SMIC, il doit relever de la responsabilité des partenaires sociaux sans aucune intervention des pouvoirs publics.

Nous partirons en guerre si...

« La CGC est-elle installée dans une paix armée ou s'apprête-t-elle à rompre l'opprobre armistice qu'elle observe ?

« La meilleure façon de préserver la paix est de préparer la guerre. Comment faire autrement alors que nous allons de déception en déception ? Peut-être sommes-nous les seuls à nous souvenir des discours et des promesses de M. Fabius lors de son arrivée à Matignon. Les résultats sont médiocres compte tenu de l'effort demandé aux salariés, et, fait plus grave, le premier ministre devient une ombre impalpable. C'est peut-être une tactique habile et subtile pour préparer les élections législatives. Mais, dans un pays où l'Etat maîtrise la quasi-totalité des données économiques et par conséquent de l'évolution sociale, nous avons besoin d'un interlocuteur qui prenne ses responsabilités. L'échec des élections législatives nous oblige à être exigeants aussi bien vis-à-vis de la majorité que de l'opposition. Si nous n'avons pas suffisamment de certitudes sur le plan économique et social pour les trois années qui viennent, nous n'hésiterons pas à partir en guerre avant et après ces élections.

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

AUX BLANCHISSERIES DE GRENELLE

Polémique autour d'une signature

La société des Blanchisseries de Grenelle est-elle « sauvée », ainsi que l'annonce le syndicat après la signature du plan social par la CGT ?

« La direction a fait un véritable chantage en disant aux syndicats : « Ou bien vous signez ou bien nous mettons huit cent dix-sept personnes à la porte, rétorque-t-on à la Fédération CGT des industries textiles. Après la CGC et FO, le délégué de la CGT (majoritaire à 85 % chez les ouvriers) a pourtant signé ce plan.

Installée à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), la société compte huit cent dix-sept salariés, dont 60 % d'étrangers. Lorsque l'entreprise a déposé son bilan le 25 juin, il avait même été question de la fermer purement et simplement. Mais le syndicat mettait au point avec la direction un plan de redressement draconien qui fut présenté aux syndicats : blocage des salaires sur un an au moins, suppression du paiement des jours fériés, suppression des aides financières aux employés (pour le loyer, les impôts locaux),

augmentation du prix de la cantine (de 12 francs à 20 francs), suppression du lavage gratuit du linge personnel, diminution des primes. En outre, quarante-huit départs en préretraite sont prévus.

Les salariés présents dans l'édifice se sont déclarés favorables à la signature de l'accord par deux cent vingt-six voix (contre deux cent contre et vingt-six nuls). La cause était entendue. Mais la Fédération CGT des industries textiles n'est pas d'accord : « Le délégué CGT a signé sous la pression », affirme un responsable de la fédération, qui ne se dit pas convaincu des résultats du vote : « organisé par la direction ». La CGT a prévu de procéder à une contre-consultation le 25 juillet.

La direction, quant à elle, est confiante : « Si l'accord n'avait pas été signé, la liquidation de la société aurait été inéluctable. Heureusement, les syndicats ont pris conscience de cet enjeu. »

M.-C.R.

AGRICULTURE

LA MÉVENTE DES FRUITS ET LÉGUMES

Le CNJA demande

un contrôle plus strict des importations

Une baisse « alarmante » de 10 % à 15 % - de la consommation de fruits et de légumes en juillet en France a provoqué une chute des prix et créé une situation de crise pour certains produits comme la tomate et les pêches, ont indiqué le 24 juillet des représentants de ce secteur groupés dans l'association Interfel. « On trouve des fruits et légumes de bonne qualité à bas prix, il faut en profiter », affirment les responsables de l'Association interprofessionnelle des fruits et légumes frais, qui attribuent la diminution de la consommation à la baisse du pouvoir d'achat et aux mauvaises conditions climatiques en juin.

La mévente des fruits et légumes a provoqué une chute des cours au stade des marchés de gros, qui, selon Interfel, est de 25 % par rapport à l'année dernière pour les nettes, de 60 % pour la tomate et de 75 % pour le melon.

Pour sa part, le CNJA indique : « La gravité de la situation sur le marché des fruits et légumes

impose que les pouvoirs publics adoptent des mesures de contrôle des importations et fournissent une aide en trésorerie aux exploitations mises en péril par la crise actuelle. »

« Vins autrichiens : des stocks saisis à Marseille. - Plusieurs milliers de bouteilles de vins autrichiens ont été saisies, il y a quelques jours chez un importateur marseillais, après la découverte, en Autriche, de vins contenant du diéthylène-glycol (antigel), a-t-on appris le 24 juillet auprès de ce négociant. M. Claude Cherki, M. Cherki dirige la société Marque-Monde, spécialisée dans la commercialisation de produits provenance d'Autriche, notamment de vins et de bières dont il est le représentant exclusif en France. Le bureau européen des Unions de consommateurs, pour sa part, a adressé à M. Jacques Delors, président de la Commission, une lettre lui demandant de publier les noms des marques de vins autrichiens dans lesquelles ont été décelées des traces d'antigel.

Les comptes de la Sécurité sociale

Confusions et mystifications

par Jean-Jacques DUPEYROUX

Les résultats financiers de la Sécurité sociale font apparaître un excédent de 16,6 milliards de francs pour 1984, un déficit de 1,5 milliard pour 1985... Est-ce beaucoup ? Est-ce peu ? Quelles sont les causes de ce renversement de tendance ? Qu'en sera-t-il en 1986 ? Depuis que la commission des comptes de la Sécurité sociale a rendu public son dernier rapport, les commentaires bouillonnent.

On n'oublie généralement qu'une chose : dans ce rapport, si passionnément discuté, il ne s'agit en aucune façon des comptes de la Sécurité sociale, mais uniquement de ceux du régime général : ce qui est tout à fait différent. La Sécurité sociale, c'est un conglomérat de régimes : parmi eux, le régime général, mais aussi les régimes spéciaux (SNCF, mines, etc.), les régimes d'assurance-vieillesse et d'assurance-maladie des professions indépendantes, le régime agricole, les régimes complémentaires. Le chiffre d'affaires du régime général ne représente qu'environ 57 % de cet ensemble : c'est dire combien il est abusif d'en confondre les comptes avec ceux de la Sécurité sociale.

Si l'on parle du déficit de la Sécurité sociale, c'est-à-dire du volume global des ressources extérieures dont bénéficie cet ensemble de régimes, le chiffre ne sera pas de 1,5 milliard de francs pour 1985, mais

infiniment supérieur. Ainsi, les cotisations du régime agricole couvrent moins d'un cinquième de ses dépenses : il est loin d'être le seul à être incapable d'équilibrer ses dépenses par ses cotisations.

D'autre part, parmi les charges du régime général figure un certain nombre de transferts en direction d'autres régimes. Et il ne s'agit pas de quelques centimes : 26 milliards de francs en 1982, 30 en 1983, 34 en 1984, 38 en 1985, soit, en quatre ans, près de 130 milliards qui ont été prélevés sur les cotisations de ceux qui alimentent le régime général - entreprises et salariés - pour être reversés ailleurs. Pour la plus grande part, au régime agricole ; pour une moindre part aux régimes des indépendants.

Tous ces transferts, dont l'existence ne date pas d'hier, sont-ils justifiés ? Il y a de fortes raisons d'en douter. Mais peu importe, la vraie question est celle-ci : comment ne pas ressentir une impression d'aberration lorsque l'attention de la nation tout entière est focalisée sur un « déficit » de 1,5 milliard totalement dépourvu de sens puisqu'il n'apparaît qu'après une confection légale de près de 40 milliards, imposée au régime au nom de la solidarité ? Impression d'aberration, mais aussi de mystification lorsque, parallèlement, le silence est fait sur les déficits, bien réels ceux-là, que ces transferts adontent justement à combler.

« L'accord sur l'UNEDIC est une victoire pour les chômeurs », selon M. Kaspar (CFDT). - Dans *Syndicalisme-Hebdo* du 25 juillet, M. Jean Kaspar, secrétaire national de la CFDT, affirme que l'accord du 18 juillet sur l'assurance-chômage « représente une victoire pour les chômeurs ». Résumant l'idée selon laquelle le débat social révélerait « du pugilat » avec un vainqueur et un vaincu, M. Kaspar ajoute : « Aujourd'hui, si nous ne prenons garde, la société risque de « crever » de ses égoïsmes, de ses lobbies, de son manque de solidarité. »

Il estime que le CNPF et la CGPMF « ne sortent pas grands de cette négociation », car, « comme la CGT, ils sont restés dans les tranchées de leurs principes acceptant de renforcer la société le poids des conservatismes et des égoïsmes ». Quant à la perspective d'une parité de cotisations, M. Kaspar indique qu'il ne s'agit que d'un examen qui « n'engage pas le résultat. Il n'y a donc pas lieu de considérer cela comme une victoire a priori du CNPF ».

« Construction navale : les syndicats boycottent le comité d'entreprise de Normed. - Les syndicats, qui devaient participer au comité central d'entreprise de Normed ce 25 juillet (CGT, CFDT, FO, CGC), ne se rendirent pas à cette réunion (qui a été maintenue par la direction), estimant que la discussion devait avoir lieu avec le gouvernement. Selon la fédération CFDT de la métallurgie, la situation des chantiers de construction navale est « dramatique », puisque, compte tenu des commandes en cours, il manquera en 1986, huit cent mille heures de travail à Dunkerque, un million d'heures à La Seyne, cinq cent mille heures à Nantes, trois millions quatre cent mille heures à Saint-Nazaire.

La CFDT dénonce « le plan de démantèlement de la construction navale qui aboutira à une diminution du nombre des grands chantiers de cinq à dix », et affirme que les pouvoirs publics sont les premiers responsables de cette situation. Le syndicat appelle à la manifestation pour le mois de septembre.

AFFAIRES

LA PRÉPARATION DU BUDGET 1986

Compromis pour l'éducation nationale et la défense

MM. Jean-Pierre Chevènement et Charles Hernu, respectivement ministre de l'éducation nationale et de la défense, n'ont pas, finalement, été trop maltraités dans les ultimes arbitrages pour le projet de budget 1986. L'éducation nationale obtient la création de 1 000 emplois (1 700 au lieu de 700), uniquement chez les enseignants, avec une priorité à l'enseignement technologique. Cette création est due à une concession du premier ministre : les suppressions totales d'emplois, essentiellement chez les administratifs, sont ramenées de 2 600 à 1 600. Le budget de l'éducation nationale augmentera donc de 7 % en valeur contre 3,7 % pour l'ensemble du budget.

Les crédits de la défense progresseront de 2 % en valeur à 158,3 milliards de francs, soit 5,7 % en valeur ce qui est relativement satisfaisant. M. Hernu : il réclamait une progression de 4 % en valeur, essentiellement pour son programme d'investissement, qui devait marquer une nette croissance pour la tranche 1986. La construction d'un nouveau

porte-avions serait davantage étalée dans le temps. Au ministère de la défense, on considère le compromis comme acceptable, car l'augmentation des crédits en volume aurait pu être nulle.

Quant au budget de l'audiovisuel, l'un des trois points « épineux » de la discussion, avec l'éducation nationale et la défense, sa fixation a été retardée par les incertitudes qui continuent à régner sur les projets de télévisions privées. Enfin, il n'est pas question, pour le moment, que les compagnies d'assurances nationalisées soient invitées à renforcer les fonds propres de certaines entreprises du secteur public. Ces dernières bénéficieraient d'avantage des prêts à long terme de la Caisse française pour le développement industriel, succédant au Fonds de développement économique et social, qui a déjà emprunté 10 milliards de francs, le nombre de fonctionnaires ne diminuant que de 4 500 contre 5 500 dans les prévisions précédentes.

FILIALE DE RENAULT

Les cycles Gitane pourraient être rachetés par les cycles Gateau-Yvars

Microm-Gitane, filiale de la régie Renault et troisième constructeur de cycles français, pourrait être vendue à une société holding, Gateau-Yvars. Le comité central d'entreprise de la Régie sera saisi, le 31 juillet, des détails de cette offre de rachat émanant d'une association d'entreprises.

La SARI, Gateau International possède deux établissements fabriquant l'un, à Saint-Gilles Croix-de-Vie (Vendée), des voitures pour handicapés, et l'autre, à Saint-Hilaire-de-Riez (Vendée), trente-quatre mille vélos par an de la marque Océane essentiellement vendus dans les grandes surfaces. Elle emploie soixante-dix salariés. Son chiffre d'affaires a été, en 1984, de 18,6 millions de francs. De son côté, la société anonyme Yvars, d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), commercialise les cycles et les pièces détachées de Gateau. M. Eugène Gateau, PDG de Gateau International,

est actionnaire de l'entreprise Yvars.

Renault veut se défaire de sa filiale (à 98 %) Microm-Gitane qui a perdu, en 1984, 38,9 millions de francs. Entrée dans le groupe Renault en 1975, Gitane fabrique 150 000 vélos de haut de gamme dans son usine de Machecoul (Loire-Atlantique) et emploie trois cent trente salariés. Elle a réalisé, l'an dernier, un chiffre d'affaires de 120 millions de francs.

Reste en suspens le sort de l'équipe professionnelle cycliste Renault-Gitane-Elf, dirigée par Cyrille Guimard et formée autour de Laurent Fignon. Gérée par l'Association sportive 53, cette équipe ne serait déjà plus soutenue financièrement que par Elf et par des accessoiristes de vélo. On déclare à l'AS 53 que Microm-Gitane se contente de fournir les cadres de bicyclettes qui sont ensuite montés par l'association.

M. TAPE A CONCLU UNE TRANSACTION AVEC LES DOUANES

M. Bernard Tapie a annoncé mercredi 24 juillet que son contentieux était définitivement réglé avec le service des douanes, qui l'avait fait inculper, début juillet, d'infraction à la législation sur les changes.

Dans un communiqué, l'homme d'affaires précise que, « conformément à la pratique habituelle, un accord transactionnel a été conclu ce jour entre le ministre de l'économie, des finances et du budget et la société des Papeteries Duvergier (ex-société du groupe Bernard Tapie) ».

Bernard Tapie avait été accusé d'avoir, entre 1978 et 1980, transféré à une société suisse, sans autorisation préalable de l'administration, 1,5 million de francs pour le compte des Papeteries Duvergier, société ne faisant actuellement plus partie de son groupe.

Cette inculpation, prononcée au terme d'une longue procédure à la demande des services de M. Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, dont relèvent les douanes, avait passablement surpris les papiers publics, à commencer par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, qui déclarait : « ne pas être au courant ». Comme pour la plupart des affaires de ce genre, elle a fait place à la transaction habituelle.

TRANSPORTS

LA CGT D'AIR FRANCE APPELLE A LA GRÈVE LE 26 JUILLET

La CGT appelle l'ensemble du personnel au sol de la compagnie Air France à des arrêts de travail, le vendredi 26 juillet, de 3 h 40 à 24 heures. Ces débrayages sont destinés à accroître la pression en faveur des manutentionnaires qui, depuis quatre semaines, réclament l'attribution d'une prime de 1 500 F et la levée de sanctions infligées à dix grévistes.

La direction d'Air France pense « pouvoir éviter que le mouvement ne perturbe les départs » du week-end. Elle regrette que la CGT en vienne à « pénaliser les vacanciers pour la défense de revendications salariales que la compagnie est dans l'impossibilité de satisfaire ».

L'ÉTAT SUÉDOIS REFUSE DE RENFLouer LE GROUPE CONSAFE

L'Etat suédois a refusé de renflouer Consafe, un des grands spécialistes mondiaux de l'aménagement des habitations sur les plates-formes pétrolières offshore (60 % du marché), en proie à une crise financière sans précédent. « Les actionnaires doivent prendre leurs responsabilités », a déclaré, le mercredi 24 juillet, le porte-parole du gouvernement, Consafe, perd quotidiennement 1,5 million de couronnes (1,55 millions de francs) et son déficit pour 1985 avoisinerait 400 millions de couronnes sur un chiffre d'affaires de 1 milliard de couronnes.

Si le groupe faisait faillite, il entraînerait dans sa chute les chantiers navals Götaverken Arendal dont il est le principal client et mettrait en jeu trois mille emplois. Le conseil d'administration de Consafe devait se réunir ce jeudi pour discuter d'un plan de restructuration à soumettre au ministre de l'Industrie.

« M. Gattaz - plutôt optimiste - », le président du CNPF, M. Yvon Gattaz, s'est déclaré « plutôt optimiste » quant à la possibilité de voir décidées des mesures gouvernementales d'incitation fiscale afin de relancer l'investissement. M. Gattaz a fait cette déclaration à l'issue d'un entretien avec M. Mitterrand, le 24 juillet. M. Gattaz a indiqué qu'il avait présenté au chef de l'Etat « quelques propositions concrètes, à la fois pour créer des emplois et pour relancer les investissements » au moment où, selon lui, « la compétitivité internationale des entreprises françaises s'effrite ».

Il a renouvelé devant le chef de l'Etat son « pari » de mettre en place en un an trois cent mille contrats de formation en alternance pour les jeunes.

FORUM STAGES

TENNIS - INFORMATION TIR A L'ARC
RISOUL (Hautes-Alpes)
HYÈRES (Var)
46, av. Kléber - 75116 Paris
Tél. 11) 704-58-58

Une politique industrielle en peau de chagrin

M. Fabius aura quelque mal à expliquer devant le Parlement, cet automne, comment il emporte « moderniser » la France, en réduisant le budget du ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur de près de 20 % (en volume) en 1986, comme il vient de le décider. Le discours « industrialiste et volontariste » des socialistes au début du septennat est bien loin. L'industrie n'est plus mentionnée parmi les trois priorités officielles officiellement pour l'an prochain : éducation, police et recherche.

Dans le détail, trois des grands postes du ministère de M. Cresson sont laminés : les dotations en capital des entreprises publiques du secteur concurrentiel passeront de 11,8 milliards à 8,3 milliards de francs (1). Les subventions aux chantiers navals régresseront de 3,5 milliards à 2,3 milliards (- 34 %). Les crédits de politique industrielle qui servent aux actions diverses (pâte à papier, intervention du CIRI...) tomberont de 2,4 milliards à 2 milliards (- 17 %). Seule la subvention aux Hnuillères est épargnée avec 7,3 milliards contre 7,2 milliards en 1985, mais il s'agit d'un engagement solennel du président de la République sur lequel on savait qu'il était impossible de revenir.

De telles coupes s'expliquent, pour le ministère des finances par l'amélioration de la situation de beaucoup d'entreprises. Elles vont mieux et ont donc moins besoin de l'argent du contribuable. C'est le cas des groupes nationaux qui sont sortis du ronge à l'exception de Renault et de la sidérurgie. Quant au nombre de canards baltiques (Maurfrance, ARCT...), ils sont aujourd'hui en liquidation.

A dire vrai, la réduction des crédits de l'industrie n'est pas une surprise puisqu'elle est la traduction, simplement un peu brutale, d'une philosophie qu'a appliquée M. Fabius lui-même dès qu'il est arrivé au début 1983 au poste occupé aujourd'hui par M. Cresson. Il s'est ouvert alors à « bouclier les dotations » ouvertes par ses prédécesseurs comme celui de la restructuration de la chimie, de Creusot-Loire, en essayant souvent d'échapper aux plus difficiles (sidérurgie, Talbot...) mais sans en ouvrir volontairement de nouveaux (2). Opposé à toute politique sectorielle, M. Fabius n'engage rien de neuf, il éteint les brûleurs sociaux, bouche les trous. Une fois cela fait, la tâche du ministère est en somme terminée, les patrons sont autonomes dans leur gestion, l'Etat n'intervient plus. A la limite de son raisonnement, une industrie restructurée et bénéficiaire est synonyme d'aide publique nulle et à pour corollaire la disparition du ministère de l'Industrie. Les vraies décisions se prennent rue de Rivoli.

M. Cresson a repris ensuite le ministère en menant une politique défensive semblable, n'intervenant que sur les nouvelles faillites provoquées par la crise (Renault, Technip, Ducloux...). Son ministère s'appelle d'ailleurs « redéploiement industriel ». Les actions sectorielles engagées avant mars 1983 (textile, filière électronique...) sont poursuivies mais à quelques exceptions près, leurs crédits augmentent moins que programmé initialement et, surtout, elles sont réorientées vers les entreprises : le plan composant devient Thomson ou Matra, l'informatique c'est Bull, etc.

Agir par l'environnement

Le dossier réglé, l'affaire redressée, l'Etat ne doit-il plus intervenir dans l'industrie ? Devrait-il simplement, comme M. Fabius le pense, s'agiter aux alentours du micro-économique (charges, fiscalité, et surtout taux d'intérêt) ? Vieilles questions qui partagent les écoles de pensées économiques et politiques depuis toujours. Mais quoi qu'on pense sur le rôle de l'Etat dans la micro-économie, la position du gouvernement Fabius, éclairée par le budget 1986, ne manque pas de contradictions.

Contradiction d'abord avec les discours industrialistes du début du septennat. L'industrie devait être à l'origine de la « sortie de crise » par les gains de productivité du travail et du capital qu'elle seule pouvait entraîner dans toute l'économie. Aujourd'hui, l'industrie est renvoyée, en vertu d'une philosophie qui a tout d'un libéralisme non avoué, à ses marchés. Qu'elle se débrouille, sauf quand la casse sociale est trop importante ou trop voyante.

Supprimer les dotations en capital aux groupes nationaux qui font des profits pour les réserver à ceux qui sont encore dans le rouge, c'est un étrange comportement d'actionnaire. En bonne logique libérale, ne faut-il pas plutôt investir dans les entreprises rentables ? Au-delà du paradoxe, la politique gouvernementale contraint les groupes devenus prospères à se retourner, au travers des titres participatifs ou des

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

HITACHI

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1984-1985
BÉNÉFICE NET + 24 % - CHIFFRE D'AFFAIRES + 15 %

Le bénéfice net et le chiffre d'affaires ont à nouveau atteint des niveaux records pour l'exercice s'achevant au 31 mars 1985.

Le bénéfice net s'est élevé à 210 milliards de francs, en augmentation de 26 % par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net par action est passé de 39,25 francs à 72,23 francs. La société attribue ces résultats à la forte croissance des secteurs électronique et biens de consommation.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 5013 milliards de francs, en progression de 15 % par rapport à l'exercice précédent, et atteint pour la première fois le niveau de 5 000 milliards de francs. Les bons résultats des secteurs de l'électronique et des biens de consommation compensent la baisse de 1 % enregistrée dans le secteur des équipements électriques. L'électronique a vu son chiffre d'affaires progresser de 28 % grâce à l'amélioration des ventes principalement de semi-conducteurs, ordinateurs et

d'équipements de bureau. Le chiffre d'affaires du secteur des biens de consommation a augmenté de 19 % grâce aux bonnes performances enregistrées sur les magnétoscopes, les téléviseurs couleur et les appareils d'air conditionné. Les secteurs des équipements industriels et des autres produits ont augmenté respectivement de 8 % et 11 %.

Les exportations ont progressé de 33 %, passant de 1 231 milliards de francs en 1984 à 1 635 milliards de francs et représentant 33 % du chiffre d'affaires total. Les ventes de biens de consommation en Chine ont fortement augmenté durant l'exercice.

Pour l'exercice en cours, la société estime que la croissance se ralentira tant pour le bénéfice net que pour le chiffre d'affaires, qui pourraient progresser respectivement de 3 % et 5 % compte tenu du ralentissement des marchés des principaux produits.

CBC

Le chiffre d'affaires consolidé de CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION (CBC) du premier semestre 1985 a été de 1 045,7 MF hors taxes à comparer à celui de 1984 qui était de 796,5 MF, soit une progression de 31 %.

Le carnet de commandes au 30 juin 1985 s'élève à 1 984 F à comparer à celui au 30 juin 1984 qui était de 1 455 MF, soit une progression de 36 % ; ce chiffre ne prend pas en compte le contrat de construction d'un hôtel à Pyong-Yang pour 1 100 MF.

CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION
200, rue de Valenciennes - 92000 NANTERRE
Tél. 01 47 00 00 00 - Telex CBC 330000 F

CAP GEMINI SOGETI

RÉSULTATS
DU PREMIER SEMESTRE 1985

Pour les six premiers mois de l'exercice 1985, le groupe CAP GEMINI SOGETI a réalisé un chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 1 026 millions de francs, soit une progression de 26,8 % par rapport à celui réalisé pendant la même période de l'exercice précédent (809 millions de francs).

La progression du résultat d'exploitation, quant à elle, est de 28,1 %.

Il est intéressant de noter que le groupe CAP GEMINI SOGETI vient de réaliser en six mois le même chiffre d'affaires que celui qu'il avait réalisé pour la totalité de l'exercice 1982 (1 026 781 000 francs HT).

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

246-72-23, poste 2412

GAZ DE FRANCE. TOUTE NOTRE ENERGIE EST POUR VOUS.



LE GAZ DE FRANCE EMET SES PREMIERS TITRES PARTICIPATIFS

Pour tout renseignement adressez-vous à votre banque ou à la Caisse Nationale de l'Energie.
Visa COB n° 85-234 du 18-07-85 BALO du 22-07-85



هكذا من الأصل

الشرق الأوسط

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

24 juillet

Bof I

Le mois boursier « nouveau » est arrivé mercredi sur Wall Street. Mais le mouvement s'est néanmoins ralenti à l'issue d'une séance marquée par une tension assez fluctuante. A la clôture, l'indice des Industriels s'élevait à 1348,89 (- 2,92 points), après être passé par un point haut de 1359,21 et un point bas de 1335,69. Le bilan de la journée a été très comparable au résultat final. Sur 2042 valeurs traitées, 998 ont baissé, 643 ont monté et 401 n'ont pas varié.

Des ventes bénéficiaires se sont poursuivies, mais les opérateurs ont également continué d'arbitrer des valeurs dites « défensives » contre des actions d'entreprises plus susceptibles de profiter d'une reprise de l'expansion. D'une façon générale, l'espoir d'une détente monétaire initiée par le Fed s'évanouit, mais le marché n'appréhendait pas trop, pour l'instant, une stabilisation des taux d'intérêt, mais il surveille attentivement l'évolution du taux de l'argent. De l'avis général, les mesures déjà prises devraient suffire à ramener l'économie. Pour le second semestre, les prévisions tablent sur une hausse de 3 % à 4 % du P.N.B. Des analyses se penchent sur l'espoir de voir le « Dow » atteindre la barre psychologique des 1400 points d'ici à l'automne.

L'activité s'est ralentie et 128,60 millions de titres ont changé de mains, contre 143,60 millions la veille.

NEW-YORK

24 juillet

Nouveau repère

Pour la troisième séance consécutive, les cours ont baissé mercredi à Wall Street. Mais le mouvement s'est néanmoins ralenti à l'issue d'une séance marquée par une tension assez fluctuante. A la clôture, l'indice des Industriels s'élevait à 1348,89 (- 2,92 points), après être passé par un point haut de 1359,21 et un point bas de 1335,69. Le bilan de la journée a été très comparable au résultat final. Sur 2042 valeurs traitées, 998 ont baissé, 643 ont monté et 401 n'ont pas varié.

Des ventes bénéficiaires se sont poursuivies, mais les opérateurs ont également continué d'arbitrer des valeurs dites « défensives » contre des actions d'entreprises plus susceptibles de profiter d'une reprise de l'expansion. D'une façon générale, l'espoir d'une détente monétaire initiée par le Fed s'évanouit, mais le marché n'appréhendait pas trop, pour l'instant, une stabilisation des taux d'intérêt, mais il surveille attentivement l'évolution du taux de l'argent. De l'avis général, les mesures déjà prises devraient suffire à ramener l'économie. Pour le second semestre, les prévisions tablent sur une hausse de 3 % à 4 % du P.N.B. Des analyses se penchent sur l'espoir de voir le « Dow » atteindre la barre psychologique des 1400 points d'ici à l'automne.

L'activité s'est ralentie et 128,60 millions de titres ont changé de mains, contre 143,60 millions la veille.

BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	31 10	2 441		Free	550	550	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	

24 JUILLET

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	31 10	2 441		Free	550	550	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	31 10	2 441		Free	550	550	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	31 10	2 441		Free	550	550	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	

Autour de la Corbeille

FORTE BAISSE DES BÉNÉFICES DE DU PONT. - Pour le deuxième trimestre, le groupe américain Du Pont de Nemours, numéro un de la chimie des Etats-Unis, enregistre une baisse de 39 % de ses bénéfices, dont le montant tombe à 268 millions de dollars (437 millions pour la période correspondante de 1984).

Le président de Du Pont, M. Edward Jefferson, attribue la baisse des résultats à la déflation, continue de la déflation industrielle, à une diminution de la demande de l'agriculture américaine et au « niveau anormalement élevé » du dollar, qui a entraîné une « inondation » d'importations et pénalisé les exportations de la société.

M. Jefferson estime que les récents replis du dollar et des taux d'intérêt américains constituent un « début dans la bonne direction ». Il a indiqué, enfin, qu'il s'attend à une amélioration des résultats financiers de la société pour le second semestre.

Pour le premier semestre, son bénéfice net baisse de 59 %, à 332 millions de dollars (contre 810 millions), sur un chiffre d'affaires de 16,79 milliards de dollars (- 9 %).

CELEM. - L'établissement émet un prêt de 5000 F à un emprunt de 1,2 milliard de francs sur douze ans au taux de 12 % et remboursable en fine.

DES AMERICAINS A LA BOURSE DE TAÏPEI. - Les autorités de Taïwan ont donné leur accord de principe à la firme de courtage américaine Scudder, Stearns and Clark Inc. pour constituer à la Bourse de Taïpei un portefeuille dont les valeurs seraient cotées à la Bourse de New-York.

Ce sera la première fois dans l'histoire de la Bourse de Taïpei qu'une société étrangère est autorisée à y investir directement.

La commission de contrôle des opérations de Bourse précise que la société de courtage américaine, l'une des plus importantes au monde, avait proposé de coter ces titres taïwanais à New-York à 60 millions de dollars, soit 80 millions de dollars. Toutefois, celle-ci ne serait pas autorisée à détenir plus de 10 % de chacune de ces sociétés taïwanaises cotées à New-York.

INDICES QUOTIDIENS

INDICES QUOTIDIENS	24 juillet	23 juillet	22 juillet
Indice CAC 40	117,7	117,8	117,8
Indice CAC 100	97,2	96,5	96,5
Indice CAC 200	217,9	218,3	218,3
Indice CAC 300	217,9	218,3	218,3
Indice CAC 400	217,9	218,3	218,3
Indice CAC 500	217,9	218,3	218,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	24 juillet	23 juillet	22 juillet
Taux du marché monétaire	5,5	5,5	5,5
Taux du marché monétaire	5,5	5,5	5,5
Taux du marché monétaire	5,5	5,5	5,5
Taux du marché monétaire	5,5	5,5	5,5
Taux du marché monétaire	5,5	5,5	5,5

Règlement mensuel

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	31 10	2 441		Free	550	550	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	
5 %	47 70	2 384		Free (Châ. eau)	900	900	

COTE DES CHANGES

COTE DES CHANGES	24 juillet	23 juillet	22 juillet
Cote des changes	5,5	5,5	5,5
Cote des changes	5,5	5,5	5,5
Cote des changes	5,5	5,5	5,5
Cote des changes	5,5	5,5	5,5
Cote des changes	5,5	5,5	5,5

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ LIBRE DE L'OR	24 juillet	23 juillet	22 juillet
Marché libre de l'or	5,5	5,5	5,5
Marché libre de l'or	5,5	5,5	5,5
Marché libre de l'or	5,5	5,5	5,5
Marché libre de l'or	5,5	5,5	5,5
Marché libre de l'or	5,5	5,5	5,5

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ LIBRE DE L'OR	24 juillet	23 juillet	22 juillet
Marché libre de l'or	5,5	5,5	5,5
Marché libre de l'or	5,5	5,5	5,5
Marché libre de l'or	5,5	5,5	5,5
Marché libre de l'or	5,5	5,5	5,5
Marché libre de l'or	5,5	5,5	5,5

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ENQUÊTE
2. TIBET : « Moines et moines au grand jour », par Julien Besançon.
- COURRIER

ÉTRANGER
3-4. Les sanctions françaises contre la République sud-africaine.
4. AMÉRIQUES

4. ASIE
4. DIPLOMATIE
5. PROCHE-ORIENT

POLITIQUE
6. La session extraordinaire du Parlement.
- Le communiqué officiel du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ
7. Accusée de tort d'un meurtre, Marie-France Tétou est remise en liberté après un an de prison.
8. Quatre mandats d'arrêt ont été décernés après la catastrophe de Taseco.

LE MONDE DES LIVRES
9. Un entretien avec Frédéric Dard.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : Et si c'était quand même lui, le diable ?
10. La vie littéraire.
11. PHILOSOPHIE : M. de La Palice réhabilité.
12. PORTRAIT : Jean-Marie Turpin.
14. Un inédit de Marcel Proust.

CULTURE
15. FESTIVALS : cinéma à Avignon et à Prades ; Jesse Norman à Aix-en-Provence.
- REPRISSE : « Ou'est-il arrivé à Baby Jane ? », de Robert Aldrich.
- COMMUNICATION : UGC, Libération et l'agence Roux-Séguela demandent la concession d'une chaîne de télévision.

ÉCONOMIE
19. SOCIAL : un entretien avec M. Marché, président de la CGC.
20. La préparation du budget de 1986.

RADIO-TÉLÉVISION (17) INFORMATIONS « SERVICES » (18) :
« Journal officiel » ; « La Mode » ; Loterie nationale ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés ; Tac-o-tac.
Annonces classées (17) ; Carnet (8) ; Programmes des spectacles (16) ; Marchés financiers (21).

La crise de la sidérurgie

LES PARLEMENTAIRES SOCIALISTES DU NORD VONT ÊTRE REÇUS PAR M. FABUS

(De notre correspondant.)
Lille. — Pour sauver Unimetal, une centaine de sidérurgistes avaient manifesté dans le plus grand calme, mercredi matin 24 juillet à Lille, et une délégation syndicale avait même été reçue par le préfet de région, M. Clauzel. Mais à Trith-Saint-Léger, près de Valenciennes, la prise de poste de l'après-midi, une cinquantaine de travailleurs ont soudain sauté les barrières du siège de la direction du personnel.

Selon le délégué de la CGT, cette réaction n'est provoquée par le communiqué du ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur, qui affirmait pourtant qu'en aucun cas la fermeture de l'usine de Trith-Saint-Léger ne pourrait intervenir tant que la création d'emplois correspondant aux salariés en cause ne serait pas effectivement réalisée sur place (1). Cette assurance importante pour la garantie de l'emploi n'a en revanche pas moins en effet l'éventualité de la fermeture de cette usine d'Unimetal. C'est pourquoi, également la CFDT, a annoncé qu'elle allait durcir son attitude.

Les parlementaires socialistes du Nord, conduits par M. Noël Joseph, président du conseil régional, seront reçus par M. Laurent Fabius vendredi après-midi.
(1) M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, ancien directeur du cabinet de M. Mauroy à Matignon, a répondu longuement au Sénat, dans la nuit de mercredi à jeudi, aux interventions sur Trith-Saint-Léger de M. Carous, sénateur de la RPR, de Valenciennes, et de M. Hector Viron, sénateur communiste.

A B C D E F G

POUR FAIRE FACE À LA RECRUESCENCE DES « VIOLENCES »

Israël va intensifier sa lutte antiterroriste

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël va intensifier sa lutte antiterroriste par un renforcement des mesures préventives et répressives : multiplication des contrôles policiers, accroissement des patrouilles militaires dans les territoires occupés, consolidation de la garde civile — forces de police auxiliaires composées de volontaires — et, surtout, recours éventuel aux détentions administratives et à l'expulsion sélective des fauteurs de troubles. Ces deux dernières sanctions avaient été abandonnées en 1979 par le gouvernement Begin.
M. Itzhak Rabin, ministre de la défense, a annoncé ce jour de mercredi 24 juillet — après une réunion avec le chef du gouvernement, le ministre de la police et le chef des armées — au moment où le pays est secoué par une nouvelle affaire politico-criminelle. Celle-ci a éclaté dimanche à Afula, chef-lieu de Basse-Galilée (soixante-dix mille habitants). La disparition d'un couple d'instituteurs — Yossef Eliabou, trente-cinq ans, marié, cinq enfants, et Leah Elmalak, célibataire, dix-neuf ans, — a mis en émoi cette ville tranquille représentative de l'Israël profond.

La police écarte rapidement l'hypothèse d'une fugue passionnelle au profit de celle d'un enlèvement politique. Elle retrouva lundi le véhicule des enseignants près de la localité arabe de Jénine, en Cisjordanie, à 25 kilomètres au sud d'Afula, et découvrit une douille de 7,65 près des sièges tachés de sang. Le couple a, semble-t-il, lutté avec ses ravisseurs pour tenter de leur échapper.

Depuis, cette affaire occupe les manchettes des journaux. Les batailles policières n'ont jusqu'ici rien donné. Avec le temps qui passe, l'espoir s'estompe de retrouver les manchettes du journaux. Les batailles policières n'ont jusqu'ici rien donné. Avec le temps qui passe, l'espoir s'estompe de retrouver les manchettes du journaux. Les batailles policières n'ont jusqu'ici rien donné. Avec le temps qui passe, l'espoir s'estompe de retrouver les manchettes du journaux.

Si le gouvernement a décidé mercredi de réagir, c'est sans doute parce que cette affaire constitue la troisième du genre en l'espace de neuf mois. En octobre, un jeune Palestinien du camp de réfugiés de Dehaishe — déséquilibré, semble-t-il — assassinait un couple d'étudiants près de Bethléem. Il fut condamné à la déportation à vie. Fin juin, deux hommes ont été tués dans une forêt proche de Jérusalem. Leurs assassins, deux Arabes de Cisjordanie, attendent de passer en jugement. Un meurtre similaire avait été commis en 1978. Son auteur fut libéré en mai dernier lors de l'échange de prisonniers conclu entre Israël et le FPLP commandement général d'Ahmed Jibril.

Des activistes tranquilles
Pour M. Rabin, le récent regain de terrorisme en Israël ne résulte pas de cette opération qui permit le retour dans les territoires occupés de quelque six cents anciens détenus, dont beaucoup étaient condamnés à la prison à vie. Comme le souligne le récent rapport de l'administration militaire en Cisjordanie, ces ex-activistes, à une ou deux exceptions près, se tiennent cois. Le ministre de la défense explique la recrudescence des violences à l'intérieur d'Israël par deux raisons majeures : la volonté de certains groupes palestiniens, encouragés par Damas, d'imiter l'exemple des combattants chiites du Liban, la réinstallation en Jordanie d'une partie des cadres et des troupes de l'OLP, laquelle a resserré ses liens avec la population de Cisjordanie en y réactivant notamment des « cellules » dormantes.

La nouvelle opération iranienne n'est baptisée « Quds (Jérusalem) IV ». Elle succède à l'offensive du 14 juillet dernier au cours de laquelle les Iraniens avaient lancé une attaque sur le front nord, en Cisjordanie, à la suite de violents affrontements, engageant plusieurs dizaines de milliers d'hommes dans chaque camp, avaient fait rage pendant plusieurs jours, l'objectif des forces iraniennes étant de détruire des camps de ravitaillement irakiens aux rebelles kurdes irakiens, à environ 40 kilomètres de la frontière.

Aucune activité importante n'a été signalée sur le front nord depuis samedi dernier. Les deux belligérants avaient publié des communiqués de victoire à l'issue de ces combats qui avaient vu la plus importante pénétration iranienne dans cette partie nord du front, en cinq ans de guerre.

L'aviation irakienne était intervenue massivement contre les concentrations de troupes, effectuant plusieurs centaines de sorties, et avait perdu trois appareils selon Téhéran, deux selon Bagdad.

Opérations « coup de poing »

Depuis juin, les Iraniens se livrent à des opérations « coup de poing » qui leur permettent de s'infiltrer dans le dispositif de défense adverse pour y effectuer le maximum de destructions. Deux à trois actions de ce genre sont menées en moyenne par semaine, offrant l'avantage, selon les experts militaires étrangers, de maintenir sous pression l'ensemble des troupes irakiennes, avec un minimum de pertes du côté iranien. Parallèlement, les Iraniens ont lancé des attaques plus massives destinées à occuper du terrain.

Ces actions, qui exigent des effectifs plus importants, sont toutefois sans commune mesure avec les grandes attaques par vagues

Au Zimbabwe

M. NKOMO DÉNONCE UN COMLOT DU GOUVERNEMENT DIRIGÉ CONTRE LUI

M. Joshua Nkomo, dirigeant de l'Union populaire africaine du Zimbabwe (ZAPU), la principale formation d'opposition au régime du premier ministre, M. Robert Mugabe, a indiqué, mardi 23 juillet, qu'un commissaire de police adjoint et trois policiers en civil se sont rendus dans la journée à son domicile, situé dans un faubourg de Bulawayo (sud-ouest du pays), et qu'ils l'ont obligé à leur remettre ses armes, soit trois pistolets et deux fusils utilisés par ses gardes du corps, ainsi qu'un fusil personnel. M. Nkomo a assuré qu'il démentait légalement ces armes, prétendant que ces policiers agissaient apparemment sur l'ordre du nouveau ministre de l'Intérieur, M. Enos Nkala. Il estime qu'il s'agit là des premiers signes d'un complot du gouvernement pour le faire assassiner. « Il semble que je devrais être supprimé », a-t-il indiqué, soulignant : « Sans protection, je suis vulnérable à toutes les attaques ».

Un porte-parole du gouvernement a déclaré qu'il ignorait les raisons exactes de l'action dirigée contre M. Nkomo, estimant qu'elle devait être due à la présence, à Bulawayo, d'armes « utilisées par les dissidents ». Le gouvernement de Harare a accusé à plusieurs reprises M. Nkomo et son parti de soutenir les dissidents armés, notamment ceux du Matabeleland, ce qu'a toujours nié l'intéressé. — (AFP.)

LA GUERRE DU GOLFE

Les Iraniens lancent une nouvelle opération baptisée « Jérusalem IV »

Les forces iraniennes ont lancé dans la nuit du mardi 23 au mercredi 24 juillet une attaque sur le front sud et ont repris le contrôle de 100 kilomètres carrés de territoire au sud de l'Irak, a annoncé mercredi un communiqué du poste de commandement iranien, qui indique que les combats se déroulent au sud d'Al-Amara, au nord des marais d'Al-Azim, où les forces iraniennes ont pénétré de 8 kilomètres à l'intérieur de l'Irak. « Des centaines d'Irakiens ont été tués ou blessés, 21 ont été capturés, dont que quelques-uns », affirme le communiqué iranien. « La loi stratégique d'Al-Nadji a été franchie et plusieurs postes et villages irakiens, dont Al-Horoud et Chait al-Doud, sont passés sous contrôle iranien », ajoute-t-il.

L'Irak a catégoriquement démenti mercredi que les forces iraniennes aient occupé 100 kilomètres carrés dans le secteur sud du front, et un porte-parole de l'état-major irakien a affirmé que des combats se déroulaient dans la région de Téhéran dit avoir occupé. Les troupes iraniennes, a-t-il ajouté, poursuivaient la « destruction » des forces irakiennes dans cette région et des dizaines de soldats irakiens ont été tués.

La nouvelle opération iranienne n'est baptisée « Quds (Jérusalem) IV ». Elle succède à l'offensive du 14 juillet dernier au cours de laquelle les Iraniens avaient lancé une attaque sur le front nord, en Cisjordanie, à la suite de violents affrontements, engageant plusieurs dizaines de milliers d'hommes dans chaque camp, avaient fait rage pendant plusieurs jours, l'objectif des forces iraniennes étant de détruire des camps de ravitaillement irakiens aux rebelles kurdes irakiens, à environ 40 kilomètres de la frontière.

Aucune activité importante n'a été signalée sur le front nord depuis samedi dernier. Les deux belligérants avaient publié des communiqués de victoire à l'issue de ces combats qui avaient vu la plus importante pénétration iranienne dans cette partie nord du front, en cinq ans de guerre.

Opérations « coup de poing »

Depuis juin, les Iraniens se livrent à des opérations « coup de poing » qui leur permettent de s'infiltrer dans le dispositif de défense adverse pour y effectuer le maximum de destructions. Deux à trois actions de ce genre sont menées en moyenne par semaine, offrant l'avantage, selon les experts militaires étrangers, de maintenir sous pression l'ensemble des troupes irakiennes, avec un minimum de pertes du côté iranien. Parallèlement, les Iraniens ont lancé des attaques plus massives destinées à occuper du terrain.

Ces actions, qui exigent des effectifs plus importants, sont toutefois sans commune mesure avec les grandes attaques par vagues

Sur le vif

Critères

Vous êtes partie seule en vacances et vous l'avez rencontré. Lui ! Enfin, lui ! Il a des coups de soleil et on voit la marque bleue de sa liquette. Il n'a du ventre, trop de poils et pas assez de cheveux, mais, bon, il faut faire avec ce qu'on a. Vous bavardez et, cramponnez-vous à votre flacon d'huile solaire, il vous demande, oui, vous avez bien entendu, si vous êtes libre à dîner.

Vous répondez : absolument, avec joie, pas de problème... Vous n'allez pas laisser échapper une occasion pareille. Maintenant, au cas où vous n'auriez pas le temps de vous plonger dans la presse féminine pour y glaner, elle en est pleine, tous les signes — ça ne trompe pas — permettant de distinguer le petit flirt du grand amour, je vais vous les énumérer.

Quand vous vous pointez au restaurant, il est déjà là, il guette votre arrivée. Un bon point. Surveillez ce qu'il met ou plutôt ce qu'il laisse dans son assiette. S'il se gargarise, ça n'est pas très encourageant. Le coup de foudre s'accompagne mal du coup de fourchette. Faites semblant de regarder ailleurs et revenez sur lui brusquement. S'il n'est pas en train de vous fixer d'un oeil extasié et concupiscent, c'est étonnant.

Si dans les jours qui suivent il vous cache à ses copains, ce n'est pas forcément parce que vous avez des traits fatigués et des yeux cernés, c'est peut-être parce qu'il veut garder ces trésors pour lui tout seul. Ah ! très important : sa mère. S'il vous en parle peu, c'est pas assez. S'il vous en parle beaucoup, c'est trop. S'il ne vous en parle pas du tout, c'est curieux. Idem pour son ami Jean-Marie. S'il vous dit que l'image de son bonhomme coiffé lui fait envie, c'est tout bon. S'il murmure avec nostalgie ses nombreuses aventures féminines, c'est moins bon. Si, vert de jalousie, il évoque d'une voix blanche la liaison de son chéri avec un barman de la rue Sainte-Anne, c'est carrément mauvais.

Remarque, faut pas désespérer. Nous, les journalistes, on est là pour vous aider. Faites-vous confiance. A l'exemple de cette lectrice dont j'ai épinglé la lettre dans le ne sais plus quel courrier du cœur : il vient de se marier pour la quatrième fois avec une femme de vingt-deux ans, ma cocotte, qui attend en bébé. Il la trompe avec un prêtre défrôqué. Voilà dix-huit mois qu'il ne répond plus à mes lettres. Pourtant je sais qu'il m'aime. Comment l'amener à se déclarer ?

CLAUDE SARRAUTE.

M. Murphy met en garde les membres du Congrès américain contre les sollicitations des moudjahidins du peuple d'Iran

A la suite de la publication aux Etats-Unis d'une lettre de soutien au Conseil national de la résistance iranienne signée par plus de deux cents membres du Congrès, M. Richard Murphy, secrétaire d'Etat adjoint américain, a adressé une mise en garde à tous les parlementaires sollicités par les Moudjahidins du peuple de M. Massoud Radjavi. S'adressant à une sous-commission parlementaire, M. Murphy a déclaré que le Conseil national de la résistance iranienne en question n'était qu'une « émanation des Moudjahidins du peuple de M. Massoud Radjavi et que ce groupe, dont le siège se trouve à Auvers-sur-Oise, « restait une organisation militante islamique, anticonstitutionnelle, anti-américaine et collectiviste qui continue d'employer le terrorisme et la violence comme instruments de sa politique ».

A Paris, un encart publicitaire similaire para dans le Monde du 10 juillet sous le titre : « Soutien à la résistance iranienne » continue à susciter de vives réactions de la part d'organisations de résistance iraniennes qui contestent aux Moudjahidins le monopole de la résistance contre le régime de Téhéran. Dans une mise au point, dont nous publions les extraits, le Mouvement de la résistance nationale iranienne (MRNI), présidé par M. Chapour Bakhtiar, affirme que « le texte de cette annonce qu'accompagnaient les signatures d'un grand nombre de

personnalités politiques et culturelles françaises établit une confusion grave entre l'organisation des Moudjahidins du peuple d'Iran et leur chef, M. Massoud Radjavi, d'une part, et la lutte résistante de notre peuple, de l'autre ».

La mise au point du MRNI rappelle que les Moudjahidins du peuple ont prêté main forte, durant les seize premiers mois de la République islamique, à « aux forfaits commis contre la démocratie par le régime de Khomeiny, garant d'une mise « hors la loi » de son tour, et prendre le chemin de l'islam ». « Qui plus est, cette organisation islamiste jusqu'à la caricature, l'ont d'avoir révisé son attitude sectaire une fois au pouvoir, et est enfoncée de plus en plus en affichant une hostilité assortie d'injures et de menaces à l'égard des démocraties iraniennes et tous les opposants à Khomeiny en général ».

SEPTEMBRE NOIR ET LE DJIHAD ISLAMIQUE REVENDIQUENT L'ASSASSINAT DU DIPLOMATE JORDANAIEN A ANKARA

Un interlocuteur anonyme se réclamant de l'organisation Septembre noir a revendiqué le mercredi 24 juillet l'assassinat du premier secrétaire de l'ambassade de Jordanie à Ankara, M. Ziad Sati, dans un appel téléphonique au bureau de l'AFP à Amman.

L'interlocuteur, qui a affirmé parler de Bruxelles, a déclaré : « Nous annonçons être responsables de l'assassinat de Ziad Sati, responsable de la coordination entre les services secrets jordaniens et turcs ».

Le correspondant qui s'exprimait en français avec un fort accent arabe, a ajouté : « Nous revendiquons le régime jordanien qu'il ne paye cher le prix de la poursuite des forces nationales et révolutionnaires en Jordanie et ailleurs ». L'interlocuteur a conclu en affirmant : « Nous confirmons enfin que le plan, ou la convention Arafat-Husseini, ne passera jamais » (allusion à l'accord conclu en février dernier entre le dirigeant palestinien et le souverain jordanien).

A Paris, un interlocuteur affirmant également parler de Bruxelles, a lu le même communiqué mais en arabe au nom de Septembre noir, ajoutant que de « nouvelles coups seront portés aux services de renseignements hostiles à la cause palestinienne ».

Cet assassinat a été également revendiqué à Ankara par une personne se réclamant de l'organisation du Jihad islamique. Dans un appel téléphonique à une agence de presse étrangère de la capitale turque, l'homme a dit que le Jihad « avait abattu un valet des forces de l'impérialisme » et qu'il « poursuivait ses actions contre de telles personnes ».

— (AFP.)

LE CHAMPIONNAT DU MONDE D'ECHECS

Gligoric renonce à arbitrer le match

Le grand maître yougoslave Svetozar Gligoric a renoncé à être l'arbitre principal du prochain championnat du monde d'échecs entre Karpov et Kasparov qui doit s'ouvrir le 2 septembre à Moscou.

Dans une lettre à la Fédération internationale des échecs (FIDE), rendue publique la mercredi 24 juillet, Gligoric explique qu'il se retire, « estimant de ne pas constituer le moindre obstacle à la tenue du prochain match, position dans laquelle, à mon grand regret, m'ont mis les dernières déclarations de Garry Kasparov ».

En fait, la décision de Gligoric (qui a déjà arbitré la première rencontre entre Karpov et Kasparov) s'apparente à une retraite précipitée, et pour cause. Le règlement du championnat du monde, en vigueur depuis deux ans, stipule en effet que l'arbitre principal doit être une personne dont le nom figure sur les deux listes (celle du champion du monde et celle de son challenger).

gari). Kasparov, « en souvenir du match annulé de Moscou », n'avait pas mis Gligoric sur sa liste. M. Campomanes, président de la FIDE, était passé outre et avait quand même désigné le GM yougoslave. Le challenger de Karpov n'avait trouvé alors qu'une parade : renoncer à jouer le championnat du monde (le Monde du 3 juillet). Cette fois, la menace était trop forte et Gligoric, en conséquence, a dû abandonner la partie.

Après cette victoire psychologique de Kasparov, il reste maintenant à trouver un arbitre qui convienne aux deux joueurs, et cela à un peu plus d'un mois seulement avant le début du championnat du monde. Peut-être M. Campomanes, en consultant cette fois la liste des candidats proposés par Kasparov, trouvera-t-il rapidement l'oiseau rare. Ce serait déjà fait s'il avait consulté le règlement édicté par lui-même.

B. de C.

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE BORDEAUX

Renseignements et inscriptions
IEP - BP 101
33405 - TALENCE Cedex

Le Monde Infos Spectacles
sur Minitel
615.91.77 + I S L M

سكوا من الأصل